

Université de Montréal

Des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Les cas de Cuba-États-Unis (1898-1902) et Cuba-URSS (1959-1963)

Par  
Rainer Ricardo ©

Département de science politique  
Faculté d'études supérieures et postdoctorales

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de Docteur en sciences politiques, option  
Relations internationales (majeure) et politique comparée (mineure)

Avril 2023

# Table de matières

<b>TABLE DE MATIÈRES</b> .....	<b>2</b>
<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE D'ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>6</b>
<b>DÉDICACE</b> .....	<b>7</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
1. INTRODUCTION .....	9
2. MÉTHODOLOGIE .....	15
a. <i>Stratégie comparative</i> .....	15
b. <i>Les deux séquences évènementielles : la résolution Platt (1901) et la Crise des Missiles (1962)</i> .....	18
3. LES PRATIQUES DISCURSIVES .....	20
4. DES HIÉRARCHIES INTERNATIONALES FONDÉES SUR DES DETTES DE GRATITUDE : OPÉRATIONNALISATION CONCEPTUELLE 22	
a. <i>Des hiérarchies internationales particulières</i> .....	22
b. <i>De la gratitude comme source d'autorité politique</i> .....	25
5. PLAN DE LA THÈSE .....	29
6. LIMITES .....	33
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>AU-DELÀ DU MODÈLE PATRON-CLIENT (MPC)</b> .....	<b>36</b>
1. INTRODUCTION .....	36
2. LE MODÈLE PATRON-CLIENT I : LES CARACTÉRISTIQUES EMPIRIQUES .....	39
a. <i>Asymétrie</i> .....	39
b. <i>Affection</i> .....	42
c. <i>Réciprocité</i> .....	43
d. <i>Subordination</i> .....	44
3. LE MODÈLE PATRON-CLIENT II : LES BÉNÉFICES INTERNATIONAUX .....	47
a. <i>Bénéfices pour les puissances patronales</i> .....	48
i. Avantages géostratégiques .....	48
ii. Convergence idéologique .....	49
iii. Solidarité internationale .....	51
b. <i>Bénéfices pour les États clients</i> .....	52
i. Protection militaire .....	52
ii. Protection économique .....	53
iii. Légitimité politique nationale .....	54
4. LE MODÈLE PATRON CLIENT III : AVANTAGES ET LIMITES .....	55
a. <i>Les avantages du MPC</i> .....	56
i. Une carte mentale .....	56
ii. La norme de réciprocité .....	60
b. <i>Les limites</i> .....	62
i. Limite de nature ontologique .....	63
ii. La dimension hiérarchique .....	64
iii. La dimension émotionnelle .....	67
5. CONCLUSION .....	68
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>DES HIÉRARCHIES INTERNATIONALES FONDÉES SUR DES DETTES DE GRATITUDE</b> .....	<b>70</b>
1. INTRODUCTION .....	70
2. LES HIÉRARCHIES PATRON-CLIENT INTERÉTATIQUES : LEUR NATURE ONTOLOGIQUE .....	74
a. <i>Le tournant hiérarchique des RI</i> .....	75
b. <i>Autorité, légitimité et souveraineté</i> .....	79
c. <i>Les hiérarchies internationales de type patron-client</i> .....	84
3. DE LA GRATITUDE COMME SOURCE D'AUTORITÉ POLITIQUE .....	87
a. <i>Le tournant émotionnel des RI</i> .....	89

b.	<i>Émotions chez des acteurs corporatifs (les États)</i> .....	93
c.	<i>De la gratitude comme source d'autorité politique</i> .....	95
4.	CONCLUSION.....	99
<b>CHAPITRE 3</b>		
<b>INDÉPENDANCE NATIONALE ET DETTE DE GRATITUDE</b>		
<b>LE CAS DE CUBA-ÉTATS-UNIS (1898-1902)</b> .....		<b>104</b>
1.	INTRODUCTION .....	104
2.	LE MPC À L'ÉPREUVE DE LA RELATION BILATÉRALE CUBA-ÉTATS-UNIS (1898-1902) .....	108
a.	<i>Bénéfices pour la puissance patronale : les États-Unis</i> .....	109
i.	Avantages géostratégiques .....	109
ii.	Solidarité internationale et convergence idéologique .....	115
b.	<i>Bénéfices pour l'État client : Cuba</i> .....	117
i.	Protection économique .....	118
ii.	Protection militaire.....	122
iii.	Légitimation politique .....	124
3.	DETTE DE GRATITUDE : CUBA DOIT SON INDÉPENDANCE AUX ÉTATS-UNIS .....	127
a.	<i>L'indépendance d'Espagne comme don international</i> .....	128
b.	<i>La résolution Platt comme contredon international</i> .....	130
c.	<i>La subordination de Cuba en guise de gratitude</i> .....	134
4.	CONCLUSION.....	137
<b>CHAPITRE 4</b>		
<b>RÉVOLUTION CUBAINE ET DETTE DE GRATITUDE</b>		
<b>LE CAS DE CUBA-URSS (1959-1963)</b> .....		<b>139</b>
1.	INTRODUCTION .....	139
2.	LE MODÈLE PATRON-CLIENT À L'ÉPREUVE DE LA RELATION CUBA-URSS .....	144
a.	<i>Bénéfices pour la puissance patronale : l'URSS</i> .....	145
i.	Avantages géostratégiques .....	145
ii.	Solidarité internationale et convergence idéologique .....	149
b.	<i>Bénéfices pour l'État client : Cuba</i> .....	154
i.	Protection militaire.....	154
ii.	Protection économique .....	160
iii.	Légitimité politique.....	163
3.	LA DETTE DE GRATITUDE : CUBA DOIT L'EXISTENCE DE LA RÉVOLUTION À L'URSS .....	167
a.	<i>La crise des missiles de 1962</i> .....	168
b.	<i>Mais la Révolution existe grâce à l'Union soviétique</i> .....	172
4.	CONCLUSION.....	178
<b>CONCLUSION</b> .....		<b>180</b>
1.	L'ARGUMENT, LA DÉMONSTRATION ET LES APPORTS AUX RI.....	181
2.	PERSPECTIVES DE RECHERCHE FUTURES.....	188
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....		<b>191</b>

## Résumé

Cette thèse postule qu'il est plus heuristique pour les Relations internationales (RI) de conceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Elle soutient plus précisément que les théoriciens des RI peuvent attester de la présence d'une hiérarchie patron-client lorsque trois conditions sont remplies. D'abord, une dette de gratitude, contractée par l'État subalterne, doit exister au sein de la relation bilatérale. Ensuite, la puissance patronale doit faire appel à ladite dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique sur l'État subalterne. Finalement, ce dernier doit se subordonner à l'autorité politique de la puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu au cours de la relation bilatérale. Plus précisément, cette thèse soutient que l'émotion de gratitude est la force impérative qui, derrière l'échange de bénéfices internationaux, légitime, d'une part, l'autorité politique exercée par la puissance patronale et, d'autre part, oblige l'État subalterne à offrir sa subordination en guise de contredon international. Les cas de Cuba-États-Unis (1898-1902) et de Cuba-URSS (1959-1963) sont utilisés pour illustrer la validité heuristique de cette proposition théorique. Ce faisant, nous invitons les théoriciens des RI à dépasser le modèle patron-client (MPC) au profit d'une conceptualisation des relations patron-client qui insère la recherche sur le patronage interétatique au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI : les tournants hiérarchique et émotionnel. Cette thèse fait donc une contribution à chacun des tournants précités et établit un dialogue direct entre deux programmes de recherche qui travaillent jusqu'alors en silo.

Mots clés : relations patron-client; hiérarchies internationales; dettes de gratitude; Cuba; États-Unis; Union Soviétique; autorité politique; bénéfices internationaux; crise des missiles; résolution Platt.

This thesis argues that it is more heuristic for International Relations (IR) to conceptualize interstate patron-client relationships as international hierarchies built on debts of gratitude. It postulates that IR theorists can attest to the presence of a patron-client hierarchy when three conditions are met. First, a debt of gratitude, incurred by the subordinate state, must exist within the bilateral relationship. Then, the patronal power must appeal to said debt of gratitude to exercise political authority. Finally, the client state must subordinate itself to the political authority of the patronal power in gratitude for any benefit received during the bilateral relationship. The emotion of gratitude is therefore the imperative force which, behind the exchange of international benefits, legitimizes, on the one hand, the political authority exercised by the patronal power and, on the other hand, obliges the client state to offer its subordination as an international gift. The cases of Cuba-USA (1898-1902) and Cuba-USSR (1959-1963) are used to show the value of this theoretical proposition. In doing so, this thesis invites IR theorists to go beyond the patron-client model (PCM) and to favor a conceptualization that inserts research on interstate patronage within two theoretical turns in IR: the hierarchical and emotional turns. It not only contributes to each of the above-mentioned theoretical turns, but also establishes a direct dialogue between two research programs that have hitherto worked in silos.

Key words: Patron-Client relationships; International Hierarchies; Debts of gratitude; Cuba; United States; Soviet Union; Political Authority; International Gifts; Missile Crisis; Platt Amendment.

## Liste d'abréviations

M-26-7 : Mouvement 26 juillet

MPC: modèle patron-client

OEA : Organisation d'États Américains

ONU: Organisation des Nations unies

PCC : Parti Communiste de Cuba

PRC : Parti Révolutionnaire de Cuba

PSP : Parti Socialiste Populaire

PURS : Parti Uni de la Révolution Socialiste

RI: Relations internationales

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

## Dédicace

À ma mère et à mes enfants.

## Remerciements

Impossible de clore ce chapitre de ma vie sans remercier ceux et celles qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce projet. Tout d'abord, j'aimerais remercier ma mère, Mercedes, à qui je dédie cet accomplissement. Merci de m'avoir inculqué depuis un si jeune âge le goût pour les études et l'histoire de notre patrie, Cuba. L'image de ces livres poussiéreux sur l'histoire de notre terre, « la plus belle »<sup>1</sup>, m'accompagna et illumina durant les longues heures de recherche et de rédaction de ce manuscrit. Merci aussi pour l'encouragement à distance. Je remercie aussi mes enfants. Vous êtes une si belle source d'inspiration! Merci pour le soutien invisible! Merci aussi à mes amis et amies pour leur soutien et affection sincères. Votre écoute, patience, encouragement et soutien moral ont été d'une valeur incommensurable.

Je remercie sincèrement tous les professeurs et toutes les professeures que j'ai croisé(e)s dans mon parcours académique. Merci pour les conseils, les moments de réflexion et les commentaires constructifs que vous m'avez apportés pendant toutes ces années de dure labour. Ce travail de recherche est aussi une partie de votre essence, de votre esprit, pour paraphraser Marcel Mauss. Merci à mon directeur, Mamoudou Gazibo, pour l'accompagnement, le soutien et la confiance apportés tout au long de mon doctorat à l'Université de Montréal. Notre rencontre fut une conspiration de l'univers, j'en suis certain. Merci pour les agréables conversations sur l'histoire de Cuba et de l'Afrique dans l'ambiance chaleureuse de votre bureau. J'espère que notre collaboration se poursuivra dans les années à venir et se transformera progressivement dans une belle amitié. Mes remerciements s'adressent aussi aux membres du jury, Dominique Caouette, Denis Saint-Martin et Frédéric Ramel. Vos commentaires et vos questions ont ouvert tout un univers de possibles.

Finalement, je ne peux qu'exprimer mon éternelle gratitude envers le *Fond de recherche du Québec – Société et culture* et à la *Faculté d'études supérieures et postdoctorales* de l'Université de Montréal. Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans votre soutien financier et votre encouragement. Merci infiniment.

¡Muchísimas gracias!

---

<sup>1</sup> On attribue cette expression à Christophe Colomb.

# Introduction

Among the numerous faults of those who pass their lives recklessly and without due reflection [...] I should say that there is hardly any one so hurtful to society as this, that we neither know how to bestow or how to receive a benefit. It follows from this that benefits are badly invested, and become bad debts [...] Nor need we wonder that while the greatest vices are common, none is more common than ingratitude [...] It is hard to say whether it is more dishonorable for the receiver to disown a benefit, or for the giver to demand a return of it: for a benefit is a loan, the repayment of which depends merely upon the good feeling of the debtor [...] He who does not repay a benefit, sins more, but he who does not bestow one, sins earlier.  
(Seneca, 1995)

## 1. Introduction

La réflexion théorique sur le patronage interétatique n'a pas reçu suffisamment d'attention dans la discipline des Relations internationales (RI) (Zaman, 2015; Stables, 1996). À ce jour, les efforts de théorisation restent circonscrits au modèle patron-client (MPC), introduit dans les RI dans les années 1980 par l'intermédiaire du sous-champ d'études sur la politique étrangère (Carney, 1989; 1993). Ce manque d'attention théorique est surprenant puisque le patronage interétatique est largement reconnu par des politologues internationalistes provenant de diverses affiliations théoriques. En effet, le concept s'est avéré un outil d'analyse heuristique pour l'étude de relations bilatérales entretenues par des grandes puissances, comme les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Union Soviétique et la Chine, avec de nombreux États subalternes en Amérique latine, en Afrique, au Moyen Orient et en

Asie (Carney, 1989; 1993; Waltz, 1993; Stables, 1996; Médard, 2000; Sylvan et Majeski, 2003; Soherwordi, 2011; Jaffrelot, 2012; Ciorciari, 2013; Ikenberry, 2014; 2011; Veenendaal, 2014; Zaman, 2015). À juste titre, note Kenneth Waltz (1993 : 47), les nombreuses « interventions militaires de grandes puissances durant la guerre froide ont été menées avec l'objectif de défendre et de favoriser l'expansion de leurs *États clients* » [nous soulignons]. Par conséquent, il est erroné de traiter le patronage comme un épiphénomène de relations internationales contemporaines.

L'objectif de cette thèse de doctorat est de contribuer à la réflexion théorique sur le patronage en RI par l'intermédiaire d'un dialogue interdisciplinaire à la base duquel se trouve la définition du patronage en tant qu'« échange social aux bénéfices extrinsèques<sup>2</sup> » (Graziano, 1976). Un échange social qui structure la relation dyadique entre deux acteurs monopolisant asymétriquement des ressources critiques à leur reproduction sociale (Eisenstadt et Roniger, 1980; Boltanski, 1999; Hilgers, 2011). Lorsque cette conception est transposée au domaine de relations internationales, le patronage interétatique devient donc un « mode de régulation des ressources » (Eisenstadt et Roniger, 1980) entre deux États qui monopolisent de manière asymétrique de ressources militaires et économiques et manipulent leur « amitié », voire leur relation bilatérale, dans l'objectif de retirer des bénéfices extrinsèques bien spécifiques. D'une part, les puissances patronales espèrent obtenir des bénéfices internationaux sous la forme d'« avantages géostratégiques », de « solidarité internationale » et de « convergence idéologique ». Et, d'autre part, les États clients espèrent bénéficier de la protection militaire et économique offerte par les grandes

---

<sup>2</sup> Un bénéfice est de nature extrinsèque lorsqu'il ne peut être obtenue que par l'intermédiaire de la relation patron-client (Graziano, 1976).

puissances (Zaman, 2015; Veenendaal, 2014; Ciorciari, 2013; Jaffrelot, 2012; Sylvan et Majeski, 2003; Carney, 1993; 1989; Shoemaker et Spanier, 1984). Et, dans certains cas spécifiques, affirme Richard Stables (1996), le gouvernement de l'État client peut faire usage de ces bénéfices internationaux pour légitimer le régime politique aux yeux de la population nationale.

Les théoriciens du MPC postulent que, pour attester de l'existence d'une relation patron-client interétatique, il suffit de suivre deux étapes. Tout d'abord, il faut identifier les quatre « caractéristiques empiriques » qui structurent la relation bilatérale, à savoir l'asymétrie des capacités, la présence de gestes affectifs, le respect de la norme réciprocité et la subordination de l'État client à l'autorité de la puissance patronale (Carney, 1989; 1993). Ensuite, il faut repérer les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale car, à juste titre, les relations bilatérales de type patron-client s'érigent sur cette forme particulière d'échange social de bénéfices internationaux; un échange social qui est lui-même rattaché à la norme de réciprocité inhérente à l'économie du don et du contredon (Tafani, 2005; Médard, 2000). Autrement dit, le MPC présuppose qu'à l'origine de relations patron-client interétatiques se trouvent des incitatifs matériels et symboliques poursuivis par des acteurs corporatifs, unitaires et rationnels, les États. Évidemment, il s'agit d'une conception du patronage ancrée dans une épistémologie rationaliste.

Bien que cette conceptualisation de la relation patron-client interétatique soit partiellement correcte, elle ignore souvent que ces dyades internationales sont d'abord et avant tout des structures d'interaction sociale au sein desquelles les puissances patronales exercent une

certaine forme d'autorité politique sur l'État subalterne, ou ce que Christopher Carney (1989; 1993) qualifie d'« influence coercitive ». Ce faisant, nous considérons les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales au sein desquelles les États constitutifs « entretiennent des relations de superordination et de subordination » (Zarakol, 2017 : 1). Et, sur ce plan, les hiérarchies internationales de type patron-client sont des arrangements intergouvernementaux spécifiques qui se distinguent d'autres arrangements intergouvernementaux, comme les organisations internationales, les régimes internationaux ou les communautés de sécurité collective.

En complémentarité avec la conception rationaliste, cette thèse cherche plutôt à savoir quelle est la force qui, derrière l'échange de bénéfices internationaux, légitime, d'une part, l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale dans la relation bilatérale et, d'autre part, oblige l'État subalterne à se subordonner à l'autorité politique exercée par la puissance patronale en guise de réciprocité. Les théoriciens du MPC affirment que cette force impérative est localisée dans la rationalité instrumentale des États subalternes qui, en tant qu'acteurs corporatifs, unitaires et rationnels, cherchent à maximiser leurs gains relatifs dans l'environnement hostile des relations internationales (Stables, 1996). Cette perspective assume donc que deux États souverains rentrent dans une relation patron-client avec l'objectif d'obtenir les bénéfices internationaux précités. Par conséquent, ils ne font que suivre une logique d'action « purement instrumentale », dénouée de toute dimension culturelle et idéologique (Jaffrelot, 2012).

Cette thèse démontre que le MPC n'est pas en mesure d'établir l'existence empirique d'une relation patron-client entre deux États souverains, parce qu'il est incapable de montrer une quelconque relation de causalité entre les bénéfices internationaux offerts par les puissances patronales et la subordination des États clients. Ceci est tout de même surprenant. Les théoriciens du MPC affirment que la subordination de l'État subalterne constitue le principal bénéfice international que les puissances patronales espèrent retirer de la relation bilatérale (Carney, 1989; 1993). Cependant, ils peinent à offrir la preuve empirique de ce qu'ils tiennent par acquis. Autrement dit, ils n'ont pas été en mesure d'identifier la « force impérative » (Komter, 2004) qui, derrière l'échange social de bénéfices internationaux (dons), légitime, d'une part, l'autorité politique que la puissance patronale exerce sur l'État client et, d'autre part, oblige ce dernier à réciproquer avec de la subordination à titre de contredon.

Pour faire avancer la réflexion théorique sur le patronage en RI, cette thèse défend l'argument selon lequel il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser les relations patron-client interétatiques en tant que hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Elle aspire à définir les contours préliminaires d'un programme de recherche qui, tout en construisant sur la base du modèle patron-client, vise son dépassement pour se rapprocher davantage de deux tournants théoriques au sein de la discipline des RI, à savoir les tournants hiérarchique (Zarakol, 2017; Lake, 2017; 2014; 2009; 2007; Pouliot, 2017; Sharman, 2017; Ikenberry, 2011; Donnelly, 2006; Hobson et Sharman, 2005) et émotionnel (Bleiker et Hutchison, 2021; Clément et Sangar, 2018; Koschut, 2018; Wolf, 2018; Ahall et Gregory, 2015; Crawford, 2015; 2000; Coicaud, 2014; Mercer, 2014; 2005; Lowenheim et

Heimann, 2008). C'est ainsi que cette thèse relève le défi d'identifier la force impérative qui, dans une relation patron-client interétatique, légitime l'autorité politique exercée par les puissances patronales sur leurs États clients et oblige ces derniers à réciproquer la générosité des premières avec de la subordination à titre de contredon international.

Plus précisément, cette thèse soutient que l'émotion de gratitude, une émotion de nature morale et coercitive, est la force impérative qui, derrière l'échange social de bénéfices internationaux, légitime l'autorité politique exercée par la puissance patronale et oblige l'État client à réciproquer avec de la subordination à titre de contredon. Elle postule donc que les hiérarchies internationales de type patron-client émergent lorsque trois conditions sont remplies. Tout d'abord, une « dette de gratitude », contractée par l'État subalterne auprès de la grande puissance par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international, doit exister au sein de la relation bilatérale. Ensuite, la puissance patronale doit faire usage de ladite dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique sur l'État subalterne. Finalement, l'État client doit reconnaître avoir contracté une dette de gratitude auprès de la grande puissance et se subordonner à l'autorité politique exercée par cette dernière en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu au cours de la relation bilatérale.

## 2. Méthodologie

La démarche méthodologique ici empruntée est de nature qualitative, comparative et interprétative. Elle importe des concepts d'autres disciplines, comme la psychologie sociale, la sociologie, l'anthropologie et la politique comparée, dans la discipline des RI. Elle est aussi basée sur une analyse du discours appliquée à près de 300 sources primaires portant sur deux « séquences évènementielles » de l'histoire contemporaine de Cuba.

### a. Stratégie comparative

Le cas de Cuba a été choisi pour des raisons purement utilitaristes. Tout d'abord, il s'agit de l'un des rares États qui, aux dires de la littérature spécialisée, semble avoir socialisé au sein de deux hiérarchies internationales de type patron-client dans l'espace d'un siècle, d'abord avec les États-Unis, ensuite avec l'Union Soviétique (Kennedy, 1969; Connell-Smith, 1979; Sylvan et Majeski, 2003; Zubok, 2007). Par conséquent, le cas semble assez heuristique pour enquêter sur l'origine de deux relations bilatérales de type patron-client avec deux grandes puissances. Surtout si l'on cherche à enquêter sur l'origine de ces deux relations bilatérales de type patron-client. Est-ce que l'État de Cuba a bel et bien contracté deux dettes de gratitude auprès de ces deux grandes puissances au cours de son histoire contemporaine? Pour y répondre à cette question, un nombre important de documents déclassifiés sur les séquences historiques observées a été consulté, ce qui facilite l'analyse de pratiques discursives émises par les principaux décideurs des États qui constituent notre échantillon. Il faut noter que cette démarche méthodologique est cohérente, à la fois, avec

la méthodologie employée dans la recherche qualitative sur le patronage interétatique (Zaman, 2015; Veenendaal, 2014) et la recherche sur les émotions en RI (Mercer, 2005).

La stratégie consiste à comparer deux cas d'étude, c'est-à-dire deux « instances d'une classe d'évènement » (George et Bennett, 2005), avec l'objectif de favoriser la construction de nouvelles propositions théoriques, catégories d'analyse, typologies, concepts et hypothèses de recherche (Yin, 2003; Landman, 2003; George et Bennett, 2005; Blatter et Haverland, 2012; Gazibo et Jenson, 2015). Deux relations patron-client interétatiques ayant été reconnues comme tel par la littérature spécialisée et à l'origine desquelles se trouve un seul et même État client, l'État de Cuba, ainsi que deux grandes puissances qui se distinguent en termes culturels, idéologiques, économiques et politiques, en l'occurrence les États-Unis et l'Union Soviétique, sont comparées. À la base de cette stratégie comparative, il y a la volonté de savoir si, au-delà de différences précitées, les deux grandes puissances observées font appel à une quelconque dette de gratitude dans le but d'exercer de l'autorité politique sur l'État subalterne et ainsi obtenir sa subordination en guise de réciprocité pour les bénéfices rendus de manière altruiste et intentionnelle.

L'observation de données est portée sur les années fondatrices de ces deux hiérarchies internationales. Plus précisément, l'analyse insiste sur un moment conflictuel de la relation bilatérale; une situation qui se caractérise par des revendications souveraines de la part du gouvernement de Cuba. C'est-à-dire qu'il conteste l'autorité politique exercée par les grandes puissances dans la relation bilatérale. L'observation de ces deux « crises politiques » permet de savoir si les gouvernements de deux grandes puissances font appel à

une quelconque dette de gratitude comme source de leur autorité politique dans la relation bilatérale. Cette démarche analytique est cohérente avec la recherche sur le patronage en RI. En effet, les théoriciens du MPC soutiennent que les puissances patronales font généralement appel aux mécanismes d'« influence coercitive » lorsque les États clients revendiquent de l'autonomie politique sur des enjeux internationaux critiques à la stratégie globale de la puissance patronale (Carney, 1989; 1993). Cette démarche est aussi en connivence avec la recherche sur les émotions en RI, qui soutient que les émotions « individuelles » et « sociales » sont particulièrement exprimées par les acteurs sociaux durant les périodes de crise politique (Koschut, 2018). Elles deviennent donc accessibles aux théoriciens des RI par l'intermédiaire de l'observation de ces moments critiques (Bleiker et Hutchison, 2021).

Par l'entremise de l'analyse de ces deux crises politiques, il s'agit de savoir si : 1) il existe une dette de gratitude contractée par Cuba auprès des États-Unis et de l'Union Soviétique par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international; 2) les gouvernements des États-Unis et de l'Union Soviétique font usage de la dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique sur Cuba; et 3) le gouvernement de Cuba se subordonne à l'autorité de deux grandes puissances en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu au cours de la relation bilatérale.

b. Les deux séquences événementielles : la résolution Platt (1901) et la Crise des Missiles (1962)

La première de deux crises analysées se produit en 1901, lorsque le gouvernement des États-Unis demande aux délégués cubains responsables de rédiger la première Constitution de la République de Cuba d'inclure la résolution Platt dans le texte constitutionnel. Au départ, les délégués cubains réunis à l'Assemblée constitutionnelle réagissent avec indignation à la demande formulée par leurs homologues à Washington et manifestent leur opposition sous prétexte que la résolution Platt brimait la souveraineté de la future République de Cuba. Plus précisément, affirmaient-ils, la résolution Platt octroie au gouvernement des États-Unis le droit d'intervenir dans les affaires internes de la nation cubaine et limite la capacité du gouvernement à La Havane à formuler une politique étrangère indépendante et autonome de Washington. Or, Cuba advient finalement à la société d'États souverains le 20 mai 1902 au sein d'un protectorat<sup>3</sup> formalisé par la présence de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba de 1901. Le contenu de ladite résolution sera par ailleurs ratifié par deux traités internationaux qui, depuis leur signature en 1903, définissent le caractère « spécial » de la relation bilatérale entretenue par les gouvernements de Cuba et des États-Unis jusqu'à la rupture de leurs relations diplomatiques dans les années 1960.

À la lumière de l'évidence historique consultée, nous cherchons à savoir si : 1) il existe une dette de gratitude dans la relation bilatérale entretenue par les gouvernements de Cuba et des États-Unis; 2) le gouvernement des États-Unis fait usage de la dette de gratitude pour

---

<sup>3</sup> Un protectorat se définit comme « une hiérarchie internationale au sein de laquelle l'État dominant exerce, quoique de manière limitée, de l'autorité sur certaines des actions menées par l'État subalterne » (Lake, 2009 : 54).

exercer de l'autorité politique sur le gouvernement de Cuba; et 3) la subordination du gouvernement de Cuba – entendue ici comme l'inclusion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel –, est offerte en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice international obtenu par l'intermédiaire de la relation bilatérale avec les États-Unis.

La deuxième des crises observées survient au lendemain de la crise des missiles, durant les mois d'octobre, novembre et décembre de l'année 1962. Cette crise implique les gouvernements de Cuba et de l'Union Soviétique et fut déclenchée par deux facteurs principaux. Tout d'abord, il y a la décision unilatérale du gouvernement de l'Union Soviétique de retirer les missiles balistiques nucléaires installés sur le territoire de Cuba sans l'aval du gouvernement à La Havane. Cette décision soulève de nombreuses questions chez les dirigeants cubains quant au réel objectif poursuivi par leurs homologues soviétiques avec l'emplacement des armes nucléaires sur le territoire de Cuba. Ensuite, les Soviétiques ignorent les points formulés par le gouvernement de Cuba pour mettre fin au conflit qui l'oppose au gouvernement des États-Unis depuis 1959. Les dirigeants cubains, mécontents des résultats obtenus par les diplomates soviétiques, non seulement accusent l'Union Soviétique d'avoir agi de manière « opportuniste », mais encore, soutiennent que les décisions unilatérales prises par l'URSS briment la souveraineté de Cuba, voir sa capacité à formuler une politique étrangère indépendante et autonome de Moscou.

Or, à partir de janvier 1963, les représentants du gouvernement de Cuba reviennent sur les dures critiques adressées à l'égard de Moscou et finissent par accepter les résultats des négociations tenues par les deux grandes puissances dans l'espoir de réparer la fragile

« fraternité socialiste » qui liait les deux États depuis 1960. Par l’entremise de l’analyse détaillée de cette séquence événementielle de l’histoire de Cuba, cette thèse cherche donc à savoir si : 1) il existe une dette de gratitude contractée par le gouvernement de Cuba auprès de l’Union Soviétique; 2) le gouvernement de l’Union Soviétique fait usage de cette dette de gratitude pour exercer de l’autorité politique sur Cuba; et 3) le gouvernement de Cuba se subordonne à l’autorité politique de Moscou en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu au cours de la relation bilatérale.

### 3. Les pratiques discursives

Afin de déterminer si l’État de Cuba a réellement contracté deux dettes de gratitude au cours de son histoire contemporaine, cette thèse analyse les pratiques discursives contenues dans près de 300<sup>4</sup> sources primaires, parmi lesquelles se trouvent des conversations, des lettres et des câbles diplomatiques, ainsi que des traités et des accords internationaux, des constitutions politiques commentées et non-commentées, des mémoires politiques et des journaux à tirage quotidien et hebdomadaire. Le concept de « discours politique » est ici défini comme toute forme de communication via laquelle des acteurs politiques échangent de « symboles linguistiques » sur des enjeux faisant ou ayant fait l’objet d’un processus de politisation (Milliken, 1999). Ce choix méthodologique repose sur deux critères fondamentaux. Dans un premier temps, il s’agit d’une méthode d’analyse particulièrement utile pour étudier les « émotions » individuelles et collectives ressenties et exprimées par les principaux décideurs politiques. À juste titre, affirment les théoriciens des émotions en

---

<sup>4</sup> Notez que seulement les sources les plus pertinentes pour la finalité de cette thèse ont été utilisées.

RI, les émotions sont particulièrement visibles dans les documents qui contiennent les expressions discursives de principaux acteurs politiques (Bleiker et Hutchison, 2021; Koschut, 2018; Crawford, 2014; Hutchison et Bleiker, 2014; Mercer, 2014). Dans un deuxième temps, cette démarche analytique s'insère en continuité avec la méthodologie employée par la recherche qualitative sur le patronage en RI, laquelle fait appel aux sources primaires, notamment des conversations diplomatiques, des documents déclassifiés, des traités internationaux et des récits de vie (Zaman, 2015; Veenendaal, 2014; Jaffrelot, 2012; Stables, 1996).

Toutes les sources primaires consultées proviennent des archives digitales comme le Woodrow Wilson International Center for Scholars, The National Archives and Records Administration, The Office of the Historian of the Department of the United States, et de la Digital Library of the Caribbean de l'University of Florida, qui collabore étroitement avec la Bibliothèque nationale de Cuba. Les documents sont disponibles en ligne et ont été déclassifiés par des agences gouvernementales aussi diverses que le Département d'État des États-Unis, la Maison Blanche, l'Agence centrale d'intelligence (CIA), le gouvernement de Cuba et le ministère des Relations extérieures de la Fédération Russe. Pour garantir leur valeur analytique, ces sources primaires ont été triangulées avec la recherche menée par les historiens de la guerre hispano-cubain-américaine de 1898, de la Révolution cubaine de 1959 et de la crise des missiles de 1962.

#### 4. Des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude : opérationnalisation conceptuelle

Cette thèse défend l'argument selon lequel il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser les relations bilatérales de type patron-client en tant que hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Cette conceptualisation de la relation patron-client interétatique, en plus de conjuguer facilement les éléments empiriques identifiés par le modèle patron-client, à savoir l'asymétrie, la réciprocité, la subordination et l'affectivité (Zaman, 2015 ; Veenendaal, 2014 ; Jaffrelot, 2012 ; Sylvan et Majeski, 2003 ; Stables, 1996 ; Carney, 1993 ; 1989 ; Shoemaker et Spanier, 1984), possède l'avantage d'insérer la recherche sur le patronage interétatique au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI : les tournants hiérarchique et émotionnel.

##### a. Des hiérarchies internationales particulières

Les relations patron-client interétatiques sont des « hiérarchies internationales », c'est-à-dire des structures d'interaction verticales dans lesquelles les unités constitutives, les États, entretiennent des rapports de superordination et de subordination (Zarakol, 2017; Sharman, 2017; Lake, 2009). Toutefois, il faut noter qu'il s'agit des hiérarchies internationales d'un type particulier et, sur ce plan, tendent à se distinguer d'autres structures hiérarchiques internationales comme les hiérarchies « profondes », les « paternalistes », les « sphères d'influence », les « protectorats » et les empires « formels » et « informels » (Pouliot, 2017; Barnett, 2017; Sharman, 2017; Lake, 2017; 2014; 2009; Ikenberry, 2014; Hobson et Sharman, 2005). La particularité des relations patron-client interétatiques réside dans le fait

qu'il s'agit des hiérarchies internationales au sein desquelles la subordination des États subalternes est, d'une part, « volontaire » (Carney, 1989; 1993; Stables, 1996; Jaffrelot, 2012), pour le moins en apparence, et d'autre part, extraite par l'intermédiaire d'un échange de bénéfices internationaux dont la logique de fond est celle de l'économie du don et du contredon (Tafani, 2005; Médard, 2000).

En effet, la croyance selon laquelle la subordination de l'État client est le produit d'une action dite volontaire est bien ancrée dans la recherche interdisciplinaire sur le patronage. Les politologues comparatistes affirment que cette hiérarchie politique résulte de « l'action volontaire » des individus qui espèrent retirer des bénéfices extrinsèques de la relation (Adloff et Mau, 2006 : 104). En RI, Richard Stables (1996 : 18) et Christopher Carney (1993 : 30) soutiennent non seulement que la subordination de l'État client est « volontaire », mais encore, ils avancent que ce volontarisme constitue l'une des principales caractéristiques empiriques de la relation patron-client interétatique. Or, la subordination des acteurs subalternes n'est volontaire qu'en apparence, puisque les relations patron-client sont des structures d'interaction sociale qui reposent sur un échange social ancré dans l'économie du don et du contredon. Par conséquent, la subordination de l'État client est obligée puisqu'elle doit répondre aux impératifs de la norme de réciprocité.

La nature hiérarchique de la relation patron-client interétatique ne résulte pas de la seule asymétrie de capacités militaires et économiques, mais plutôt de l'existence de rapports d'autorité légitimes entre les deux États. Comme prédit, la puissance patronale exerce de l'autorité politique sur l'État subalterne de manière légitime, et ce, par l'intermédiaire de

l'échange social de bénéfices internationaux. On pourrait dire que les hiérarchies patron-client interétatiques s'apparentent aux hiérarchies internationales « contractuelles » conceptualisées par David Lake (2017; 2014; 2009), voire à des « équilibres asymétriques » (Womack, 2006) dans lesquels les deux États constitutifs retirent des bénéfices mutuels. David Lake soutient justement que les hiérarchies internationales de nature « contractuelle » s'érigent sur un « contrat social » au sein duquel les grandes puissances offrent de l'« ordre politique » en échange de la subordination volontaire des États subalternes. Ces hiérarchies internationales de nature transactionnelle s'érigent donc sur un échange social aux bénéfices extrinsèques fondé sur l'économie du don et du contredon théorisée par Marcel Mauss au début du 20<sup>e</sup> siècle, en ce que l'État qui offre quelque chose s'attend à recevoir une autre en retour<sup>5</sup>.

Or, contrairement à Mauss (2002; 1924), dont la recherche a principalement porté sur la « règle de droit » qui, dans les sociétés archaïques et traditionnelles, fait que l'objet reçu à titre de don soit réciproqué de manière obligatoire avec un contredon plus au moins équivalent, Lake embrasse une épistémologie rationaliste et situe la source à l'origine de l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale dans la rationalité instrumentale des États subalternes. À juste titre, affirme ce théoricien de la hiérarchie en RI, les États subalternes cèdent une partie de leur souveraineté westphalienne lorsqu'ils sont en mesure de retirer « something equally if not more valuable » de la ration bilatérale avec une grande

---

<sup>5</sup> Certes, Marcel Mauss a déjà entamé une réflexion sur les relations internationales qui est malheureusement « inachevée ». En effet, la réflexion sociologique de Mauss sur les relations internationales porte sur le processus de construction de la « nation », le « nationalisme » et les relations *internationales* (Ramel, 2004). Pour une lecture de Mauss en lien avec cet objet d'étude, voir l'article précité de Frédéric Ramel sur « l'héritage oublié » de Marcel Mauss. La lecture que l'on fait de Mauss dans cette thèse se rapporte davantage à sa réflexion sur l'économie du don et du contredon dans les sociétés traditionnelles.

puissance (Lake, 2009: 140). Cette thèse s'inspire du questionnement soulevé par Marcel Mauss il y a 100 ans dans l'espoir d'identifier la « force impérative » (Komter, 2004) qui derrière l'échange de bénéfices internationaux lie deux États inégaux dans un système d'obligations et de responsabilités réciproques.

#### b. De la gratitude comme source d'autorité politique

Pour identifier la force impérative qui derrière l'échange de bénéfices internationaux légitime l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur l'État client et oblige ce dernier à réciproquer avec de la subordination à titre de contredon, cette thèse investit la dimension « affective » inhérente à la relation patron-client. Ce faisant, elle questionne l'idée largement répandue selon laquelle les relations patron-client sont le seul produit de l'action volontaire d'acteurs rationnels qui emploient toute leur puissance cognitive pour atteindre des objectifs stratégiques par l'intermédiaire d'un processus transactionnel vidé de ressorts émotionnels. À cet égard, la conception rationaliste de la relation patron-client est en contradiction avec l'idée selon laquelle les acteurs qui socialisent dans cette forme particulière de structure politique expriment des « sentiments » (Lemarchand et Legg, 1972 ; Graziano, 1976 ; Eisenstadt et Roniger, 1980 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Piel, 1999 ; Boltanski, 1999 ; Médard, 2000 ; Hilgers, 2011 ; Veenendaal, 2014). Par conséquent, la conception rationaliste du patronage est réductrice au point d'ignorer qu'à la base des relations patron-client se trouve une réciprocité principalement assurée « par des sentiments de *gratitude* » (Graziano, 1976 : 160). [nous soulignons]

Le concept de « gratitude » a fait l'objet d'une vaste réflexion au sein des disciplines aussi diverses que la philosophie morale (Harpham, 2004), la primatologie (Bonnie et de Waal, 2004), l'anthropologie (Komter, 2004), la sociologie (Emmons, 2004), l'histoire (Pérez, 2008a; b), et la psychologie sociale (DeSteno *et al.*, 2010; Bartlett et DeSteno, 2006; McCullough et Tsang, 2004; Shelton, 2004). Cette thèse entend le concept de gratitude comme une « émotion » étroitement liée à l'échange de bénéfices (dons) (McCullough et Tsang, 2004 ; Harpham, 2004 ; Komter, 2004 ; Pérez, 2008a). Ce faisant, nous partons de deux principes. Le premier principe assume que les acteurs sociaux et politiques qui ressentent de la gratitude sont conscients du fait qu'ils ont reçu quelque « chose de valeur » (Bartlett & DeSteno, 2006) comme conséquence de l'intervention d'une source externe (Emmons, 2004 : 9). Le deuxième affirme que cette reconnaissance provoque chez les bénéficiaires des « sentiments d'endettement » à l'égard de leurs bienfaiteurs (Callard, 2019). À bien des égards, affirment Roberts et Telech (2019), les bénéficiaires ont l'impression d'avoir contracté une « dette de gratitude » à l'égard du bienfaiteur par l'intermédiaire de bénéfices que ce dernier leur a offert de manière intentionnelle et altruiste. C'est pourquoi l'émotion de gratitude peut s'entendre comme la force impérative (Komter, 2004) qui *oblige* les bénéficiaires à réciproquer la générosité et l'altruisme de bienfaiteurs avec des bénéfices plus au moins équivalents aux bénéfices reçus. À défaut de respecter la norme de réciprocité intrinsèque à l'économie du don et du contredon, les bénéficiaires peuvent donc être accusés d'ingratitude et subir les conséquences de sanctions punitives (Hewitt, 1924 ; Komter, 2004 ; Pérez, 2008a).

L'opérationnalisation de l'émotion de gratitude dans le monde des relations internationales est une tâche complexe, surtout sur le plan méthodologique. Non seulement, les émotions sont des éléments intangibles de la réalité sociale difficiles à définir, à isoler, à contrôler et à mesurer (Clément et Sangar, 2018 ; Crawford, 2015; Ahall et Gregory, 2015 ; Coicaud, 2014 ; Mercer, 2014 ; 2005), mais encore, l'épistémologie rationaliste en sciences sociales, et surtout en RI, a généralement réservé aux émotions un rôle explicatif de nature secondaire; c'est-à-dire comme étant des facteurs à l'origine des comportements erratiques chez des acteurs par essence rationnels (Coicaud, 2014 ; Mercer, 2005). Or, depuis les années 2000, le « tournant émotionnel » des RI (Bleiker et Hutchison, 2021 ; Clément et Sangar, 2018) ramène l'étude des émotions, comme la « peur » (Weber, 2005), la « passion » (Coicaud, 2014), l'« amitié » (Wendt, 1999; 1992) et l'« empathie » (Bleiker et Hutchison, 2021), au cœur de la réflexion théorique sur les relations internationales contemporaines. Ce faisant, les théoriciens en RI conceptualisent les émotions comme des variables indépendantes qui permettent d'expliquer des phénomènes politiques comme le nationalisme (Koschut, 2017), la violence politique (Ahall et Gregory, 2015), la réconciliation nationale (Bleiker et Hutchison, 2021) et l'amitié entre les décideurs politiques (van Hoef, 2018).

Cette thèse de doctorat s'insère en continuité avec le tournant émotionnel en RI et analyse la relation entre l'émotion de gratitude et l'exercice d'autorité politique dans les relations bilatérales de type patron-client. Au niveau conceptuel, elle embrasse une définition inclusive du concept d'émotion, lequel est défini comme un phénomène « hybride » constitué de « réactions corporelles », de « sentiments » et d'« éléments cognitifs »

(Coicaud, 2014 : 487). Cette définition est « inclusive » parce qu'elle intègre ontologiquement d'autres phénomènes affectifs connexes, comme l'« affection » et les « sentiments » (Clément et Sangar, 2018 ; Coicaud, 2014). Par ailleurs, elle a aussi le mérite d'insister sur la nature « subjective » (Mercer, 2014) et « intersubjective » (Crawford, 2000) des émotions.

Sur le plan empirique, nous situons l'émotion de gratitude à deux niveaux d'analyse qui, loin d'être exclusifs, se renforcent mutuellement. En premier lieu, l'émotion de gratitude est localisée dans la « première image » des relations internationales ; c'est-à-dire dans l'expérience émotionnelle de décideurs politiques qui parlent et agissent au nom de leurs États respectifs (Lowenheim et Heimann, 2008 : 690). Ce positionnement est cohérent avec la méthodologie employée par la recherche sur le patronage au sein des disciplines aussi diverses que la politique comparée, l'anthropologie et la sociologie, laquelle est généralement circonscrite au niveau des interactions personnelles, voire « face-à-face » (Hilgers, 2011), qu'entretiennent les décideurs politiques à l'échelle internationale (Médard, 2000). C'est pourquoi nous prêtons une attention particulière à leurs pratiques discursives, lesquelles sont contenues dans les sources primaires ici observées.

Ensuite, nous adhérons au postulat selon lequel les États peuvent ressentir des émotions de nature « sociale » ; c'est-à-dire des émotions qui ont « une importance intrinsèque pour un acteur social en relation avec une entité corporative » (Mercer, 2014 : 516). Dans cette perspective, on dit que les États peuvent ressentir et exprimer des émotions lorsque les décideurs politiques qui parlent en leur nom deviennent « émotionnellement connectés » à

l'État en tant qu'acteur corporatif (Lowenheim et Heimann, 2008 : 690). Les émotions des décideurs politiques deviennent donc des émotions collectives par l'intermédiaire de « pratiques représentationnelles » qui sont diffusées et partagées par les membres de la même entité corporative (Bleiker et Hutchison, 2021). Ce faisant, les États souverains ressentent et expriment de la « gratitude politique » lorsque les décideurs politiques autorisés à parler et à agir en leur nom ressentent et expriment cette émotion à l'égard d'un autre État souverain, et ce, en guise de reconnaissance et d'appréciation pour un quelconque bénéfice international obtenu par l'intermédiaire de la relation bilatérale.

## 5. Plan de la thèse

L'argument ici défendu affirme que les relations patron-client interétatiques sont fondées sur des dettes de gratitude contractées par les États subalternes auprès de grandes puissances, et ce, par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international. Cet argument sera développé en quatre chapitres. Le premier chapitre effectue la revue critique de la littérature sur le modèle patron-client (MPC) qui, comme précité, a été introduit dans la discipline des RI dans les années 1980. L'objectif du chapitre est d'étayer les contours empiriques de la relation patron-client interétatiques, d'identifier les principaux bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale, et de souligner les avantages et les limites du MPC en tant que modèle conceptuel. Le chapitre démontre que, au-delà des mérites qu'il faille lui reconnaître, le MPC se doit d'être dépassé si les théoriciens des RI veulent faire avancer la recherche sur le patronage interétatique de la discipline des RI. Le MPC tend à reproduire des explications tautologiques et structuro-fonctionnalistes ancrées

dans une épistémologie rationaliste qui ne permet pas d'établir avec certitude l'existence empirique d'une relation patron-client au niveau des États. À juste titre, le MPC n'est pas en mesure d'établir une quelconque relation de causalité entre la subordination de l'État client et les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale. Et, dans ces termes, il est impossible d'attester de l'existence, dans une relation bilatérale, de la quatrième caractéristique empirique des relations patron-client interétatiques. Cette dernière implique que la subordination de l'État subalterne se doit d'être offerte à titre de contredon international, c'est-à-dire en guise de réciprocité pour un quelconque bénéfice reçu comme conséquence de la générosité et de l'altruisme de la grande puissance.

Le deuxième chapitre présente la contribution théorique que cette thèse apporte à la recherche sur le patronage en RI. Le chapitre défend l'argument selon lequel il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser les relations bilatérales de type patron-client comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Ce faisant, cette conceptualisation insère la recherche sur le patronage interétatique au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI, les tournants hiérarchique et émotionnel. Le chapitre définit les hiérarchies patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales institutionnalisées sur la base d'un « contrat social » entre deux États souverains; un contrat qui s'érige sur la norme de réciprocité inhérente à l'économie du don et du contredon. Dans cette perspective, les relations patron-client interétatiques s'érigent non seulement sur les « trois obligations sociologiques » identifiées par Marcel Mauss (2002), à savoir « donner », « recevoir » et « réciproquer », mais encore, « secrètent leur propre légitimité » (Médard, 2000) par l'intermédiaire de la gratitude que les États subalternes ressentent et expriment à

l'égard de grandes puissances en guise de reconnaissance et d'appréciation pour leur générosité et altruisme. Il défend donc l'argument selon lequel les hiérarchies patron-client émergent lorsque l'État subalterne a contracté une dette de gratitude auprès de la grande puissance par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international. Les sentiments de gratitude s'insèrent ainsi dans une matrice morale qui oblige les États subalternes à réciproquer le bénéfice international reçu avec de la subordination à titre de contredon.

Les troisième et quatrième chapitres sont de nature empirique et visent à illustrer la validité heuristique de la conceptualisation précitée. Ils démontrent, à l'aide de l'évidence historique consultée et analysée, que l'État de Cuba a effectivement contracté deux dettes de gratitude auprès de grandes puissances au cours de son histoire contemporaine, d'abord avec les États-Unis en 1898, ensuite avec l'Union Soviétique en 1962. Le troisième chapitre montre que, devant le refus d'amender le texte constitutionnel de la République de Cuba avec la résolution Platt en 1901, le gouvernement des États-Unis profite de l'occasion pour, tout d'abord, accuser les Cubains d'ingrats et, ensuite, exiger l'inclusion de l'amendement Platt dans le premier texte constitutionnel de la République de Cuba à titre de paiement pour tous les efforts, dépenses et sacrifices que le peuple et le gouvernement des États-Unis avaient réalisés au nom de l'indépendance de Cuba (Pérez, 2008a; b; 1999; 1998; 1983). Derrière cette exigence de réciprocité, il y a la croyance selon laquelle les Américains offrirent aux Cubains l'indépendance d'Espagne à titre de bénéfice international en 1898. Les représentants du gouvernement des États-Unis étaient donc convaincus que les Cubains, le peuple et le gouvernement de Cuba, avaient contracté une dette de gratitude avec le gouvernement et le peuple des États-Unis et étaient, par conséquent, dans l'obligation

morale de réciproquer la générosité et l'altruisme des Américains avec un bénéfice plus au moins équivalent, en l'occurrence, l'inclusion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel. Les délégués cubains s'opposaient à la résolution Platt parce qu'ils considéraient que l'amendement proposé par le gouvernement des États-Unis brimait la souveraineté de la future République de Cuba. Malgré cela, ils finirent par acquiescer aux demandes de Washington et reconnurent publiquement que, par l'intermédiaire de l'inclusion de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba de 1901, les Cubains exprimaient leurs « sentiments de gratitude » envers le peuple et le gouvernement des États-Unis pour tous les efforts, les dépenses et les sacrifices réalisés au nom de la liberté et de l'indépendance de Cuba (Pérez, 2008a).

Le quatrième chapitre démontre également que l'État de Cuba a contracté une dette de gratitude auprès de l'Union Soviétique en 1962, et ce, pour tous les efforts, dépenses et sacrifices que le peuple et le gouvernement de l'Union Soviétique avaient réalisés au nom de la « survie » et de l'« existence » de la Révolution cubaine. Cette nouvelle dette de gratitude était ancrée dans la croyance selon laquelle l'Union Soviétique avait réussi à sauver la Révolution cubaine de l'agression impérialiste via l'emplacement des missiles balistiques nucléaires à Cuba en octobre 1962. À cet effet, affirmaient les représentants du Kremlin pendant les nombreuses conversations diplomatiques entretenues avec les représentants du gouvernement de Cuba durant les mois d'octobre, novembre et décembre 1962, la Révolution existe *grâce* aux efforts militaires, économiques et humains déployés par l'Union Soviétique au seul nom de Cuba et des Cubains<sup>6</sup>. Certes, les Cubains

---

<sup>6</sup> “Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev”, December 11, 1962, History and Public Policy Program

considéraient que les Soviétiques avaient agi de manière opportuniste et que leurs décisions unilatérales brimaient la souveraineté de Cuba en limitant la capacité du gouvernement révolutionnaire à formuler une politique étrangère indépendante et autonome de Moscou. Cependant, le gouvernement à La Havane était aussi conscient que Cuba avait contracté une dette de gratitude avec l'Union Soviétique comme conséquence de tous les efforts, les sacrifices et les dépenses que cette dernière avait réalisés au nom de la Révolution cubaine (Allyn *et al.*, 1989-90 : 141). C'est pourquoi, lors de son premier discours à la Place Rouge de Moscou en 1963, le leader de la Révolution cubaine, Fidel Castro, énonce solennellement qu'il était logique pour le « peuple de Cuba » de ressentir et de manifester « une *profonde et éternelle gratitude* envers le peuple de l'Union Soviétique ». À bien des égards, affirme-t-il, « c'était *grâce* à l'URSS que la Révolution [cubaine] existait »<sup>7</sup>. [nos italiques]

## 6. Limites

Bien que notre contribution théorique à la recherche sur le patronage accouche d'un programme de recherche prometteur, il faut noter que cette analyse est traversée par des limites qui méritent d'être surmontées dans le cadre de recherches futures.

---

Digital Archive, Provided by the Cuban Government for the October 2002 Havana Conference (“La Crisis de Octubre: una vision politica 40 anos después”) organized by the National Security Archive. Translated from Spanish for CWIHP by Chris Dunlap.

<http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/115171>

<sup>7</sup> Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, Primer secretario del Partido Unido de la Revolución Socialista y Primer Ministro del gobierno revolucionario, en la Plaza Roja de Moscú, en el Gran Acto de Bienvenida que se le brinda a su llegada a Moscú, el 28 de abril de 1963.

<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1963/esp/f280463e.html>

En premier lieu, il nous est impossible d'engager la réflexion théorique sur la manière dont les hiérarchies patron-client interétatiques interagissent avec d'autres hiérarchies internationales. À cet effet, il faut noter que l'État de Cuba, en tant qu'État « client » des États-Unis et de l'Union Soviétique, socialise en même temps au sein de deux autres structures internationales hiérarchiques. Cuba se trouve en effet au sein d'un protectorat formel avec les États-Unis jusqu'en 1934, ainsi qu'au sein de deux « empires informels » (Hobson et Sharman, 2005). Par conséquent, il serait pertinent d'entamer des recherches futures afin de mieux cerner la manière dont les diverses hiérarchies internationales interagissent et s'influencent mutuellement. De plus, il est important d'étudier la manière dont les États naviguent les différentes hiérarchies internationales et la manière dont celles-ci façonnent leurs comportements, leurs préférences et leurs rôles/identités à l'échelle internationale.

Ensuite, il conviendrait de problématiser davantage la tension existante entre la pratique du patronage interétatique et le principe de souveraineté westphalienne, deux éléments qui n'entretiennent pas nécessairement une relation antagonique. En effet, la conception néoréaliste du concept de souveraineté tend à positionner la pratique du patronage à l'intérieur des prérogatives régaliennes d'un État souverain. À juste titre, affirme Kenneth Waltz (2010), les États peuvent décider de limiter volontairement leur autonomie et leur indépendance politiques en échange de ressources critiques à leur reproduction sociale, surtout dans un système international caractérisé par le principe du « *self-help* ». Par conséquent, cette thèse endosse la position de Kenneth Waltz et postule que la pratique de patronage est cohérente avec les prérogatives souveraines d'un État westphalien.

Aussi, cette thèse reproduit inévitablement les limites méthodologiques des études qui portent sur les émotions dans les relations internationales (Clément et Sangar, 2018), qui font appel à des études de cas (Yin, 2003) et qui reposent sur l'analyse de sources primaires, comme des documents déclassifiés (Zaman, 2015). Par conséquent, les conclusions ici présentées ne peuvent être généralisées à d'autres cas ou à d'autres contextes culturels, sociaux et historiques, et ce, pour des raisons bien évidentes. D'abord, il se trouve que les émotions sont des variables « temporelles », sujettes au changement en fonction du contexte social et historique dans lequel elles sont ressenties et exprimées par les acteurs sociaux (Clément et Sangar, 2018). Ensuite, il faut reconnaître que les études des cas ne permettent pas d'établir des explications généralisables à d'autres cas (Yin, 2003 ; George et Bennet, 2005). Car, pour y parvenir, il faut élargir la stratégie comparative à d'autres cas ayant été identifiés par la littérature spécialisée comme étant des relations patron-client interétatiques.

Finalement, il nous est impossible de déterminer si les sentiments de gratitude ressentis et exprimés par les représentants de l'État de Cuba à l'égard des peuples et des gouvernements des États-Unis et de l'Union Soviétique sont sincères ou mensongers. En effet, il nous est impossible d'apporter une réponse définitive à ce genre de questionnements. C'est pourquoi cette recherche se contente d'observer ce qui est visible et accessible aux théoriciens des RI par l'intermédiaire de pratiques discursives des agents qui parlent et agissent au nom de leurs États respectifs. Ce faisant, elle reproduit les limites propres à la recherche qualitative sur le patronage en RI, laquelle doit composer avec une évidence documentaire à bien des égards fragmentée, incomplète et censurée (Zaman, 2015). Et, sur ce plan, elle ne fait pas exception à la règle.

# Chapitre 1

## Au-delà du modèle patron-client (MPC)

...when a client state votes with a patron at the United Nations, it is displaying compliant behavior. But might it also be reciprocating for a past patronal favor? *We do not know*. States never announce that their vote on issue “X” is a repayment for an earlier favor from country “Y”. *We cannot know, with any precision, which event a client state is complying with, reciprocating for, or coincidentally behaving with the patron. This makes measuring reciprocity between patrons and clients difficult [...] Perhaps the most difficult aspect of measuring reciprocity is determining which action by one party is being reciprocated by the other party.* [nos italiques]  
(Carney, 1993: 143).

### 1. Introduction

Le patronage interétatique est partout dans les relations internationales contemporaines. Kenneth Waltz (1993) affirme justement que, tout le long de la guerre froide, les États-Unis et l’Union Soviétique, les deux superpuissances de la bipolarité, s’immisçaient dans des conflits périphériques afin de protéger leurs États *clients*. John Ikenberry (2011 : 37) soutient pour sa part que les États-Unis se trouvent depuis 1945 au sommet d’une hiérarchie internationale libérale constituée d’États amis, partenaires et *clients*. Et David Lake (2017) ajoute que les ordres internationaux hiérarchiques contemporains reposent essentiellement sur un échange social de biens internationaux. Les grandes puissances offrent un ordre international de valeur suffisante pour les membres de la communauté d’États souverains et, en échange, s’attendent à ce les États subalternes qui aspirent en profiter offrent leur subordination de manière volontaire et en guise de réciprocité. Malgré cela, la recherche sur

le patronage interétatique reste encore embryonnaire au sein de la discipline des Relations internationales (Stables, 1996; Zaman, 2015).

Ce chapitre effectue une revue critique de la littérature sur le patronage interétatique en RI, en mettant l'accent notamment sur le modèle patron-client (MPC), qui est le seul outil théorique et conceptuel ayant été introduit dans la discipline des RI pour réaliser l'étude systématique du patronage au niveau des États. Sur le plan épistémologique et ontologique, le MPC endosse une compréhension réaliste des relations internationales (Stables, 1996). Alors, les théoriciens du MPC embrassent une vision manichéenne et utilitariste du processus de construction d'alliances internationales de type patron-client, surtout parce qu'il est entendu que les États, en tant qu'acteurs unitaires et rationnels, interagissent dans un environnement hostile (Stables, 1996). À juste titre, affirme Woutar Veenendaal (2014), les États qui jouent le rôle de « client » dans une relation bilatérale de type patron-client sont par essence des acteurs « opportunistes » qui font usage de leurs avantages géostratégiques pour soutirer certains bénéfices internationaux et faire avancer leurs intérêts nationaux. C'est ainsi que les États subalternes tirent avantage de la compétition internationale entre les puissances patronales.

Cette conception du patronage adhère à une épistémologie rationaliste. Ce faisant, elle entend la relation patron-client interétatique comme le simple produit d'un échange transactionnel de biens internationaux, sans qu'il existe nécessairement des affinités culturelles ou idéologiques (Jaffrelot, 2012). Mais, ce chapitre démontre que cette conception de la relation patron-client interétatique est traversée par des limites qui font

obstacle à la recherche sur le patronage en RI. En effet, cette manière d'approcher le patronage interétatique non seulement néglige le rôle que jouent les émotions dans la relation patron-client, mais encore, n'est pas en mesure d'établir une quelconque relation de causalité entre les biens internationaux offerts par la puissance patronale et la subordination de l'État client. Et ce dernier aspect, à savoir la subordination de l'État client à l'autorité politique de la puissance patronale en guise de réciprocité, est la caractéristique empirique fondamentale de la relation patron-client (Carney, 1989; 1993). Pour le dire autrement, les théoriciens du MPC n'ont pas été en mesure d'apporter l'évidence empirique permettant d'établir l'existence d'une relation patron-client entre deux États souverains.

Cette thèse contribue à l'avancement de la recherche sur le patronage en RI en soutenant qu'il est plus heuristique pour les RI de reconceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Elle propose ainsi le dépassement du MPC au profit d'un programme de recherche en connivence avec les tournants hiérarchique et émotionnel en RI. Le chapitre présente les arguments qui soutiennent la proposition de dépasser le MPC comme outil conceptuel et théorique. Pour y parvenir, une revue critique de la littérature sur le MPC sera effectuée, en insistant notamment sur les principales caractéristiques empiriques de la relation patron-client interétatique et les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale. Sur la base de cette revue critique, ce chapitre soutient que le MPC est traversé par des limites qui rendent obstacle à la recherche sur le patronage en RI.

## 2. Le modèle patron-client I : les caractéristiques empiriques

Les premières études sur le patronage interétatique ont été réalisées dans les années 1980 dans le champ d'études sur la politique étrangère de grandes puissances et d'États subalternes. Les pionniers Shoemaker et Spanier (1984) s'inspirent de la recherche menée par les anthropologues et les politologues comparatistes durant les années 1950 et 1960 et, à partir de là, construisent le modèle patron-client (MPC) avec l'objectif de réaliser deux fonctions théoriques fondamentales. D'abord, le MPC est sensé montrer le chemin à suivre pour les analystes des relations internationales en identifiant les principales caractéristiques empiriques de la relation patron-client entre deux États souverains. À ce titre, le MPC affirme que toute relation patron-client entre deux États se caractérise par les quatre caractéristiques empiriques suivantes : l'asymétrie de capacités militaires et économiques, la présence d'affection entre les parties, le respect de la norme de réciprocité, et la subordination de l'État subalterne à l'autorité politique de la puissance patronale. Ensuite, les théoriciens du MPC identifient les bénéfices internationaux qui doivent circuler dans la structure dyadique de type patron-client et qui, à leur avis, expliquent pourquoi deux États rentrent dans ce type de relation bilatérale.

### a. Asymétrie

Selon les théoriciens du MPC, les relations patron-client interétatiques sont d'abord et avant tout des structures dyadiques de nature asymétrique. Sur ce plan, ils empruntent la définition favorisée par les anthropologues et les comparatistes, pour qui la relation patron-client est

une relation réciproque entre deux acteurs qui monopolisent des ressources de manière inégale (Hilgers, 2011 ; 2009 ; Eisenstadt et Roniger, 1980 ; Graziano, 1976 ; Lemarchand et Legg, 1972). Lemarchand et Legg (1972: 152) soutiennent en effet que l'asymétrie est inhérente à la relation patron-client et qu'elle trouve ses origines dans les ressources contrôlées inégalement par les patrons et les clients. Le patron contrôle des ressources matérielles nécessaires aux clients et ces derniers possèdent des ressources, de nature intangible généralement, qui sont critiques aux intérêts politiques de patrons. Alors, affirme Pierre Tafani (2005), la relation patron-client est une sorte de « complicité hiérarchique » dans laquelle deux acteurs inégaux ajustent leurs « objectifs hétéroclites ». À cet effet, la relation patron-client peut s'entendre comme une « amitié déséquilibrée » (Carney, 1993) établie et maintenue par deux acteurs inégaux dans le but d'atteindre des objectifs égoïstes (Graziano, 1976).

Lorsque transposée aux relations internationales, cette caractéristique empirique implique que toute relation bilatérale de type patron-client se doit d'être fondée sur une asymétrie plus au moins significative en termes de capacités militaires et économiques (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996). C'est pourquoi la recherche sur le patronage en RI aborde *quasi* exclusivement des relations bilatérales où l'asymétrie militaire et économique est évidente, comme les relations bilatérales constituées par des grandes puissances, comme les États-Unis, l'Union Soviétique, la Chine ou l'Angleterre, et des États subalternes, comme Cuba, le Pakistan, le Cambodge ou le Koweït (Cornell-Smith, 1979 ; Carney, 1993 ; Stables, 1996 ; Jaffrelot, 2012 ; Ciorciari, 2013). À l'heure actuelle, le MPC n'est pas outillé pour déterminer si d'autres relations bilatérales, dans lesquelles

l'asymétrie militaire et économique est moindre, sont de type patron-client, comme les relations entre le Canada et les États-Unis, l'Allemagne ou la France. Il faut noter que la plupart d'études sur le patronage interétatique ne s'attardent pas à démontrer empiriquement l'asymétrie qui existe entre les États observés. Les théoriciens du MPC assument généralement l'asymétrie militaire et économique comme étant une évidence géopolitique.

Christopher Carney (1993) est l'un des seuls théoriciens du MPC à offrir des indicateurs quantitatifs permettant de mesurer l'asymétrie de capacités militaires et économiques entre les puissances patronales et les États clients. Il présente en effet un total de six indicateurs, à savoir 1) les dépenses militaires ; 2) la taille de forces armées ; 3) le produit national brut ; 4) la taille de la population ; 5) le revenu per-capita ; et 6) le niveau d'éducation de la population adulte. Il établit par ailleurs une relation *quasi* directe entre l'asymétrie de capacités et l'exercice d'une certaine forme d'« influence coercitive », ce qui laisse présager, erronément, que l'asymétrie de capacités relatives entre les États conduit nécessairement à l'établissement d'une certaine forme de hiérarchie politique. Or, comme nous verrons dans le prochain chapitre, les hiérarchies internationales sont des structures d'interaction sociologiques et normatives (Pouliot, 2017), alors que l'asymétrie n'est qu'un simple indicateur de « stratification » sociale (Donnelly, 2009).

## b. Affection

La relation patron-client, en plus d'être asymétrique, se caractérise aussi par la présence d'éléments affectifs, comme des *sentiments* de solidarité et de convergence idéologique (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996). Cette caractéristique empirique est empruntée à la recherche menée par les anthropologues et les comparatistes, qui voient dans les relations patron-client des structures d'interaction dyadiques où la dimension utilitariste coexiste avec la présence d'éléments affectifs qui sont exprimés sous la forme de sentiments de solidarité et de loyauté réciproques (Tafani, 2005 ; Stables, 1996 ; Carney, 1993 ; Eisenstadt et Roniger, 1980 ; Graziano, 1976 ; Lemarchand et Legg, 1972). À cet effet, note l'historienne Ariane Boltanski, les relations patron-client « se construisent dans deux espaces contigus, un espace de l'intérêt (il suppose des échanges de biens et de services) et un espace de l'affection, entendue comme un échange d'obligations morales, la prise en charge de responsabilités et l'existence de créances affectives » (Boltanski, 1999 : 149). Eisenstadt et Roniger (1980 : 49) soutiennent d'ailleurs qu'il est toujours possible de trouver un certain « attachement spirituel » entre les patrons et les clients. Et Christopher Carney (1993 : 107) renchérit en soutenant que l'affection est la variable qui permet d'expliquer pourquoi deux États deviennent liés dans une relation asymétrique.

Comme précité, les théoriciens du MPC affirment que les États clients, en tant qu'acteurs unitaires dotés de propriétés anthropomorphiques, ressentent et expriment de l'affection à l'égard de la puissance patronale par l'entremise de gestes de solidarité internationale et de convergence idéologique (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996). Par conséquent, la politique étrangère des États subalternes est l'aboutissement d'un

double processus cognitif où se combinent la rationalité instrumentale et les émotions des agents impliqués dans le processus délibératif (Karl Holsti, 1968 ; cité en Carney, 1993 : 108). Or, comme les États n'ont ni corps ni conscience et ne peuvent ressentir ou exprimer des sentiments et des émotions au même titre que les individus (Mercer, 2014), la recherche sur le patronage en RI doit abandonner la réification de l'État et fournir des efforts pour localiser les éléments affectifs inhérents à la pratique du patronage au sein d'acteurs corporatifs, comme les États. Elle doit procéder ainsi si elle prétend aborder les relations internationales dans une perspective émotionnelle, comme c'est le cas ici.

### c. Réciprocité

La logique de fond de la relation patron-client, affirment les anthropologues et les comparatistes, est celle de l'économie du don et du contredon (Médard, 2000), parce que l'acteur qui donne quelque chose s'attend à recevoir une autre chose en retour (Tafani, 2005). La relation patron-client est donc une structure d'interaction sociale intrinsèquement structurée par la norme de réciprocité, laquelle réfère « to the give and take of the dyadic relationship » (Carney, 1993 : 136). Les relations patron-client s'érigent ainsi sur les « trois obligations sociologiques » identifiées par Marcel Mauss (2002) dans son célèbre ouvrage *The Gift*, à savoir « donner », « recevoir » et « rendre ». Or, les anthropologues et les comparatistes affirment qu'il s'agit d'une réciprocité « diffuse » (Eisenstadt et Roniger, 1980) et « obligée » (Tafani, 2005) en ce que l'État client doit se subordonner à l'influence coercitive de la puissance patronale en guise de réciprocité pour les bénéfices reçus (Carney, 1993; 1989).

Les théoriciens du MPC affirment par ailleurs qu'à l'origine de cette alliance informelle se trouve une logique utilitariste. À cet égard, les puissances patronales et les États clients participent volontairement à la construction d'une relation bilatérale de type patron-client dans le seul but d'extraire des bénéfices internationaux bien spécifiques. Les puissances patronales espèrent obtenir des bénéfices internationaux sous la forme d'avantages géostratégiques, de la convergence idéologique et de la solidarité internationale. Les États subalternes espèrent pour leur part bénéficier de la protection militaire et économique offerte par les puissances patronales (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Jaffrelot, 2012 ; Ciorciari, 2013 ; Veenendaal, 2014). Et, dans certains cas spécifiques, les régimes des États clients font usage de ressources militaires et économiques obtenues de la relation patron-client pour accroître leur légitimité sur le plan national (Stables, 1996).

#### d. Subordination

Finalement, la relation patron-client interétatique est une structure d'interaction sociale dans laquelle la puissance patronale exerce une certaine forme d'« influence coercitive » sur l'État client et ce dernier se subordonne de manière dite « volontaire » (Carney, 1989 ; 1993). La prise en compte de cette caractéristique empirique est fondamentale pour établir l'existence empirique d'une relation bilatérale basée sur la pratique du patronage. En effet, elle est la seule caractéristique empirique permettant d'établir une distinction nette entre les relations patron-client interétatiques et d'autres relations bilatérales caractérisées par le flux de biens internationaux. C'est pourquoi il est important d'établir une relation causale entre

les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale, la norme de réciprocité et la subordination de l'État client. Or, le MPC peine à réaliser ceci.

Les théoriciens du MPC ont en effet raison lorsqu'ils affirment que la puissance patronale obtient la subordination de l'État client par l'intermédiaire de l'échange de bénéfices internationaux. Carney (1993; 1989) affirme justement que les puissances patronales offrent des bénéfices internationaux sous forme de crédit pour que les États récipiendaires de l'aide militaire et économique soient dans l'obligation de réciproquer leur générosité avec de la subordination à titre de contredon plus au moins équivalent. Selon l'auteur, elles s'attendent à ce que les États clients réciproquent leur générosité en alignant leurs politiques étrangères (Carney, 1993 : 141). Or, l'auteur est dans l'incapacité d'établir un quelconque lien de causalité entre les biens internationaux qui circulent dans la relation bilatérale et la subordination de l'État subalterne. Il suffit de relire la citation qui introduit ce chapitre pour se rendre à l'évidence que les théoriciens du MPC ne sont pas en mesure d'apporter la preuve empirique. Pour le dire autrement, le modèle ne peut pas démontrer que l'État client se subordonne à l'autorité politique exercée par la puissance patronale comme conséquence de la norme de réciprocité.

Les théoriciens du MPC affirment par ailleurs que les puissances patronales obtiennent la subordination de l'État client en faisant appel à des moyens coercitifs, surtout dans les situations où ce dernier revendique des prérogatives souveraines, comme de l'autonomie et de l'indépendance sur le plan international. Dans ces situations, les puissances patronales ont tendance à réduire la portée de l'aide militaire et économique octroyée aux États clients

récalcitrants et peuvent faire usage de la force militaire pour établir un gouvernement plus favorable à leurs intérêts nationaux si nécessaire (Kosienkowski, 2019 ; Carney, 1993). Les deux grandes puissances rivales au cours de la guerre froide, les États-Unis et l'Union Soviétique, ont généralement fait appel à ce genre d'influence coercitive pour discipliner leurs États clients. Le gouvernement des États-Unis a participé directement et indirectement dans de nombreux coups d'État au profit de gouvernements favorables à la politique étrangère de Washington, comme les coups d'État orchestrés contre les gouvernements démocratiquement élus de Mohammed Mossadegh, en Iran en 1953, et de Salvador Allende, au Chili en 1973. L'Union Soviétique a aussi fait appel à ce genre de procédure pour sécuriser ses frontières géopolitiques (Judt, 2007). C'est pourquoi, affirme Woutar Veenendaal (2014), les États subalternes sont généralement dans l'obligation de conduire une politique étrangère contraire à leur volonté nationale, surtout lorsqu'ils veulent soutirer de bénéfices internationaux critiques à leur reproduction sociale.

Toutefois, les théoriciens du MPC reconnaissent que l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur ses États clients n'est jamais absolue et que ces derniers jouissent d'une certaine autonomie, aussi longtemps que cette autonomie n'empiète pas sur les intérêts nationaux de la puissance patronale (Stables, 1996 ; Carney, 1993 ; 1989 ; Shoemaker et Spanier, 1984). En effet, si la politique étrangère de l'État client va à l'encontre des intérêts nationaux de la puissance patronale, on peut s'attendre à ce que cette dernière fasse appel à des moyens coercitifs pour obliger l'État client à se conformer à sa volonté. L'utilisation de moyens coercitifs pour faire plier les États subalternes a toujours fait partie intégrante de la politique étrangère formulée par la France à l'égard de ses

anciennes colonies en Afrique (Verschave 2003 ; 2020). Il y a cependant des situations dans lesquelles les puissances patronales pratiquent un certain seuil de tolérance à l'égard de l'autonomie de leurs États clients, surtout lorsque ces derniers ont une grande valeur stratégique. Les dirigeants nord-américains ont fermé les yeux au programme nucléaire développé par Islamabad dans les années 1980, puisque le régime pakistanais jouait un rôle significatif dans la guerre contre l'URSS en Afghanistan à cette époque. Ce seuil de tolérance s'est toutefois réduit dans les années 1990, car le Pakistan avait perdu de sa valeur géostratégique après l'effondrement inespéré de l'Union Soviétique (Jaffrelot, 2012).

### 3. Le modèle patron-client II : les bénéfices internationaux

Christopher Carney (1993 : 20) soutient que la présence plus au moins significative de quatre caractéristiques empiriques précitées témoignerait de l'existence d'une relation patron-client entre deux États souverains. Or, puisque les relations patron-client sont des structures politiques fondées sur un « échange social aux bénéfices extrinsèques » (Graziano, 1976), elles se caractérisent aussi par la circularité de certains bénéfices internationaux qu'il convient de préciser. En effet, dans une perspective purement rationaliste, deux États souverains établissent et maintiennent une relation bilatérale de type patron-client parce qu'ils retirent des bénéfices internationaux qu'ils ne peuvent obtenir autrement que par l'intermédiaire de cette relation particulière. C'est en ce sens que nous parlons de bénéfices extrinsèques.

#### a. Bénéfices pour les puissances patronales

Les théoriciens du MPC s'interrogent sur les motivations qui poussent les grandes puissances à mettre sur pied des relations patron-client avec des États subalternes. Ils répondent en affirmant que les puissances patronales établissent ce genre de relation bilatérale dans le seul but d'obtenir trois types de bénéfices internationaux: 1) des avantages géostratégiques; 2) de la convergence idéologique; et 3) de la solidarité internationale (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993; Stables, 1996; Jaffrelot, 2012; Ciorciari, 2013; Veenendaal, 2014).

##### i. Avantages géostratégiques

Le MPC affirme que les puissances patronales offrent généreusement des ressources militaires et économiques aux États clients parce qu'elles veulent bénéficier de certains avantages géostratégiques vis-à-vis d'autres puissances patronales rivales, surtout dans les régions où la compétition internationale est pour le moins accrue (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993; Stables, 1996). Et si l'État client joue un rôle critique dans la compétition patronale internationale, affirme Carney (1993), il est d'espérer un plus grand investissement en termes d'aide militaire et économique de la part de la puissance patronale (Carney, 1993). Ces bénéfices géostratégiques se traduisent généralement par un certain contrôle territorial de l'État client, notamment via l'établissement de bases militaires qui favorisent la création d'un espace géostratégique « dissuasif » suffisamment perceptible aux puissances rivales (Carney, 1989; 1993). Pour y parvenir, les puissances patronales sont prêtes à investir des ressources militaires et économiques importantes pour assurer leur

présence militaire dans les territoires des États clients ou financer leur implication dans des conflits géostratégiques périphériques (Soherwordi, 2011). En 2015, le gouvernement des États-Unis a dépensé non moins de 156 milliards de dollars dans l'entretien de près de 800 bases militaires réparties dans les territoires de plus de 80 États souverains (Vine, 2015). Le Pakistan, redevenu un État client des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, a pour sa part reçu une aide militaire avoisinant les deux milliards de dollars par année entre les années 2001 et 2007 (Jaffrelot, 2012 : 15). Et, comme nous verrons plus tard, l'État de Cuba, même s'il n'a jamais établi d'alliance militaire formelle avec l'URSS, est l'État qui a reçu le plus d'aide militaire et civile de la part de l'Union Soviétique, et ce, parmi l'ensemble d'États socialistes (Zubok, 2007). On peut affirmer sans aucun doute que la valeur géostratégique de Cuba n'avait réellement pas de prix aux yeux de représentants de l'Union Soviétique.

## ii. Convergence idéologique

Au-delà des avantages géostratégiques, les puissances patronales espèrent aussi bénéficier de l'alignement idéologique de leurs États clients, voire de l'alignement de leurs politiques institutionnelles et gouvernementales (Stables, 1996 : 19). Plus précisément, elles s'attendent à ce qu'ils intègrent leurs sphères d'influence pour ainsi augmenter leur prestige et influence sur la scène internationale (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993; Stables, 1996).

Il faut noter que, durant la guerre froide, les gouvernements des États-Unis et de l'Union Soviétique ont fait de la convergence idéologique un aspect significatif de leur politique étrangère et de leurs alliances internationales. Washington exigea de ses États clients le respect de droits humains et de principes démocratiques comme condition à l'octroi de l'aide civile et militaire jusque-là offerte sans conditions (Stables, 1996), et ce, depuis l'arrivée de Jimmy Carter à la Maison Blanche dans les années 1970 (David *et al.*, 1993). Pour sa part, Moscou exigea de gouvernements alliés de l'Union Soviétique un alignement idéologique inconditionnel, et ce, comme condition à l'octroi de l'aide économique et militaire soviétique (Zubok, 2007). À cette période de l'histoire des relations internationales, les États clients étaient les « pièces centrales » de la stratégie globale poursuivie par chaque grande puissance dans le but d'accroître son influence et son prestige dans la communauté internationale d'États souverains (Stables, 1996). C'est ainsi que les puissances patronales cherchent à affirmer leur supériorité idéologique et morale dans le système international (Carney, 1993 : 41).

Toutefois, la convergence idéologique semble un bénéfice international très variables. Si bien certaines dyades patron-client montrent une disposition favorable à l'alignement idéologique, comme c'est le cas de la relation Cuba-URSS, d'autres dyades semblent davantage ancrées dans une logique purement utilitariste. Par conséquent, il semblerait que les relations bilatérales de type patron-client peuvent être des structures politiques internationales dénuées d'affinités culturelles et/ou idéologiques, comme c'est le cas de la relation entretenue par le Pakistan avec les États-Unis depuis les années 1950 (Jaffrelot, 2012).

### iii. Solidarité internationale

Enfin, les puissances patronales espèrent bénéficier de la reconnaissance et de l'appréciation de leurs États clients par l'intermédiaire de gestes de solidarité internationale. Des gestes qui prennent plusieurs formes concrètes, comme les visites diplomatiques, la signature de traités internationaux et la convergence de votes au sein des organisations internationales, comme l'Organisation des Nations unies (ONU) (Veenendaal, 2014; Ciorciari, 2013; Jaffrelot, 2012; Stables, 1996; Carney, 1993; 1989). Par l'intermédiaire de ces gestes de solidarité, l'État client participe activement au maintien de la relation bilatérale et pratique une sorte de réciprocité diffuse à l'égard de la puissance patronale. Woutar Veenendaal (2014) démontre, à l'aide des entrevues qualitatives réalisées auprès de représentants des États du Pacifique, comme les Îles Marshall, que les dirigeants politiques de ces « micro-États » sont généralement dans l'obligation de voter en connivence avec le gouvernement des États-Unis au sein d'instances internationales, comme l'Assemblée générale des Nations Unies, et ce, en guise de réciprocité pour l'aide économique et civile reçue. L'auteur soutient que ces agents se retrouvent bien souvent dans l'inconfortable situation de devoir conduire une politique étrangère alignée avec les intérêts nationaux de la puissance patronale, mais contraire à leurs valeurs nationales. À juste titre, soutient l'auteur, ces micro-États agissent comme des acteurs « opportunistes » qui essayent, avec le peu de moyens dont ils disposent, de faire travailler la compétition internationale à leur avantage.

## b. Bénéfices pour les États clients

Les théoriciens du MPC affirment que les États clients retirent aussi des bénéfices de la relation patron-client avec une puissance patronale. À juste titre, affirment-ils, les États clients rentrent dans une relation bilatérale qui limite leur autonomie politique pour obtenir de la protection militaire et économique (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993; Stables, 1996; Jaffrelot, 2012; Veenendaal, 2014). Par l'intermédiaire de ces bénéfices internationaux, ils espèrent accroître leurs capacités relatives face à des puissances régionales rivales. Et, dans certains cas spécifiques, la relation bilatérale généreuse de ses ressources militaires et économiques est utilisée par le régime client pour accroître sa légitimité sur le plan national (Stables, 1996).

### i. Protection militaire

La recherche sur le patronage en RI soutient que les États subalternes rentrent dans une relation patron-client avec une grande puissance pour bénéficier de la protection militaire offerte par cette dernière et renforcer leurs capacités militaires face aux puissances régionales rivales (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993) à moindre coût en termes de dépenses militaires (Lake, 2009). En effet, l'alliance militaire que le Pakistan entretient avec les États-Unis depuis les années 1950 lui a permis d'accroître ses capacités militaires défensives face à l'Inde (Jaffrelot, 2012; Soherwordi, 2011). Le gouvernement de Cuba a aussi cherché à accroître ses capacités militaires défensives et à réduire certains des effets néfastes provoqués par « l'état de siège » (Bolender, 2012) imposé par les États-Unis depuis la rupture de leurs relations diplomatiques dans les années 1960 en établissant une

alliance militaire informelle avec l'Union Soviétique. Pour paraphraser Vincent Pouliot (2017 : 125), les États clients possèdent une certaine « conscience » de leur « place » dans le monde et des « opportunités » qui sont à leur portée.

## ii. Protection économique

La relation patron-client avec une puissance patronale permet aux États clients de soutirer aussi une certaine forme de protection économique. Cette protection prend souvent la forme d'accès aux capitaux financiers sous la forme d'aide économique et civile et aux marchés économiques contrôlés par la puissance patronale (Stables, 1996). Ainsi, pendant la guerre contre l'Union Soviétique en Afghanistan, le gouvernement des États-Unis a octroyé au Pakistan une aide économique et militaire qui totalisait près de 600 millions de dollars (Jaffrelot, 2012 : 5). Entre les années 1994 et 2011, la République populaire de Chine fournit au Cambodge, un État patrimonial au service de Beijing, non moins de 8 milliards de dollars en aide internationale économique (Ciorciari, 2013). La Transnistrie, un État client au service de la Fédération de la Russie, reçoit non moins de 100 millions de dollars par année en aide économique depuis son indépendance *de facto* de la Moldavie (Kosienkowski, 2019 : 12). Certes, à l'origine de relations patron-client se trouve une certaine forme de dépendance économique, mais il faut tout de même convenir que cette protection économique permet aux États clients de mettre sur pied de politiques nationales axées sur le développement économique, surtout lorsqu'ils manquent de sources de financement stables pour assurer un investissement soutenu dans leurs infrastructures économiques et commerciales.

Comme précité, les États clients ayant une plus grande valeur géostratégique aux yeux de puissances patronales bénéficient en général d'une aide économique et militaire plus généreuse, et ce, comparativement aux États client qui n'ont pas, ou peu, de valeur géostratégique. Cette valeur géostratégique, affirment les théoriciens du MPC, permet aux régimes des États subalternes d'accroître leur pouvoir de négociation face aux puissances patronales et de soutirer un maximum de bénéfices de la relation bilatérale (Shoemaker et Spanier, 1984; Carney, 1989; 1993). Par conséquent, les États subalternes qui bénéficient le plus de la relation patron-client avec une puissance patronale sont ceux qui réussissent à mettre en valeur leur valeur géostratégique et démontrent une disposition favorable à la subordination. Plus précisément, ils doivent céder une partie de leur autonomie et indépendance politiques en échange de bénéfices militaires et économiques (Carney, 1989; 1993).

### iii. Légitimité politique nationale

Richard Stables (1996) soutient que les bénéfices militaires et économiques obtenus de la relation bilatérale avec une puissance patronale permettent au gouvernement de l'État client de renforcer sa légitimité aux yeux de la population nationale. Mais, pour y parvenir, le gouvernement de l'État client doit mobiliser les ressources militaires et économiques obtenues de la relation bilatérale pour améliorer la qualité de vie de la population nationale, et ce, en promouvant le développement économique et commercial de la nation (Sylvan et Majeski, 2003). Or, puisque les puissances patronales établissent des relations patron-client avec des États subalternes dans le but d'accroître leur prestige et leur supériorité morale sur

la scène internationale, elles tendent à s'octroyer un certain droit d'ingérence dans les affaires internes des États clients pour garantir le bon usage de ressources militaires et économiques offertes (Stables, 1996). C'est pourquoi le conditionnement de l'aide militaire et civile offerte par Washington à ses régimes clients à partir des années 1970 doit s'entendre, à la fois, comme une manière de blanchir la politique étrangère nord-américaine et comme un moyen d'accroître la réputation des États-Unis à titre de puissance patronale bienveillante (Carney, 1989; 1993).

#### 4. Le modèle patron client III : avantages et limites

Pour résumer, les théoriciens du MPC conceptualisent les relations bilatérales de type patron-client comme des structures dyadiques caractérisées par de l'asymétrie, de l'affection, de la réciprocité et de la subordination. Ils soulignent aussi que dans toute relation patron-client circulent certains bénéfices internationaux spécifiques. Les puissances patronales offrent de la protection militaire et économique aux États clients et, en échange, espèrent bénéficier des avantages géostratégiques face aux puissances patronales rivales et affirmer leur supériorité idéologique et morale grâce à l'alignement de leurs États clients, voire de leurs institutions nationales et leurs politiques étrangères. Et, lorsque nécessaire, les bénéfices obtenus de la relation avec la puissance patronale peuvent être utilisés pour accroître la légitimité nationale du régime client.

Jusqu'à-là, le MPC est un outil conceptuel à la portée des internationalistes permettant de tracer les contours ontologiques de cette relation bilatérale de nature bien particulière. Mais,

est-ce que le MPC réussit vraiment à réaliser la fonction théorique et conceptuelle pour laquelle il a été construit? La réponse à cette question est négative. Au-delà de ses mérites comme modèle conceptuel, le MPC est particulièrement traversé par des limites qui rendent obstacle à l'avancement de la recherche sur le patronage en RI. C'est pourquoi nous considérons qu'il est plus heuristique de définir les relations bilatérales de type patron-client comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude.

#### a. Les avantages du MPC

Le MPC possède certains mérites qu'il convient de souligner par souci de justice et de justesse. Sur ce plan, il faut donc reconnaître que ce modèle conceptuel est d'abord et avant tout une « carte mentale » construite artificiellement pour guider l'observation de l'analyste des relations internationales autour de la pratique du patronage interétatique. Sur ce plan, le MPC est le premier outil conceptuel à la disposition de théoriciens des RI pour faire l'analyse du patronage interétatique dans les relations internationales contemporaines. Qui plus est, le MPC a le mérite d'offrir une place centrale à la norme de réciprocité dans la discipline des Relations internationales. Il contribue à faire de la norme de réciprocité le principe normatif par excellence des relations internationales d'hier et d'aujourd'hui.

#### i. Une carte mentale

En tant que modèle conceptuel, le MPC sert d'abord et avant tout comme une boussole qui permet d'orienter l'observation de l'analyste des RI vers des phénomènes des relations

internationales qui présentent certaines caractéristiques empiriques spécifiques. Le MPC remplit ainsi l'une des principales fonctions de la théorie en RI, qui est de proposer une « carte mentale » au sein de laquelle sont identifiés les connexions logiques entre les unités constitutives du phénomène observé (Waltz, 2010). Sur ce plan, le MPC peut être considérée comme le premier outil théorico-conceptuel construit par les théoriciens des RI pour effectuer l'étude systématique du patronage interétatique en RI.

Christopher Carney (1993) affirme que les efforts de théorisation sur le patronage en RI peuvent apporter une meilleure compréhension de relations interétatiques bien avant la configuration du système international contemporain, qui est constitué d'États souverains. Il est donc possible de conceptualiser le patronage *international* comme un phénomène de nature transhistorique dont les origines remontent aux empires patrimoniaux de l'antiquité, ces structures de gouvernance spécialisées dans l'intégration de la différence ethnique, culturelle, économique, politique et religieuse (Barder, 2015; Burbank et Cooper, 2011; Go, 2011; Lewis, 2009; Lewis et Brook, 2007). En effet, les empires patrimoniaux sont des structures de gouvernance et de légitimation politique qui précèdent l'apparition des structures politiques modernes comme l'État nation de type wébérien. Par conséquent, ces empires patrimoniaux sont la toile de fond sur et contre laquelle se construisent les relations internationales contemporaines. À bien des égards, les premiers symptômes d'une bureaucratie de type moderne apparaissent dans les États patrimoniaux de l'antiquité, comme les empires de Chine et de Rome, où la pratique du patronage joua un rôle clé dans la constitution de deux empires.

Les historiens Mark E. Lewis et Timothy Brook (2007 : 115) notent justement que les élites de la Chine impériale accumulaient de la richesse personnelle dans le but de bâtir un réseau de « clients » loyaux et serviles, voire un réseau d'alliances patrimoniales qui offraient matérialité et cohérence à la structure fragmentée et verticale de l'empire. En effet, affirment les auteurs, ces alliances patrimoniales:

...were not created entirely from bonds between individuals. They emerged from a graded series of links that began with the household proper, were extended to other households that shared a common ancestor, then to retainers (*ke*), then to neighbors from the same or nearby villages, and finally to people from across the region or distant families linked by study or political service (Lewis et Brook, 2007: 119).

Ces réseaux d'alliances patrimoniales garantissaient par ailleurs la stabilité politique de l'Empire, laquelle dépendait de plus en plus de la satisfaction d'une classe politique responsable d'administrer la périphérie. C'est pourquoi les Empereurs de la Chine impériale ont généralement favorisé la mise sur pied d'un système de récompense à la base duquel se trouva l'institutionnalisation de dons impériaux (Lewis et Brook, 2007; Lewis, 2009).

Rome fut un autre empire patrimonial. À son origine se trouve l'institutionnalisation de deux principes qui sont à la base du patronage : les principes de *benefitia* et *gratia* (Hardy et Kinney, 2005; Lewis, 2009; Saller, 1982; Garnsey et Saller, 2014). À cet effet, affirme le mythe, Romulus, l'un des créateurs de Rome, institutionnalise la pratique du patronage dans le but de réduire les tensions sociales entre les riches et les pauvres et ainsi accroître la cohésion sociale entre les deux groupes (Coffee, 2017: 26). Dans cette perspective, il semble plus exact de concevoir le rôle de l'Empereur comme celui d'un grand bienfaiteur (Lewis,

2009) qui inonde l'empire avec *benefitia* de sorte que tous les sujets récipiendaires de sa générosité impériale soient dans l'obligation de réciproquer avec de la subordination et de la loyauté envers la couronne.

Cette thèse ne prétend aucunement émettre de conclusions sur la manière dont ces empires patrimoniaux ont pu façonner les relations internationales contemporaines. Pour cela, il faudrait conduire d'autres recherches. Mais, il est évident que l'accent sur le patronage international nous permet de constater la quantité de travail qui reste à faire pour étudier et comprendre les effets de dons internationaux sur le comportement des acteurs internationaux<sup>8</sup>. On peut tout simplement affirmer que Roma resta un empire patrimonial jusqu'à son effondrement et que son architecture de gouvernance patrimoniale a influencé considérablement la formation des empires européens modernes, ainsi que la manière dont ces derniers colonisèrent le reste du monde à partir du 15<sup>e</sup> siècle. Et, il ne faut pas oublier que le patronage fut l'un des mécanismes de gouvernance indirecte privilégié par les administrations coloniales dans le but d'assurer le contrôle politique et territorial de leurs colonies à la périphérie du monde (Phillips, 2017).

Alors, s'il existe une société internationale en germe durant l'expansion coloniale, comme le souligne Hedley Bull (2002), il faut se rendre à l'évidence que le principe organisateur de cette société internationale répond à la logique profonde du patronage international. À juste titre, l'empire espagnol atteint son apogée patrimoniale au 16<sup>e</sup> siècle, lorsque l'État inter-dynastique de Ferdinand, Roi d'Aragon, et Isabelle, Reine de Castille, procède à la

---

<sup>8</sup> Je remercie Barry Buzan et Geoffrey Underhill pour avoir émis cette remarque lors de la révision d'un manuscrit soumis à la revue *European Journal of international Relations*.

vente de postes politiques et diplomatiques en Europe et dans les Indes coloniales. L'objectif? Éviter la faillite de l'État impérial. En effet, la taxation massive de la population et de l'aristocratie, stratégie privilégiée durant le processus de construction d'un État centralisé fort, semblait à l'époque trop risquée pour un gouvernement déjà affaibli par les nombreuses guerres qui ont épuisé le trésor national (Fukuyama, 2011). Et les empires britannique et français ont aussi fait de la pratique du patronage la stratégie de gouvernance indirecte par excellence dans leurs colonies transatlantiques; un processus qui se caractérisa par le recyclage des alliances patrimoniales rencontrées dans les territoires nouvellement conquis (Newbury, 2003; 2000).

## ii. La norme de réciprocité

Le MPC possède aussi le mérite d'offrir une place privilégiée à la norme de réciprocité dans l'explication du comportement des États et des processus constitutifs des alliances internationales. En effet, les théoriciens du MPC soutiennent que les États souverains rentrent dans une relation patron-client pour échanger de bénéfices internationaux bien spécifiques. Ce faisant, le MPC offre un portrait des relations internationales qui, contrairement aux récits théoriques dominants de la discipline, fait de la norme de réciprocité l'un des principes normatifs fondamentaux des relations internationales. À juste titre, Robert Keohane, théoricien de l'école institutionnaliste néolibérale des RI, soutient que la norme de réciprocité n'est pas une condition suffisante lorsqu'il s'agit d'expliquer des phénomènes internationaux, comme la coopération intergouvernementale (Keohane, 1986: 10). Stephen Walt (1987), théoricien des alliances interétatiques, soutient que l'aide

internationale n'est pas une variable à tenir en compte lorsqu'il s'agit d'expliquer la création d'alliances interétatiques, parce que les États créent des alliances intergouvernementales pour contrer les menaces provenant d'un autre État ou d'une coalition d'États. Ce faisant, Keohane et Walt restent aveugles à la manière dont les « gestes de générosité » servent les intérêts nationaux de grandes puissances et s'érigent en source d'autorité politique (Hattori, 2001).

Pour leur part, les théoriciens réalistes et constructivistes insistent à peine sur le rôle que joue la norme de réciprocité dans les relations internationales contemporaines. Les Réalistes soutiennent en effet que la coopération intergouvernementale, qui est en soi un processus itératif basé sur la réciprocité d'échanges et la coordination de politiques étrangères, est limitée par les contraintes imposées par l'anarchie internationale; c'est-à-dire par la préoccupation des États sur les gains relatifs et la potentielle défection (Waltz, 2010; Mearsheimer, 2001; 1995). C'est pourquoi les théoriciens de l'école réaliste des RI considèrent les alliances interétatiques comme des structures politiques internationales de nature éphémère. En effet, dans le monde réaliste des relations internationales, les États forment des alliances, certes, mais ils s'attendent à retourner à l'état de nature, à l'état de la guerre de tous contre tous à un moment donné de leur histoire (Wendt, 1999 : 299). Les alliances internationales émergent donc lorsque les États perçoivent la même menace et, par conséquent, partagent les mêmes intérêts nationaux. Et, dans cette perspective, les intérêts nationaux précèdent la norme de réciprocité, surtout lorsqu'il s'agit d'une interaction sociale caractérisée par la méfiance et la tricherie.

Les théoriciens constructivistes sont davantage concernés par les processus de construction des identités, des intérêts et des préférences des acteurs internationaux, dont les États, et portent, par conséquent, peu d'attention à la norme de réciprocité. Ainsi, des constructivistes, comme Alexander Wendt, entendent la coopération intergouvernementale comme le résultat d'un processus cognitif intersubjectif dans lequel les acteurs s'attribuent des rôles/identités qui façonnent leurs interactions réciproques. Par conséquent, les États peuvent entretenir des échanges basés sur la norme de réciprocité, mais uniquement lorsqu'ils socialisent au sein de cultures anarchiques lockéenne et kantienne. Ce sont les seules cultures anarchiques internationales au sein desquelles les États peuvent pratiquer une certaine forme de réciprocité, puisque, dans les cultures anarchiques hobbesiennes, les États ne se reconnaissent pas le droit d'exister en tant qu'entités politiques autonomes et souveraines (Wendt, 1999). Par conséquent, la norme de réciprocité est de nature secondaire dans l'explication constructiviste. Elle n'intervient qu'une fois le processus d'identification intersubjective déjà entamé.

#### b. Les limites

Au-delà de mérites soulignés, le MPC est toutefois traversé par des limites qui rendent obstacle à l'avancement de la recherche sur le patronage en RI. Nous identifions trois limites significatives.

i. Limite de nature ontologique

Le problème fondamental du MPC est qu'il échoue à établir de manière concrète l'existence d'une relation patron-client entre deux États souverains. En effet, les théoriciens du MPC n'ont pas réussi à établir une quelconque relation de causalité entre les bénéfices octroyés par la puissance patronale et la subordination de l'État client. Et cet aspect est fondamental lorsqu'il s'agit d'établir la particularité ontologique de cette relation bilatérale, puisqu'il permettrait sa distinction d'autres relations bilatérales caractérisées par la présence de trois autres caractéristiques empiriques identifiées par le MPC, à savoir l'asymétrie, l'affection et la réciprocité. En effet, est-ce possible d'aborder la relation bilatérale Canada-États-Unis en termes de patronage interétatique? Il s'agit d'une relation bilatérale caractérisée par la présence d'une asymétrie nette en termes militaire et économique. Leurs gouvernements montrent de l'affection réciproque par l'intermédiaire de gestes de solidarité et autres gestes affectifs, comme les visites diplomatiques et la participation à des organisations internationales communes. De plus, les deux États maintiennent des échanges économiques et commerciaux favorables aux deux économies nationales. Il reste toutefois à savoir si le Canada se subordonne à l'autorité politique des États-Unis, et ce, en guise de réciprocité pour un quelconque bénéfice international reçu au cours de la relation bilatérale. C'est seulement à ce moment-là qu'il est possible de parler de relation patron-client entre deux États souverains.

Pour établir ce lien de causalité, cette thèse propose de conceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de

gratitude. Ce faisant, elle endosse la proposition avancée par le comparatiste italien, Luigi Graziano (1976), pour qui la recherche sur le patronage devrait éviter d'étendre le nombre de caractéristiques empiriques de la relation patron-client, pour mieux saisir ce qui fait sa spécificité ontologique. Nous postulons qu'à l'origine de l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale sur l'État client se trouve l'émotion de gratitude, laquelle agit comme une force impérative (Komter, 2004) obligeant l'État client à offrir sa subordination en guise de contredon international. Par conséquent, la subordination de l'État client n'est « volontaire » qu'en apparence, car la norme de réciprocité inhérente à l'échange social de bénéfices internationaux l'oblige à réciproquer la générosité et l'altruisme de la puissance patronale avec de la subordination en guise de gratitude.

## ii. La dimension hiérarchique

Les théoriciens du MPC conceptualisent les relations bilatérales de type patron-client comme des structures asymétriques en termes de capacités militaires et économiques. Ce faisant, ils évitent de les conceptualiser comme des structures hiérarchiques. Pourquoi ? À notre avis, ils adhèrent implicitement au postulat selon lequel l'anarchie est le seul principe organisateur des relations internationales contemporaines. Par conséquent, ils considèrent que les hiérarchies interétatiques n'ont pas de place dans la société d'États souverains.

En fait, les théoriciens du MPC semblent partir du principe selon lequel les États « également » souverains sur les plans formel et juridique qui émergent après les traités de Westphalie (1648) ne peuvent pas entretenir des rapports de superordination et de

subordination. Pour mieux saisir la portée de cette idée, citons longuement Hedley Bull (2002 : 8) :

The starting point of international relations is the existence of states, or independent political communities each of which possesses a government and asserts sovereignty in relation to a particular portion of the earth's surface and a particular segment of the human population. On the one hand, states assert, in relation to this territory and population, what may be called internal sovereignty, which means supremacy over all other authorities within that territory and population. On the other hand, they assert what may be called external sovereignty, by which is meant not supremacy but independence of outside authorities.

Un État est donc souverain, au moins sur le plan *interne*, lorsque sa définition s'accommode bien de la conception wébérienne; c'est-à-dire lorsque le gouvernement, en tant qu'administration centrale, monopolise avec succès les instruments de la coercition physique sur une population et un territoire donnés (Tilly, 2000). Sur ce plan, les États sont donc des hiérarchies politiques absolutistes (Teschke, 2012; 2003) dont les principaux éléments constitutifs entretiennent des relations de superordination et de subordination (Waltz, 2010). Toutefois, le concept de souveraineté a un corollaire externe qui rend l'État westphalien immune à toute forme d'autorité politique. Le système international est donc anarchique parce que les États westphaliens, ces entités politiques jalouses de leur souveraineté, ne peuvent se subordonner à l'autorité politique d'une autre entité souveraine sans disparaître comme entités politiques autonomes et indépendantes (Schmidt, 1998: 128). Bref, la norme de souveraineté est « absolue » et « indivisible » (Bartelson, 1995), voire « intrinsèque » à l'État plutôt que « contingente » (Wendt, 1999 : 209). Il s'agit d'une norme internationale qui accouche d'un autre principe normatif : le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États (Schmidt, 2011 : 602).

Sur la base de ces présupposés ontologiques, les théoriciens westphaliens soutiennent que les États ne peuvent donc pas établir des hiérarchies internationales formelles. Waltz reconnaît cependant que les États ne possèdent pas les mêmes capacités militaires et économiques pour assurer leurs fonctions étatiques. Il évite toutefois de présenter cette stratification matérielle en termes hiérarchiques car, à son avis, les États ne peuvent sinon entretenir des relations basées sur la coordination de leurs politiques étrangères. Pour le dire autrement, les États peuvent socialiser « horizontalement » au sein de cultures anarchiques hobbesienne, lockéenne et kantienne, mais ne peuvent en aucun cas donner naissance à des hiérarchies internationales intersubjectives. Or, même les constructivistes sont forcés de reconnaître que l'égalité *de jure* qui découle du principe de souveraineté westphalienne est en tension permanente avec l'inégalité *de facto* qui existe entre les États au niveau de leurs capacités relatives (Friedheim et Wendt, 1995). Et, sur ce plan, affirme Stephen Krasner (2001), le principe de souveraineté n'est qu'une « hypocrisie organisée », un principe normatif qui n'a jamais été respecté dans l'histoire des relations internationales.

Bref, nous considérons que les théoriciens du MPC reprennent ce jargon conceptuel pour masquer le fait que les relations patron-client interétatiques sont en effet des hiérarchies internationales au sein desquelles les puissances patronales exercent de l'autorité politique sur leurs États clients, et ce, de manière légitime. À bien des égards, affirme Jean-François Médard (2000), les relations patron-client sont des structures politiques qui « sécrètent leur propre légitimité ».

### iii. La dimension émotionnelle

Il nous semble que les théoriciens du MPC tendent à minimiser le rôle que jouent les émotions dans le processus de construction et de consolidation des relations bilatérales de type patron-client. Certains définissent les relations patron-client interétatiques en termes purement transactionnels, comme Christophe Jaffrelot (2012), pour qui la relation patron-client entretenue par le Pakistan avec les États-Unis depuis les années 1950 est non seulement fondée sur une logique purement utilitariste, mais aussi dénuée de toute forme d'affinité culturelle et idéologique. La plupart d'études sur le patronage en RI endossent cette position ontologique et épistémologique, et ce, malgré la reconnaissance explicite qu'il existe des créances affectives de la part de client à l'égard du patron, des créances affectives exprimées sous la forme de sentiments de solidarité, de loyauté et de *gratitude* (Graziano, 1976; Veenendaal, 2014).

Cette thèse soutient qu'il faut investir pleinement la dimension émotionnelle des relations patron-client pour pouvoir dévoiler le lien de causalité entre la générosité de la puissance patronale et la subordination de l'État client. Elle postule qu'il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Par conséquent, cette thèse défend l'argument selon lequel les relations patron-client interétatiques émergent lorsque trois conditions sont remplies. Tout d'abord, une dette de gratitude doit exister au cœur de la relation bilatérale. Ensuite, la puissance patronale doit faire usage de ladite dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique dans la relation bilatérale. Finalement, l'État client doit

se subordonner à l'autorité politique exercée par la puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice international reçu au cours de la relation bilatérale.

## 5. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'effectuer une revue critique de la littérature sur le modèle patron-client, tel qu'introduit dans la discipline des RI dans les années 1980 par les pionniers Shoemaker et Spanier (1984) et repris plus tard par d'autres internationalistes, comme Christopher Carney (1993), Richard Stables (1996), Christophe Jaffrelot (2012), Woutar Veenendaal (2014), et bien d'autres. Cette thèse s'inscrit donc dans cette mouvance théorique et aspire contribuer à la recherche sur le patronage en RI en reconceptualisant les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude.

Comme précité, le MPC part du principe selon lequel les relations patron-client se caractérisent par la présence de quatre caractéristiques empiriques, à savoir l'asymétrie de capacités militaires et économiques, la réciprocité des échanges, la présence de gestes affectifs et la subordination de l'État subalterne en guise de réciprocité pour les bénéfices reçus. En plus de ces caractéristiques empiriques précitées, les théoriciens du MPC insistent sur la circularité de certains bénéfices internationaux et affirment que l'extraction de ces bénéfices internationaux constitue la principale motivation derrière le comportement des États, en tant qu'acteurs unitaires et rationnels. Les puissances patronales s'attendent à recevoir des bénéfices internationaux sous la forme d'avantages géostratégiques, de la

solidarité internationale et de la convergence idéologique. Les États subalternes, pour leur part, espèrent profiter de la protection militaire et économique octroyée par la puissance patronale. Et, dans certains cas, les régimes clients peuvent faire usage de l'aide internationale apportée par la puissance patronale pour accroître leur légitimité sur le plan national.

Jusque-là, le MPC nous offre une description purement rationnelle de la relation patron-client. Et, sur ce plan, il tend à minimiser la place significative qu'occupent les émotions, comme la gratitude, dans le processus constitutif de cette hiérarchie internationale. C'est pourquoi nous plaçons ici pour son dépassement au profit d'une conception qui soit, à la fois, inclusive des caractérisées empiriques mentionnées par le MPC, à savoir l'asymétrie, l'affection, la réciprocité et la subordination, et qui rapproche la recherche sur le patronage en RI de tournants hiérarchique et émotionnel. Plus précisément, cette thèse présente une conceptualisation des relations bilatérales de type patron-client qui offre une solution au problème fondamental du MPC, qui est son incapacité à établir une quelconque relation causale entre les bénéfices offerts par la puissance patronale et la subordination de l'État client. Le chapitre suivant présente les contours d'un programme de recherche à la base duquel se trouve la définition de relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude.

## Chapitre 2

### Des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude

Hierarchies are *systems* of stratification and differentiation (not ad hoc, isolated, or purely interactional relations). They involve a rank or level *structure* that creates a *body* of ranked person or things. Hierarchies involve differentiated social positions; difference in *roles and practices* (not just capabilities, control, or outcomes). Ranking people or groups in grades one above another is closely associated with the differential allocation of functions, benefits, burdens, and behaviors among those so ranked. Only when we have a structured system of ranks, levels, or grades that differentiate actors as parts of a complex whole – rather than simply array them along a scale of comparison – do we have a hierarchy.

(Donnelly, 2017: 249)

I could hardly mention anything more shameful [...] than our incompetence in doing or accepting favours. For its consequence is that, ill allotted, they are ill acknowledged. They are not returned, and we complain too late. They were lost when they were granted. No wonder that among our numerous major vices none is more common than ingratitude [...] Not to return a favour is the greater wickedness, but not to do one is the earlier.

(Seneca, 1995: 193-195)

#### 1. Introduction

Cette thèse soutient qu'il est plus heuristique pour les Relations internationales (RI) de conceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Plus précisément, elle défend l'argument comme quoi à l'origine des relations patron-client interétatiques se trouve une dette de gratitude contractée par l'État subalterne auprès de la puissance patronale, et ce, par

l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international. À titre de rappel, un bénéfice international est un don international offert par un État à un autre État de manière intentionnelle et altruiste dans le but de favoriser ce dernier. Ce faisant, la conceptualisation de relations patron-client ici avancée tente de répondre à deux questions fondamentales. La première concerne la nature ontologique de cette hiérarchie internationale. Et la deuxième porte sur la source à l'origine de l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale sur l'État client.

L'objectif de ce chapitre est de tracer les contours d'un programme de recherche qui possède deux mérites qu'il convient de souligner. Premièrement, il propose une reconceptualisation des relations patron-client interétatiques qui est inclusive de toutes les caractéristiques empiriques soulignées par les théoriciens du modèle patron-client (MPC), à savoir l'asymétrie, l'affection, la réciprocité et la subordination. Le dépassement du MPC comme outil théorique et conceptuel peut donc s'effectuer sans que sa valeur heuristique ne soit endommagée dans le processus. Par ailleurs, en identifiant la nature ontologique des hiérarchies patron-client interétatiques, nous prenons distance avec la pratique méthodologique qui consiste à élargir (*stretch*) le concept de patronage au point de lui enlever toute sa valeur conceptuelle et théorique. Au contraire, les efforts ici déployés visent à préciser la spécificité ontologique de cette hiérarchie internationale. Certes, le patronage est un phénomène politique de « caractère universel », en ce qu'il est présent dans tous les États à des degrés divers (Kaufman, 1974). Toutefois, cette thèse se penche spécifiquement sur la dimension internationale du patronage ; c'est-à-dire sa dimension interétatique.

Deuxièmement, cette manière de conceptualiser les relations patron-client interétatiques insère la recherche sur le patronage international au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI, à savoir les tournants hiérarchique et émotionnel. Et, à ce jour et à notre connaissance, le concept de patronage n'a pas été réellement investi par les théoriciens affiliés à ces deux tournants théoriques. Dans le seul livre publié jusqu'alors sur la hiérarchie en RI (Zarakol *et al.*, 2017), le patronage est abordé, dans un seul chapitre, comme une stratégie de gouvernance indirecte déployée par les élites impériales dans le processus de construction des empires formels durant le processus de colonisation (Phillips, 2017). Le patronage est donc abordé comme un phénomène politique archaïque, voire comme une stratégie de gouvernance propre au processus de colonisation de la périphérie par les centres impériaux. Il n'est jamais considéré comme étant une pratique propre à la modernité des États souverains. Et la situation n'est pas meilleure chez le tournant émotionnel des RI. Aucune référence n'est faite à l'émotion de gratitude dans le seul ouvrage collectif publié à ce jour sur les émotions en RI (Ariffin *et al.*, 2016). Par conséquent, cette thèse fait non seulement une contribution directe aux deux tournants théoriques précités, mais encore, établit un dialogue entre deux programmes de recherche qui ont travaillé jusqu'alors en silo.

Ce chapitre est divisé en deux sections. Dans la première, le chapitre introduit le tournant hiérarchique des RI pour ensuite préciser la nature ontologique des hiérarchies patron-client interétatiques. Nous soutenons que les hiérarchies patron-client interétatiques se distinguent d'autres hiérarchies internationales, comme les hiérarchies paternalistes (Barnett, 2017) ou les hiérarchies genrées (Sjoberg, 2017), en raison de leur logique profonde, qui est celle de l'économie du don et du contredon. Ce postulat s'insère en continuité avec la recherche des

politologues comparatistes, comme Pierre Tafani (2005) et Jean-François Médard (2000). Ce faisant, cette thèse soutient que les hiérarchies patron-client interétatiques s'érigent sur les trois obligations sociologiques identifiées par Marcel Mauss (1924 ; 2002) au début du 20<sup>e</sup> siècle, à savoir « donner », « recevoir » et « réciproquer ».

Le tournant émotionnel des RI est introduit de sorte que l'on puisse identifier la « force impérative » (Komter, 2004) qui, derrière l'échange de bénéfices internationaux, légitime, d'une part, l'autorité politique exercée par la puissance patronale dans la relation bilatérale et, d'autre part, oblige l'État subalterne à se subordonner de manière dite « volontaire » en guise de réciprocité pour les bénéfices reçus. Nous montrerons plus précisément que cette force impérative prend la forme d'une émotion de nature morale et coercitive : l'émotion de gratitude (Pérez, 2008a ; McCullough et Tsang, 2004). L'argument affirme que, dans les hiérarchies patron-client interétatiques, les États subalternes offrent leur subordination à titre de contredon pour s'acquitter de la dette de gratitude contractée auprès de la puissance patronale par l'intermédiaire d'un bénéfice international offert de manière « intentionnelle » et « altruiste » par cette dernière. C'est ainsi que nous établissons la relation causale qui existe entre les bénéfices internationaux offerts par les puissances patronales et la subordination des États subalternes. Sans cette connexion logique et casuistique, les théoriciens des RI ne peuvent pas établir l'existence empirique d'une hiérarchie patron-client entre deux États souverains.

## 2. Les hiérarchies patron-client interétatiques : leur nature ontologique

Que les relations patron-client interétatiques aient été conceptualisées par les théoriciens du MPC comme des structures politiques « asymétriques » plutôt que comme des hiérarchies internationales ne devrait surprendre personne. Comme précité, le MPC a été introduit dans la discipline des RI à une époque dans laquelle la réflexion théorique sur les relations internationales était largement dominée par les postulats avancés par Kenneth Waltz dans *Theory of International Politics* et, plus particulièrement, par le postulat selon lequel le « principe organisateur » de la structure politique du système international contemporain est celui de l'« anarchie ». En RI, le concept d'anarchie réfère à l'absence d'une autorité formelle et légitime au-dessus *et entre* les unités constitutives du système international contemporain, les États. À juste titre, affirme Kenneth Waltz (2010 : 88), dans le domaine des États « each is the equal of all others. None is entitled to command, none is required to obey ». Ce faisant, la « métaphore de l'anarchie » (Marks, 2018) tend à vider la politique internationale de toute forme d'autorité politique entre les États, qu'elle soit formellement ou informellement institutionnalisée. Et, cette « absence » d'autorité politique est généralement considérée comme étant « la condition fondamentale » des relations internationales contemporaines (Milner, 1991).

Mais, depuis les années 1990, cette conception de relations internationales contemporaines est critiquée sur plusieurs fronts, notamment par les théoriciens de la hiérarchie en RI<sup>9</sup>,

---

<sup>9</sup> Notons que la conception westphalienne des RI a été l'objet de nombreuses critiques, et ce, bien avant l'arrivée du tournant hiérarchique. En effet, la nature hiérarchique des relations internationales a été soulignée par d'autres théoriciens en RI depuis les années 1960 et 1970, en particulier les théoriciens marxistes, comme Immanuel Wallerstein, et les théoriciens de l'École de la dépendance en Amérique latine. Le tournant

lesquels conceptualisent les relations internationales comme un environnement social et politique dans lequel les grandes puissances exercent de l'autorité politique de manière légitime pour « discipliner » (Lake, 2017) des États dits « subalternes » (Ayoob, 2002), qui sont à leur tour dans l'obligation de se subordonner de manière dite « volontaire » (Lake, 2009 ; 2017).

#### a. Le tournant hiérarchique des RI

Les théoriciens de la hiérarchie en RI partent du principe selon lequel la dichotomie « anarchie versus hiérarchie » proposée par Kenneth Waltz et endossée par d'autres théoriciens en RI, comme Robert Keohane (1984) et Alexander Wendt (1999), n'est pas conforme à l'évidence empirique des relations internationales d'hier et d'aujourd'hui. À leur avis, définir le système international contemporain en termes purement anarchiques reviendrait à ignorer « the vast stretches of territory and hundreds of million of people who were [and are] governed as part of imperial hierarchies » (Hobson et Sharman, 2005 : 74). Par conséquent, affirment-ils, il est aujourd'hui plus exact de penser les relations internationales contemporaines comme étant à la fois anarchiques, parce qu'il n'existe pas d'autorité politique formelle et légitime au-dessus des États ; hiérarchiques, au sens « étroit » et « large » du terme (Zarakol, 2017 ; Lake, 2017) — nous y reviendrons — ; et « hétérarchiques », parce qu'il existe de multiples centres de pouvoir (Donnelly, 2017).

---

hiérarchique tend plutôt à formaliser et à systématiser la recherche sur la hiérarchie en RI, autant sur le plan conceptuel que théorique et empirique.

Le tournant hiérarchique en RI s'est jusqu'alors développé autour de deux questions de recherche fondamentales. La première question est de nature ontologique et porte sur l'essence même de hiérarchies internationales, sur ce qui fait leur spécificité et permet leur distinction phénoménologique. La deuxième porte sur la manière dont les hiérarchies internationales affectent le comportement des acteurs internationaux (Zarakol, 2017). Et, à ce sujet, la recherche soutient que les hiérarchies internationales ont à la fois des effets contraignants et constitutifs sur les acteurs internationaux (Pouliot, 2017).

Pour répondre à ces deux questions fondamentales, les théoriciens de la hiérarchie en RI s'emparent du classique débat agent-structure, qui porte essentiellement sur le point de départ emprunté par l'analyste lorsqu'il s'agit d'expliquer la réalité sociale. Le clivage s'articule ainsi autour de deux conceptions de hiérarchies internationales, à savoir une conception « institutionnaliste », dite « étroite » parce que centrée sur les acteurs (agents), et une conception « structuraliste », dite « large », qui nous offre une perspective plus déterministe des effets des hiérarchies internationales sur le comportement des acteurs internationaux (Zarakol, 2017 ; Lake, 2017 ; Pouliot, 2017). Cette thèse se positionne dans la lignée de la première de deux questions, à savoir celle portant sur l'ontologie des hiérarchies patron-client interétatiques. Elle endosse par ailleurs une conception « institutionnelle » des hiérarchies internationales ; c'est-à-dire une conception centrée sur l'agentivité des acteurs.

Les théoriciens institutionnalistes en RI conceptualisent les hiérarchies internationales comme des « solutions contractuelles » au problème fondamental des relations

internationales, qui est celui de la sécurité (Zarakol, 2017 : 5). Les hiérarchies internationales contractuelles sont donc généralement de nature dyadique et s'érigent sur la base d'un « contrat social » au sein duquel les grandes puissances assument les coûts associés à la production et à la reproduction d'un certain « ordre international », voire des ordres internationaux régionaux. En échange, elles espèrent bénéficier de la subordination des États qui prétendent profiter de bénéfices produits par l'ordre international établi et maintenu par la grande puissance (Lake, 2017). Par conséquent, la logique de fond de ces hiérarchies internationales ouvertes et rouvertes à la négociation (Zarakol, 2017) repose sur un échange social de biens internationaux. En effet, affirme David Lake (2009), les grandes puissances offrent de l'ordre international aux États subalternes en échange d'une partie de leur autonomie et indépendance politiques.

A l'inverse, les théoriciens structuralistes — théoriciens critiques, poststructuralistes, postcoloniaux et féministes — définissent les hiérarchies internationales comme « des structures profondes d'inégalité organisée » (Zarakol, 2017 : 7). Dans cette perspective, non seulement les hiérarchies internationales précèdent les acteurs sociaux, mais encore, ont des effets contraignants et constitutifs sur leurs comportements (Pouliot, 2017). Laura Sjoberg (2017) montre justement que les relations internationales se caractérisent par la présence d'une structure politique stratifiée en termes purement genrés. En effet, affirme l'auteure, les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes dans les relations internationales, puisqu'elles sont associées à la féminité, une qualité dévalorisée sur les plans politique, social et économique (Sjoberg, 2017 : 97). Les théoriciens structuralistes entendent donc les hiérarchies internationales comme des structures de

stratification « immanentes » au monde social (Pouliot, 2017). À bien des égards, note Pouliot (2017 : 125), « hierarchy takes the form of (...) a socially acquired feel for one's possibilities and limits in a given interaction setting ». Par conséquent, les agents n'ont pas une grande marge de manœuvre lorsqu'ils socialisent au sein des structures politiques qui sont essentiellement fermées à la négociation et à la renégociation (Zarakol, 2017).

Le débat sur la manière de conceptualiser les hiérarchies internationales dans les relations internationales ne se limite pas au débat entretenu par les théoriciens institutionnalistes et structuralistes. Certains théoriciens au sein du tournant hiérarchique des RI tentent d'échapper à cet écueil théorique, soit en adoptant une conception « mitoyenne » du concept de hiérarchie (Sharman, 2017), soit en préconisant son dépassement en tant que principe organisationnel des structures politiques internationales (Donnelly, 2017). En effet, Sharman (2017 : 141) définit les hiérarchies internationales comme « des structures de stratification verticale constituées d'au moins un acteur dominant et d'un acteur subalterne ». Ce faisant, il tente de neutraliser le concept de hiérarchie en évitant de l'assimiler aux notions d'« autorité », de « légitimité » et de « consentement ». À son avis, le concept de hiérarchie réfère uniquement à une structure de stratification sociale et n'implique pas nécessairement des relations basées sur des dynamiques de pouvoir.

Jack Donnelly (2017) préconise pour sa part le dépassement du concept de hiérarchie en tant que « principe organisationnel » ; c'est-à-dire à l'image du concept d'anarchie introduit en RI par Kenneth Waltz. Rappelons que Waltz considère le concept d'anarchie comme un principe organisationnel de la structure politique du système international contemporain, au

même titre que les principes de « similarité fonctionnelle », lequel réfère à l'égalité fonctionnelle des États en tant qu'unités politiques indépendantes et autonomes, et de « distribution de capacités », qui fait référence à la stratification verticale et matérielle de la structure politique internationale. Donnelly considère que la conceptualisation des hiérarchies internationales dans les termes précités n'offre pas de réelle information sur la substance même de la stratification internationale dont il est question. C'est pourquoi il lui substitue le concept de « hétéarchie », lequel fait référence à la présence de multiples centres de pouvoir nettement différenciés dans le système international contemporain (Donnelly, 2017).

Certes, il convient de penser le système international contemporain comme étant à la fois anarchique, hiérarchique et hétéarchique. Toutefois, pour des questions purement méthodologiques, cette thèse s'intéresse exclusivement au moment fondateur de deux hiérarchies internationales de type patron-client, voir à l'un de ces « rares moments » dans la généalogie des hiérarchies internationales (Pouliot, 2017 : 122).

#### b. Autorité, légitimité et souveraineté

Les hiérarchies patron-client interétatiques, comme nous les entendons dans cette thèse, c'est-à-dire comme des structures d'interaction sociale dans lesquels les unités constitutives entretiennent des rapports de superordination et de subordination (Zarakol, 2017), sont intrinsèquement politiques. Par conséquent, nous sommes en présence d'un type particulier de relation bilatérale qui s'érige sur un principe normatif fondamental : la puissance

patronale peut exercer de l'autorité politique sur l'État subalterne de manière légitime. Les États subalternes sont à leur tour dans l'obligation de se subordonner à l'autorité politique exercée par la puissance patronale, faute de quoi, ils s'exposent à des sanctions punitives ou à l'usage de la force ou de sa menace, comme mécanisme de disciplinarisation. À juste titre, note David Lake, les hiérarchies internationales de type contractuel émergent et se reproduisent lorsque les États subalternes acceptent de se subordonner à l'autorité politique de grandes puissances. Pour le dire autrement, « authority is not a claim made by the ruler, but a right granted by the ruled » (Lake, 2009 : 20).

Certains théoriciens au sein du tournant hiérarchique des RI remettent en question cette conception du concept d'« autorité politique ». Vincent Pouliot (2017), qui analyse la tension théorique et conceptuelle qui existe entre les concepts de hiérarchie et d'autorité, soutient que les approches dominantes au sein du tournant hiérarchique des RI ont une conception très « volontariste » du concept d'autorité. L'auteur affirme que ceci est problématique puisque l'on ne peut pas prétendre que toutes les formes de subordination sont le produit du consentement des acteurs subalternes (Pouliot, 2017 : 119). En effet, insiste l'auteur, les acteurs sociaux viennent au monde au sein des schémas de stratification sociale qui leur semblent naturels à cause de la routinisation de pratiques qui ont pour but de produire et de reproduire les hiérarchies au sein desquelles ces acteurs socialisent. Autrement dit, les hiérarchies internationales deviennent incorporées à l'identité des agents sociaux qui les produisent et les reproduisent par l'intermédiaire de leurs pratiques.

Cette thèse adhère à une conception « relationnelle » et « contractuelle » du concept d'autorité politique ; c'est-à-dire que l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur l'État subalterne est le résultat d'un « contrat social » (Lake, 2010 : 589) informellement institutionnalisé. Par conséquent, les hiérarchies patron-client interétatiques sont des phénomènes « institutionnels » qui se manifestent concrètement dans l'informalité du politique, un postulat qui est cohérent avec la recherche menée par les politologues comparatistes Gretchen Helmke et Steven Levitsky (2006). Et, dans ce genre d'institution informelle, l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur l'État subalterne est légitime, seulement, lorsque ce dernier *considère* que cette autorité *se doit* d'être *obéie*. Ici, la notion de « légitimité » renvoie au processus intersubjectif par lequel les acteurs internalisent le bienfondé des normes et des règles qui sont constitutives de la communauté dans laquelle ils socialisent (Hurd, 1999 : 388). À titre de rappel, les normes sont « des standards de comportement » qui prescrivent et proscrivent les comportements que les acteurs doivent performer de manière appropriée (Keohane, 1984 ; Finnemore et Sikkink, 1998). Bref, dans la relation bilatérale de type patron-client, l'autorité politique exercée par la grande puissance sur l'État subalterne se distingue d'autres formes d'autorité politique, comme la « coercion », en ce que la modification du comportement des acteurs subalternes résulte de leur consentement plutôt que de l'usage de la force asymétrique ou de la menace de l'usage de la force.

Or, l'idée selon laquelle certains États peuvent exercer de l'autorité politique légitime sur d'autres États ramène au cœur de la réflexion théorique la tension qui existe entre les notions d'« autorité politique » et de « souveraineté ». Surtout, si l'on tient compte que le concept

de souveraineté, au moins dans sa conception westphalienne (Osiander, 2001 ; Glanville, 2013), réfère aux principes normatifs d'autonomie politique et de non-ingérence (Hurd, 1999 ; Bull, 2002), voire à un principe normatif de nature « indivisible » (Bartelson, 1995). En effet, un État se doit d'être une entité politique autonome et indépendante, c'est-à-dire souveraine, ou il n'est pas un État à proprement parler (Wendt, 1999). C'est pourquoi il convient de se pencher sur cette tension entre la pratique de patronage au niveau interétatique et la norme de souveraineté westphalienne.

Pour y parvenir, nous faisons appel à la définition offerte par Kenneth Waltz, puisqu'elle nous semble suffisamment adéquate pour la finalité de cette thèse. En effet, nous considérons, au même titre que Stephen Krasner (2001), que les principes d'autonomie politique et de non-ingérence dans les affaires internes des États n'ont jamais été respectés dans l'histoire de relations internationales. À bien des égards, les États ne sont pas de « boules de billard », des acteurs internationaux isolés les uns des autres, comme le suppose la célèbre métaphore. Bien au contraire, ils sont liés les uns aux autres par des interactions de plus en plus complexes, surtout à l'ère de la mondialisation des échanges et des flux transfrontaliers. Pour le dire autrement, les frontières nationales ont toujours été et sont encore aujourd'hui très poreuses. Par conséquent, l'assimilation du concept de souveraineté aux principes normatifs précités peut conduire la recherche sur le patronage interétatique dans un cul-de-sac théorique et conceptuel qu'il faut savoir contourner.

Pour y réussir, nous suivons Kenneth Waltz, le père du réalisme structurel, dans sa définition du concept de souveraineté en tant que principe normatif qui, d'une part, assure la similarité

juridique et fonctionnelle des États et, d'autre part, octroie à leurs gouvernements une capacité décisionnelle quant à la formulation d'une politique étrangère autonome. Waltz affirme en effet que les États sont égaux sur le plan fonctionnel. Mais, il reconnaît avec justesse que cette égalité fonctionnelle se combine d'une inégalité matérielle au niveau de leurs capacités relatives. Alors, conscient du problème que cela pose sur le plan théorique et empirique, surtout lorsqu'il est question d'autonomie politique et de non-ingérence, Waltz se voit dans l'obligation d'assimiler le concept de souveraineté à la capacité décisionnelle des États en tant qu'acteurs corporatifs réifiés, dotés de raison et d'intentionnalité. Sur cette base anthropomorphique, les États peuvent donc décider par eux-mêmes de la politique étrangère qu'ils déploient pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent dans le monde anarchique des relations internationales. Ils peuvent donc céder une portion de leur autonomie politique en échange de bénéfices internationaux qui sont critiques à leur reproduction sociale. En effet, Waltz soutient que :

*To say that states are sovereign is not to say that they can do as they please, that they are free of others' influence, that they are able to get what they want [...] the sovereignty of states has never entailed their insulation from the effects of other states' actions [...] To say that a state is sovereign means that it decides for itself how it will cope with its internal and external problems, including whether or not to seek assistance from others and in doing so to limit its freedom by making commitments to them*  
(Waltz, 2010: 96) [nos italiques]

Waltz soutient clairement que les États moins dotés en termes de capacités relatives peuvent offrir leur subordination en échange de la protection militaire, économique et diplomatique apportée par les États les mieux dotés du système international contemporain. C'est ainsi que les États subalternes participent, volontairement, à la production et à la reproduction de

leur propre subordination (Adler-Nissen, 2017). Pour paraphraser Pierre Tafani (2005), les hiérarchies internationales sont, à la fois, des « distances subies », voire des structures de pouvoir et de domination, et des « intervalles sollicités », c'est-à-dire des positions structurelles recherchées par les acteurs subalternes lorsqu'ils veulent bénéficier de la relation avec un acteur dominant.

### c. Les hiérarchies internationales de type patron-client

Cette thèse endosse une conception « étroite » du concept de hiérarchie. Et, sur ce plan, elle entend les hiérarchies patron-client interétatiques à l'image des hiérarchies contractuelles conceptualisées par David Lake. C'est pourquoi la conception contractuelle et dyadique formulée par ce dernier nous sert de canevas pour la définition des hiérarchies patron-client interétatiques.

En effet, à l'origine des hiérarchies internationales de type contractuel et des hiérarchies patron-client interétatiques se trouve un échange social de bénéfices internationaux. David Lake (2009 ; 2010 ; 2017) soutient que les hiérarchies internationales de type dyadique et contractuel reposent sur un « contrat social » au sein duquel les grandes puissances et les États subalternes partagent des obligations et des responsabilités mutuelles. Les grandes puissances assument les coûts associés à la production et à la reproduction d'un ordre international de valeur suffisante pour les membres de la communauté internationale et, en échange, s'attendent à ce que les États subalternes qui souhaitent bénéficier de l'ordre international établi offrent leur subordination à titre de bénéfice international. Par

conséquent, le « principe organisateur », pour reprendre les termes de Waltz, qui structure les hiérarchies contractuelles de Lake, ainsi que les hiérarchies patron-client interétatiques, est celui de l'économie du don et du contredon. De ce fait, dans une hiérarchie patron-client interétatique, l'État qui offre un bénéfice s'attend à recevoir un bénéfice plus au moins équivalent en retour. C'est pourquoi les hiérarchies patron-client interétatiques reposent sur les trois obligations sociologiques identifiées par Marcel Mauss (1924 ; 2002) : donner, recevoir et réciproquer. Et, dans une telle économie, la réciprocité, en tant que principe normatif par excellence, est en apparence volontaire, mais en réalité obligée.

Mauss cherchait à dévoiler la « règle de droit et d'intérêt qui fait que le présent reçu est obligatoirement rendu » (Mauss, 1924), et ce, par l'entremise d'une observation ethnographique au sein des sociétés traditionnelles du Pacifique. Dans son célèbre ouvrage, *The Gift* (Mauss, 2002), le sociologue d'origine française répond finalement à cette question en épousant une épistémologie magique et religieuse. Il soutient notamment que la circularité de dons et de contredons dans les sociétés traditionnelles observées est garantie par le *hau*, terme Maori qui réfère à « l'esprit de la chose donnée ». Plus précisément, affirme Mauss (2002 : 16), « what imposes obligation in the presence received and exchanged, is the fact that the thing received is not inactive. Even when it has been abandoned by the giver, it still possesses something of him ». Pour Mauss, c'est donc « l'esprit de la chose reçue en don [qui] lie magiquement, religieusement et juridiquement » (Fournier, 1995) les parties impliquées dans un échange généralisé de « prestations totales » (Mauss, 1924).

Pour mieux saisir la logique inhérente à l'économie du don et du contredon, citons longuement Marcel Mauss (1924 : 17) :

On comprend clairement et logiquement, dans ce système d'idées, qu'il faille rendre à autrui ce qui est en réalité parcelle de sa nature et substance ; car, accepter quelque chose de quelqu'un, c'est accepter quelque chose de son essence spirituelle, de son âme ; la conservation de cette chose serait dangereuse et mortelle et cela non pas simplement parce qu'elle serait illicite, mais aussi parce que cette chose qui vient de la personne, non seulement moralement, mais physiquement et spirituellement, cette essence, cette nourriture, ces biens, meubles ou immeubles [...] donnent prise magique et religieuse sur vous. Enfin, cette chose donnée n'est pas inerte. Animée, souvent individualisée, elle tend à rentrer à [...] son foyer d'origine ou à produire, pour le clan et le sol dont elle est issue, un équivalent qui la remplace.

Les conclusions avancées par Mauss soulèvent des débats quant à la nécessaire distinction entre le « don archaïque », de nature obligée et réciproque, et le « don moderne », défini comme étant un don « libre et unilatéral » (Godbout, 2004). Cette thèse endosse l'argument soutenu par Godbout (2004 : 180) selon lequel l'idée du don moderne, purement libre et désintéressé, « est une idée en suspension hors de la réalité sociale [...] un transfert sans lien, un acte non social ». Par conséquent, la conception moderne du don n'est d'aucune valeur heuristique pour l'étude des hiérarchies patron-client interétatiques, lesquelles répondent à la logique du don « archaïque » ; un don qui est en apparence « altruiste », mais en réalité « intéressé » et « contraignant » (Mauss, 1924 ; 2002).

Cette thèse se distance de l'épistémologie magique et religieuse privilégiée par Marcel Mauss et lui substitue une explication affective et émotionnelle. Nous soutenons que les hiérarchies patron-client interétatiques sont des structures politiques internationales de

nature émotionnelle en ce sens que les parties impliquées, notamment les États subalternes, ressentent et expriment de l'affection par l'intermédiaire des agents qui parlent et agissent en leur nom. Ce faisant, nous investissons le postulat avancé par les théoriciens du MPC selon lequel les relations bilatérales de type patron-client se caractérisent par la présence d'éléments affectifs. Plus précisément, nous défendons l'argument selon lequel la source à l'origine de l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale sur l'État subalterne prend la forme d'une émotion morale et coercitive : l'émotion de gratitude. En effet, cette thèse soutient que les États subalternes contractent des dettes de gratitude auprès des puissances patronales par l'intermédiaire de bénéfices internationaux qu'ils sont dans l'obligation de payer avec de la subordination à titre de contredon international.

### 3. De la gratitude comme source d'autorité politique

Les théoriciens du MPC affirment que les relations patron-client interétatiques se caractérisent par la présence d'éléments affectifs qui prennent la forme de gestes de solidarité internationale et de convergence idéologique. Or, ces éléments affectifs sont considérés uniquement comme des bénéfices internationaux que la puissance patronale obtient de la relation bilatérale. En effet, l'affection qu'expriment les États subalternes eu égard de puissances patronales n'est jamais problématisée à la lumière de dynamiques de pouvoir inhérentes à la relation patron-client. Au contraire, la recherche sur le patronage en RI tend à situer la source à l'origine de « l'influence coercitive » (Carney, 1989 ; 1993) exercée par la puissance patronale sur l'État client dans la rationalité purement instrumentale de ce dernier. Par conséquent, les éléments affectifs inhérents à la relation

patron-client ne jouent aucun rôle dans le processus politique lui-même. Les théoriciens du MPC présupposent donc que les États subalternes se subordonnent à l'autorité politique de puissances patronales parce qu'ils obtiennent ainsi des bénéfices de la relation bilatérale, que ce soit sous forme de protection économique, militaire ou diplomatique. La logique derrière le comportement des États subalternes est donc de nature utilitariste. Ceci est toutefois incorrect.

Le chapitre précédent a démontré qu'il est impossible d'établir l'existence empirique d'une hiérarchie internationale de type patron-client sur la base de la seule rationalité des acteurs internationaux. Les théoriciens du MPC ont raison lorsqu'ils affirment que les États subalternes se subordonnent en guise de réciprocité pour les bénéfices reçus (Carney, 1989 ; 1993). Mais, ils sont incapables d'apporter l'évidence empirique en support d'un postulat théorique qui est fondamental à la recherche sur le patronage en RI et ailleurs. En effet, comme précité, l'existence empirique d'une hiérarchie patron-client interétatique dépend de l'identification de cette relation causale entre les bénéfices internationaux offerts par la puissance patronale et la subordination de l'État client. Cette thèse résout cette problématique en affirmant que cette relation causale peut être dévoilée dès qu'on investit pleinement la dimension émotionnelle du patronage. Elle démontre que la source à l'origine de l'autorité politique qu'exerce la puissance patronale sur l'État subalterne repose sur ce que l'historien Louis A. Pérez Jr. (2008a ; b) qualifie de « dette de gratitude politique ». Pour le dire autrement, l'État subalterne contracte une dette de gratitude auprès de la puissance patronale par l'intermédiaire d'un bénéfice international qui lui a été offert de manière intentionnelle et altruiste par cette dernière. Ce faisant, l'État subalterne est en

*gratia* avec la grande puissance et, par conséquent, dans l'obligation de réciproquer avec de la subordination à titre de bénéfice international.

a. Le tournant émotionnel des RI

Les théoriciens des RI s'intéressent aux émotions dans les relations internationales ainsi qu'à leurs effets sur le comportement des acteurs internationaux depuis la fin des années 1990 (Coicaud, 2016a ; Bleiker et Hutchison, 2018). Cette thèse s'insère en continuité avec la recherche sur les émotions dans la discipline des RI et prétend faire avancer la recherche sur le patronage interétatique en investissant pleinement sa dimension émotionnelle. Elle endosse ainsi la critique que les théoriciens des émotions en RI adressent au rationalisme et adhère à l'idée selon laquelle les émotions sont partout dans les relations internationales. Ce faisant, elle endosse l'idée avancée par les théoriciens des émotions en RI, pour qui les théories dominantes de la discipline, au moins celles qui sont constitutives du « paradigme hégémonique » des RI (Macleod, 2010), à savoir le Réalisme, le Libéralisme et le Constructivisme conventionnel, basent leurs explications des relations internationales sur des variables affectives, plutôt que rationnelles.

À l'origine de la théorie réaliste des RI, il y a le postulat selon lequel les États, ces unités réifiées à titre d'acteurs unitaires et rationnels, utilisent toute leur puissance cognitive pour maximiser leurs gains relatifs en termes de puissance militaire et économique dans l'environnement anarchique des relations internationales (Waltz, 2010 ; Mearsheimer, 1995 ; 2001). Les Réalistes expliquent ce comportement en faisant appel au sentiment

d'insécurité que les États ressentent comme conséquence de l'absence d'une autorité légitime capable de réguler leurs comportements. Ils assument que la maximisation de la puissance relative des États est le résultat d'un processus cognitif objectif et rationnel, dénué de créances émotionnelles, lesquelles sont généralement associées à des comportements erratiques. Toutefois, il ressort que la logique derrière la formulation d'une politique étrangère dont le but est d'accroître la puissance relative est enracinée dans des émotions comme la « peur » et la « méfiance » que les États ressentent les uns envers les autres (Weber, 2005 ; Coicaud, 2016a). À juste titre, les États craignent pour leur sécurité et leur survie puisque, dans un monde réaliste, la coopération intergouvernementale, bien que préférable à la guerre de tous contre tous (Waltz, 2010), est toujours pénalisée par la préoccupation de gains relatifs et la possible défection des États (Mearsheimer, 1995 ; Waltz, 2010). C'est pourquoi, affirment des théoriciens réalistes comme John Mearsheimer (2001), l'hégémonie globale est la seule position réellement sécurisante pour les États dans le monde anarchique des relations internationales. Mais, étant donné que cette position est impossible à atteindre, les grandes puissances, affirme l'auteur, sont condamnées à socialiser dans un système international structuré par la présence d'un dilemme de sécurité perpétuel.

Les théoriciens libéraux et constructivistes font aussi appel aux émotions, comme la « confiance » (Keohane, 1984), l'« amitié » et l'« inimitié » (Wendt, 1999), pour rendre compte du comportement des acteurs corporatifs internationaux. Robert Keohane (1984) soutient que les États, ces acteurs égoïstes et rationnels, favorisent la création et le maintien de « régimes internationaux » parce que ces institutions internationales réduisent

l'incertitude et la méfiance dans leurs relations réciproques. Par conséquent, les régimes internationaux participent directement à la construction des relations interétatiques basées sur des émotions comme la confiance, en ce qu'ils permettent de pénaliser les passagers clandestins et d'accroître la capacité prédictive des acteurs par l'intermédiaire d'un processus coopératif de nature itérative. Alexander Wendt (1999) rejoint les théoriciens libéraux et réalistes en offrant une explication émotionnelle des relations internationales. Wendt offre une critique constructiviste de la conception matérialiste de l'anarchie internationale offerte par Kenneth Waltz dans *Theory of International Politics* et lui substitue une conceptualisation culturelle, interactionniste et symbolique, qui accouche de trois « cultures anarchiques » internationales ; c'est-à-dire trois « structures des rôles » à « réalisation multiple ». Alors, ces trois cultures anarchiques, à savoir les anarchies « hobbesienne », « lockéenne » et « kantienne », émergent comme conséquence d'un processus intersubjectif d'identification mutuelle basé sur des rôles sociaux, comme les rôles d'« ami » (Kant), de « rival » (Locke) et d'« ennemi » (Hobbes). Cependant, là où Wendt voit des rôles sociaux, on y voit des émotions. En effet, la notion d'« amitié » est définie comme un « sentiment d'affection entre deux personnes »<sup>10</sup>, alors que celle d'« inimitié » réfère à un « sentiment d'antipathie, d'hostilité, de haine »<sup>11</sup>. Par conséquent, les structures des rôles à réalisation multiple auxquelles Wendt fait référence sont en réalité des structures émotionnelles, en ce qu'elles résultent d'un processus intersubjectif d'identification réciproque basé sur des émotions positives, dans le cas de l'amitié, et négatives, dans le cas de l'inimitié.

---

<sup>10</sup> C'est la définition du concept d'amitié offerte par le dictionnaire Larousse.

En ligne : [Définitions : amitié, amitiés — Dictionnaire de français Larousse](#)

<sup>11</sup> C'est la définition du concept d'inimitié offerte par le dictionnaire Larousse.

En ligne : [Définitions : inimitié - Dictionnaire de français Larousse](#)

Mais, si les approches dominantes en RI ont généralement fait appel aux émotions pour rendre compte des relations internationales contemporaines et du comportement des acteurs internationaux, comment se fait-il que l'étude des émotions en RI soit encore aujourd'hui un aspect sous-développé de la théorie des RI ? Pour les théoriciens du tournant émotionnel, la réponse est à trouver du côté de l'hégémonie du rationalisme.

La théorie du choix rationnel part du constat selon lequel les acteurs sociaux sont à la base rationnels et, par conséquent, généralement motivés par la maximisation de gains. Pour y réussir, ils déploient des stratégies rationnelles basées sur des calculs qui tiennent compte de coûts et de bénéfices. Aujourd'hui, cette vision de choses est contestée par de nombreuses études qui démontrent que l'épistémologie rationaliste n'offre sinon une explication partielle de motivations derrière les comportements des acteurs sociaux. En effet, les théoriciens des émotions en RI, s'inspirant des recherches menées dans le domaine de la neuroscience et de la psychologie sociale, soutiennent que les émotions sont constitutives à la fois de la cognition et de la rationalité des acteurs (Coicaud, 2014). Par conséquent, les choix décisionnels privilégiés par les acteurs internationaux, ainsi que leurs intérêts et leurs préférences, sont à bien des égards dictés par des impératifs émotionnels plutôt que rationnels (Mercer, 2014). Toutefois, il ne s'agit pas d'invalider le rôle que joue la rationalité dans le comportement d'acteurs internationaux, mais plutôt de compléter le portrait rationnel des relations internationales en mettant l'accent sur sa dimension émotionnelle.

## b. Émotions chez des acteurs corporatifs (les États)

Mais, qu'entend-on par le concept d'émotion ? Et comment peut-on l'appliquer au domaine des relations internationales ? Est-ce que les États peuvent ressentir et exprimer des émotions ? Si oui, comment pouvons-nous accéder empiriquement à ces émotions de nature « sociale » et « collective » ? Tout d'abord, il n'existe pas de consensus quant à la définition du concept d'émotion au sein du tournant émotionnel des RI. Certains y voient des « construits culturels » (Ahall et Gregory, 2015 ; Crawford, 2000), alors que d'autres conceptualisent les émotions comme des « hybrides » constitués d'au moins trois éléments, à savoir des « réactions corporelles », des « sentiments » et des « éléments cognitifs » (Coicaud, 2014 ; 2016a). Un certain consensus s'organise toutefois autour de l'idée selon laquelle les émotions, à la base de phénomènes de nature privée et individuelle, peuvent acquérir des dimensions collectives et sociales par l'intermédiaire des représentations intersubjectives (Bleiker et Hutchison, 2021). C'est donc par l'intermédiaire de ces pratiques représentationnelles que les membres d'un même groupe social peuvent ressentir et exprimer des émotions partagées (Mercer, 2014).

Les relations internationales auront une dimension émotionnelle lorsque les théoriciens des RI seront en mesure de situer empiriquement des émotions au sein d'acteurs corporatifs, comme les États, et d'identifier leurs effets sur leurs interactions réciproques (Roy, 2016). Or, l'idée selon laquelle les émotions sont des phénomènes « hybrides » faits des « réactions corporelles », des « sentiments » et des « éléments cognitifs » (Coicaud, 2014 ; 2016a), soulève de nombreux problèmes méthodologiques pour les théoriciens en RI, surtout pour les perspectives théoriques centrées sur les États en tant qu'acteurs corporatifs. En effet,

comme les États n'ont ni corps ni conscience, ils ne peuvent pas ressentir ou exprimer des émotions au même titre que les individus (Coicaud, 2016a ; 2014 ; Roy ; 2016 ; Lowenheim et Heimann, 2008).

Alors, comment étudier l'impact des émotions, comme la gratitude, au niveau des relations internationales ? Pour y parvenir, il faut abandonner la pratique qui consiste à réifier l'État à titre d'acteur unitaire pour éviter ainsi de lui attribuer des propriétés anthropomorphiques. En effet, les États ne sont pas des individus, mais plutôt des acteurs corporatifs dont la matérialité dépend de l'agentivité des acteurs sociaux qui en sont constitutifs (Levi 2002). Ensuite, il faut accepter, au même titre que certains théoriciens structuralistes en RI, que « states are people too » (Wendt, 1999). À juste titre, les États sont « des groupes d'êtres humains » qui entretiennent des rapports intersubjectifs avec d'autres groupes d'êtres humains (Roy, 2016 : 82). Et, dans cette perspective, les États peuvent donc ressentir et exprimer des émotions collectives qui sont diffusées dans l'espace national et international par l'intermédiaire de pratiques représentationnelles (Bleiker et Hutchison, 2021 : 600). Les émotions des États sont donc localisées chez les agents qui assument des rôles qui contiennent des schémas émotionnels (Lowenheim et Heimann, 2008 : 689-690). Ces agents deviennent, pour ainsi dire, connectés émotionnellement à l'État qu'ils représentent sur la scène internationale. C'est pourquoi il importe d'analyser leurs pratiques discursives de ces agents pour ainsi accéder aux émotions collectives ressenties et exprimées durant les processus de délibération et de prise de décisions quant à la politique étrangère de leurs États respectifs (Coicaud, 2016b : 138).

### c. De la gratitude comme source d'autorité politique

Cette thèse soutient qu'à l'origine des hiérarchies patron-client interétatiques se trouve une dette de gratitude contractée par l'État subalterne auprès de la puissance patronale, et ce, par l'intermédiaire d'un bénéfice international. Mais, qu'est-ce que l'on entend par l'émotion de gratitude ? Et, comment devient-elle la source à l'origine de l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur l'État subalterne dans la relation bilatérale de type patron-client ?

Le concept de gratitude a fait l'objet d'une vaste réflexion théorique et conceptuelle au sein de disciplines aussi diverses que la philosophie morale (Harpham, 2004), la psychologie sociale (McCullough et Tsang, 2004), la primatologie (Bonnie et de Waal, 2004), la sociologie (Komter, 2004) et l'histoire (Pérez, 2008a ; b ; De Leuchsenring, 1950). Il trouve sa racine étymologique dans le terme latin *gratia*, qui signifie « faveur », et *gratus*, qui réfère à ce qui est « plaisant » (Emmons, 2004 : 4). Par conséquent, en termes purement psychologiques, le concept de « gratitude » réfère aux « sentiments plaisants » que toute personne ressent lorsqu'elle bénéficie d'un « résultat positif » grâce à l'intervention d'une « source externe ». L'émotion de gratitude, affirme l'auteur, est donc le produit d'un double processus cognitif caractérisé par la reconnaissance d'au moins deux éléments : 1) que le bénéfice obtenu est de valeur suffisante pour le bénéficiaire et 2) que ce bénéfice est la conséquence de l'intervention intentionnelle et altruiste d'une tierce partie. Par conséquent, l'émotion de gratitude peut être définie comme « l'émotion positive que toute personne ressent lorsque quelqu'une autre personne lui a offert, ou a tenté de lui offrir, et ce, de manière intentionnelle, quelque chose de valeur » (Bartlett et DeSteno, 2006 : 319). En ce

sens, l'émotion de gratitude est étroitement liée à la capacité des acteurs sociaux de ressentir et d'exprimer des sentiments de remerciement comme conséquence de l'assistance et de l'aide reçues.

Mais, au-delà d'être une émotion positive rattachée à l'économie de don et de contredon (Komter, 2004), la gratitude est aussi une émotion « morale » (McCullough et Tsang, 2004) de nature « coercitive » (Pérez, 2008a). Et, sur ce plan, cette émotion se présente à nous comme les deux faces de Janus. D'une part, il s'agit d'une « vertu » associée à la qualité de caractère des personnes ayant la capacité de ressentir et d'exprimer de la gratitude à l'égard de leurs bienfaiteurs. Et, d'autre part, il s'agit d'une émotion de nature « coercitive » (McCullough et Tsang, 2004 ; Pérez, 2008a), surtout lorsqu'elle est insérée dans l'économie du don et du contredon (Komter, 2004).

Les aspects positifs de la gratitude, en tant que vertu humaine, ont été vantés depuis longtemps par des philosophes, comme Sénèque, l'un des premiers philosophes à s'intéresser à la dimension morale de cette émotion. Sénèque (1995) considérait la gratitude comme l'une des plus grandes vertus personnelles et l'ingratitude comme le pire des vices de l'humanité, voire une faiblesse de caractère. À juste titre, sanctionne le philosophe : « there will always be murderers, tyrants, robbers, adulterers [...] And lower than all of these is ingratitude » (Seneca, 1995 : 206). Des philosophes modernes, comme Thomas Hobbes et Adam Smith, ont rejoint Sénèque dans cette appréciation éthique de l'émotion de gratitude et ont aussi vanté, chacun à leur tour, le rôle significatif que cette émotion joue dans la création de liens positifs et harmonieux dans les sociétés humaines. Hobbes a fait

de la gratitude « la quatrième loi de nature », alors que Smith a défini cette émotion comme « la passion ou le sentiment » que toute personne ressent et exprime envers la personne qui lui a porté assistance de manière intentionnelle et altruiste (Cités en Harpham, 2004 : 27-28). Pour Smith, la gratitude est une émotion étroitement liée à la reconnaissance que le résultat positif obtenu est le produit de l'intentionnalité et de la bienveillance de la source externe (Cité en McCullough et Tsang, 2004 : 124). Par conséquent, sans intention de bienveillance, il n'y a pas d'émotion de gratitude possible (Seneca, 1995).

Au-delà de ses aspects positifs, la gratitude possède aussi un côté plus obscur qu'il faut cerner pour mieux comprendre comment cette émotion se trouve à l'origine de l'autorité politique que les puissances patronales exercent sur les États subalternes par l'intermédiaire de leur générosité et de leur bienveillance. À ce titre, il est plus productif d'entendre l'émotion de gratitude comme une émotion « morale » de nature « coercitive » (McCullough et Tsang, 2004 ; Komter, 2004 ; Pérez, 2008a), en ce qu'elle produit un « sentiment d'endettement » (Callard, 2019) chez les bénéficiaires, un sentiment qui les oblige à réciproquer l'altruisme et la bienveillance de bienfaiteurs avec un bénéfice plus au moins équivalent. Le psychologue social Barry Schwartz (1967) fait appel au concept de « force impérative » pour référer à ce sentiment d'endettement, voire au « devoir moral » de réciprocité que ressentent les bénéficiaires à l'égard de leurs bienfaiteurs (Cité en Komter, 2004 : 195). Pour le dire autrement, les récipiendaires de la bienveillance et de la générosité des bienfaiteurs ressentent l'obligation morale de payer la dette de gratitude contractée auprès de ces derniers (Bartlett et DeSteno, 2006). À bien des égards, affirme Elisabeth

Komter (2004 : 206), « feelings of obligations to return a gift [...] appear to be the main forces behind interpersonal gift giving ».

Cette thèse entend le concept de gratitude à la fois comme l'émotion positive que ressentent les acteurs sociaux lorsqu'ils bénéficient d'un résultat positif grâce à l'intervention d'une tierce partie, et comme l'émotion derrière laquelle se cache l'obligation morale de payer la dette de gratitude contractée par l'intermédiaire du bénéfice reçu. Il faut toutefois noter que, comparativement aux émotions comme l'« empathie » (Bleiker et Hutchison, 2021), la « peur » (Weber, 2005), les « passions » (Coicaud, 2014) ou l'« amitié » (Wendt, 1999), l'émotion de gratitude n'a reçu aucune attention au sein de la discipline des RI. Pour corriger cet état de fait, cette thèse s'inspire de la recherche menée par l'historien d'origine cubaine Louis A. Pérez Jr. (2008a ; b) sur la politique étrangère des États-Unis depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Pérez Jr. fait appel au concept de « gratitude politique » pour référer à la manière dont le gouvernement des États-Unis fait usage de sa générosité et de sa bienveillance comme une sorte de « devise morale » ; une devise qui lui permet d'exercer de l'autorité politique sur les États subalternes.

Ici, le concept de « gratitude politique » est défini comme le sentiment de gratitude que les acteurs politiques, soient-ils individuels et corporatifs, ressentent et expriment à l'égard d'autres acteurs politiques, et ce, pour les bénéfices obtenus comme conséquence d'une assistance de nature intentionnelle et altruiste. Par conséquent, il faut noter que, dans les hiérarchies patron-client interétatiques, les États subalternes ressentent et expriment de la gratitude politique pour un quelconque bénéfice international reçu au cours de la relation

bilatérale avec les puissances patronales. Mais, en même temps, ils sont enfermés dans une logique de pouvoir caractérisée par la présence d'une dette de gratitude qu'ils sont dans l'obligation de payer avec de la subordination à titre de contredon international.

Cette dette de gratitude est donc la variable qui permet d'établir un lien de causalité direct entre la subordination de l'État client et le bénéfice international offert par la puissance patronale. Les théoriciens du MPC ont donc tort d'affirmer que la subordination de l'État client est « volontariste ». Car, il s'agit plutôt d'une réciprocité obligée par des sentiments d'endettement rattachés à l'émotion de gratitude. Réciprocité obligée aussi parce que le refus de réciproquer avec de la subordination peut provoquer la mise sur pied de sanctions punitives, surtout lorsque cette insubordination a des impacts sur la stratégie globale de la puissance patronale (Carney, 1989 ; 1993 ; Veenendaal, 2014). À juste titre, note Joseph William Hewitt (1924 : 46), « les États ayant cultivé la réputation d'être des ingrats peuvent se retrouver dans une périlleuse situation lorsqu'ils seront, dans le futur, dans le besoin d'assistance ». En effet, la réputation d'ingratitude peut s'avérer préjudiciable, puisque l'absence de réciprocité peut conduire à l'application de sanctions punitives, comme la désapprobation et l'exclusion sociales (DeSteno *et al.*, 2010 ; Komter, 2004).

#### 4. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de présenter les grandes lignes théoriques et conceptuelles d'un programme de recherche à la base duquel se trouve la définition des relations patron-client comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Nous avons

démontré que l'émotion de gratitude est la force impérative qui, d'une part, légitime l'autorité politique exercée par la puissance patronale dans la relation bilatérale et, d'autre part, oblige l'État subalterne à réciproquer la générosité et l'altruisme de cette dernière avec de la subordination à titre de contredon international.

Comme précité, cette conceptualisation des relations bilatérales de type patron-client a non seulement le mérite d'être inclusive de toutes les caractéristiques empiriques identifiées par les théoriciens du MPC, mais encore, elle tend à insérer la recherche sur le patronage interétatique au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI : les tournants hiérarchique et émotionnel. Ce faisant, cette thèse fait une contribution théorique et conceptuelle directe à chacun des tournants précités et établit d'ailleurs un dialogue préliminaire entre deux programmes de recherche qui travaillent jusqu'alors en silo. Du tournant hiérarchique, nous avons emprunté une conception étroite, voire institutionnelle, des hiérarchies patron-client interétatiques. Nous avons en effet adopté une perspective centrée sur les acteurs, ainsi qu'une conception relationnelle du concept d'autorité politique ; c'est-à-dire à l'image d'un contrat social informellement institutionnalisé. En ce sens, la légitimité de l'autorité politique exercée par la puissance patronale sur l'État subalterne repose sur le soi-disant « consentement » de ce dernier ; un consentement qui est notamment rattaché aux sentiments de gratitude que l'État subalterne est dans l'obligation d'exprimer à l'égard de la puissance patronale en guise de réciprocité. Une idée qui fait écho à l'argument soutenu par des politologues comparatistes pour qui les acteurs dans une relation patron-client ont la possibilité, pour le moins théorique, d'entrer et de sortir

librement de la relation (Lemarchand et Legg, 1972 ; Eisenstadt et Roniger, 1980 ; Hilgers, 2011).

Ce chapitre a aussi soutenu que la logique inhérente aux hiérarchies patron-client interétatiques est celle de l'économie du don et du contredon et que, dans un tel système d'idées, l'État qui offre un bénéfice international de manière intentionnelle et altruiste s'attend à recevoir un bénéfice plus au moins équivalent en retour. Par conséquent, les États qui socialisent dans une relation bilatérale de type patron-client encadrent leurs interactions mutuelles sur la base de trois obligations sociologiques identifiées par Marcel Mauss : donner, recevoir et réciproquer. C'est pourquoi les internationalistes intéressés au patronage interétatique doivent partir à la recherche de données empiriques qui attestent de l'existence de trois conditions : 1) l'existence d'une dette de gratitude au sein de la relation bilatérale ; 2) l'usage de cette dette de gratitude par la puissance patronale comme source d'autorité politique ; et 3) la subordination de l'État subalterne en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu. C'est lorsque ces trois conditions sont remplies que l'on peut parler de patronage au niveau des États.

Ici, l'émotion de gratitude a été définie comme l'émotion positive que les acteurs sociaux ressentent lorsqu'ils bénéficient d'un résultat positif comme conséquence de l'intervention bienveillante d'une source externe. Nous avons vu que, en plus d'être une émotion positive rattachée à l'échange social de bénéfices, la gratitude est aussi une émotion de nature morale et coercitive. En effet, il s'agit d'une « vertu » associée à la capacité des individus de ressentir et d'exprimer de sentiments de gratitude à l'égard de leurs bienfaiteurs. Mais, elle

prend la forme d'une force impérative, voire une sorte de devoir moral étroitement lié à la norme de réciprocité qui encadre les interactions des acteurs impliqués dans l'économie du don et du contredon. Et, sur ce plan, les acteurs récipiendaires de bénéfices ressentent donc l'obligation de réciproquer leurs bienfaiteurs pour éviter d'être perçus comme des ingrats, ainsi que les sanctions punitives qui pourraient survenir comme conséquence de leur manque de reconnaissance et d'appréciation. À bien des égards, l'absence de réciprocité dans l'économie du don et du contredon peut conduire à la rupture des relations et à l'affrontement des parties (Autant, 2010).

Finalement, ce chapitre a défini le concept de « gratitude politique » comme l'émotion que les acteurs politiques ressentent et expriment à l'égard d'autres acteurs politiques, soient-ils des acteurs corporatifs, comme les États, ou d'acteurs individuels, comme les agents qui sont constitutifs de la politique nationale et internationale. Nous avons précisé que la gratitude politique ressentie et exprimée par les États en tant qu'acteurs corporatifs est une émotion de nature « collective », voire « sociale » ; c'est-à-dire qu'elle est ressentie et exprimée par les acteurs qui sont connectés émotionnellement à l'État. Par conséquent, les théoriciens des RI peuvent accéder aux éléments affectifs ressentis et exprimés par des acteurs corporatifs en prêtant une attention particulière aux pratiques discursives de ces acteurs, surtout dans les processus de délibération et de formulation de la politique étrangère de leurs États respectifs, et les interactions diplomatiques avec d'autres représentants étatiques.

Les deux prochains chapitres sont consacrés à la démonstration empirique de notre argument. Nous montrerons que les hiérarchies interétatiques de type patron-client sont des structures politiques internationales fondées sur des dettes de gratitude contractées par l'État subalterne auprès de la puissance patronale par l'intermédiaire d'un quelconque bénéficiaire (don) international. Une dette de gratitude que l'État subalterne est dans l'obligation morale de payer par l'intermédiaire d'un contredon international plus au moins équivalent : sa subordination.

# Chapitre 3

## Indépendance nationale et dette de gratitude.

### Le cas de Cuba–États-Unis (1898-1902)

I expect nothing from the Americans. We should entrust everything to our own efforts. It is better to rise or fall without help than to contract *debts of gratitude* with such a powerful neighbor.  
(Général Antonio Macco, 14 juillet 1896)<sup>12</sup>.  
[nos italiques]

#### 1. Introduction

Le 20 mai 1902, Cuba devient un État nominalement « souverain » après 30 années de guerre intermittente contre l’empire espagnol et 3 ans sous le régime militaire établi par le gouvernement des États-Unis en 1899. Nous disons « souverain » entre guillemets, car l’État de Cuba se joint à la société internationale d’États souverains au sein d’un protectorat qui niait à la nouvelle République les principales prérogatives d’une entité politique effectivement souveraine. En effet, l’inclusion de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba de 1901 minait la souveraineté de Cuba d’au moins deux manières. D’abord, cette résolution limitait la capacité du gouvernement siégeant à La Havane de développer une politique étrangère autonome et indépendante de Washington, et ce, vis-à-vis des puissances européennes. Ensuite, elle octroyait au gouvernement des États-Unis le droit d’intervenir militairement dans les affaires internes de la nouvelle nation, que ce soit

---

<sup>12</sup> Cité en Pérez, 2008a, p. 291. [nos italiques]

pour garantir la souveraineté de Cuba ou pour « pacifier » la nation (Pérez, 2008a ; b ; 1999 ; 1998 ; 1983). C'est donc sur la base de cette législation que les gouvernements de Cuba et des États-Unis érigent la « relation spéciale », voire de type « patron-client » (Connell-Smith, 1979 ; Sylvan et Majeski, 2003), qui perdura jusqu'au triomphe de la Révolution cubaine le 1<sup>er</sup> janvier 1959.

À titre de rappel, le MPC affirme que deux États positionnés asymétriquement dans la structure politique du système international rentrent dans une relation bilatérale de type patron-client dans le seul but d'obtenir des bénéfices internationaux bien spécifiques (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Sylvan et Majeski, 2003 ; Jaffrelot, 2012 ; Veenendaal, 2014). Or, nous avons montré précédemment que la seule circularité de bénéfices internationaux ne suffit pas lorsqu'il s'agit d'attester de l'existence d'une relation patron-client entre deux États souverains. Surtout, parce que le MPC est incapable d'établir une quelconque relation de causalité entre les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale, la norme de réciprocité et la subordination de l'État subalterne. Alors, pour dévoiler la force impérative qui, derrière l'échange de bénéfices internationaux, lie deux États *de facto* inégaux dans un contrat social basé sur des obligations et des responsabilités mutuelles, il est plus heuristique d'investir analytiquement la dimension émotionnelle de la relation patron-client. Faute de quoi, on risque de vider la relation patron-client interétatique de sa nature essentiellement politique.

L'objectif de ce chapitre est d'apporter la preuve empirique qui atteste du potentiel heuristique de cette contribution théorique à la recherche sur le patronage en RI. Pour y

parvenir, nous observons le moment fondateur de la relation bilatérale « spéciale » que les gouvernements de Cuba et des États-Unis entretiendront pour plus de 50 ans ; c'est-à-dire entre les années 1898 et 1902. Nous soutenons qu'il est plus avantageux pour la discipline des RI de conceptualiser les relations patron-client interétatiques comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Par conséquent, ce chapitre cherche à savoir si les trois conditions nécessaires à la formation d'une relation patron-client entre deux États souverains sont présentes dans le cas de Cuba et des États-Unis. Plus précisément, nous cherchons à savoir si : 1) il existe une dette de gratitude dans la relation bilatérale Cuba–États-Unis ; 2) le gouvernement des États-Unis fait usage de ladite dette de gratitude pour exercer son autorité politique dans la relation ; et 3) le gouvernement de Cuba se subordonne à l'autorité politique du gouvernement des États-Unis en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice international obtenu grâce à son intervention altruiste et bienveillante.

Pour répondre à ces questions, nous appliquons l'analyse du discours à non moins de 150 sources primaires comprenant des discours officiels, des lettres diplomatiques, des traités internationaux, des constitutions politiques, des mémoires et des journaux à tirage quotidien et hebdomadaire. Ces sources historiques proviennent de l'*Office of The Historian* du Département d'État des États-Unis, ainsi que de la *Digital Library of the Caribbean* de l'Université de Floride. Elles ont été par ailleurs triangulées avec la recherche menée par les historiens de la guerre hispano-cubaine-américaine de 1898, en particulier les travaux de Louis A. Pérez Jr. (2008 ; 1999 ; 1998 ; 1983) et d'Emilio Roig de Leuchsenring (1950), et ce, pour deux raisons fondamentales. D'une part, la méthodologie privilégiée par cette

thèse s'insère en continuité avec la méthodologie employée par les deux historiens, lesquels analysent les pratiques discursives de représentants de Cuba et des États-Unis pour la période historique observée. D'autre part, Pérez Jr. et de Leuchsenring abordent la relation bilatérale Cuba–États-Unis en faisant appel au concept de gratitude politique pour référer à l'idée selon laquelle Cuba avait contracté une dette de gratitude auprès du peuple et du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire d'un bénéfice international offert en 1898 : l'indépendance d'Espagne.

Le chapitre est divisé en deux sections. Dans la première section, nous faisons appel au Modèle Patron-Client (MPC) afin d'identifier les bénéfices internationaux qui devraient circuler entre les deux États durant les premières années de la relation bilatérale ; c'est-à-dire durant le processus de construction de l'État de Cuba, lequel prend place dans le cadre du régime militaire imposé par les États-Unis en 1899, tel que stipulé par le Traité de Paris de 1898<sup>13</sup>. Comme nous verrons, les deux États bénéficient de la relation bilatérale et retirent certains des bénéfices internationaux identifiés par le MPC. Toutefois, cette base conceptuelle et théorique ne permet pas de démontrer empiriquement que les bénéfices internationaux offerts par l'État subalterne circulent sur la base d'une obligation de réciprocité. Par conséquent, le MPC n'est pas en mesure d'attester de l'existence d'une relation bilatérale de type patron-client entre les États de Cuba et des États-Unis.

---

<sup>13</sup> *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress December 5, 1898, Treaty of peace between the United States of America and the Kingdom of Spain, Signed at Paris, December 10, 1898.*  
<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1898/ch89>

Ce chapitre affirme qu'il convient d'approcher cette relation bilatérale comme une hiérarchie internationale fondée sur une dette de gratitude. Et l'évidence historique ne peut être plus claire à cet égard. Le refus exprimé par les délégués de l'Assemblée constitutionnelle cubaine à l'égard de la proposition nord-américaine d'amender le texte constitutionnel de la future République de Cuba avec une résolution émanant du Congrès des États-Unis indispose les dirigeants nord-américains qui, en guise de riposte, accusent les Cubains d'*ingrats* et exigent l'inclusion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel de la République à titre de paiement pour tous les « efforts », les « dépenses » et les « sacrifices » que le peuple et le gouvernement des États-Unis avaient réalisés au nom de l'indépendance de Cuba (Pérez, 2008a ; b ; 1999 ; 1998 ; 1983). Pour le dire autrement, Cuba avait contracté une dette de gratitude auprès des États-Unis et était, par ricochet, dans l'obligation de réciproquer avec de la subordination à titre de contredon international.

## 2. Le MPC à l'épreuve de la relation bilatérale Cuba–États-Unis (1898-1902)

Le Modèle Patron-Client (MPC) postule que deux États inégaux en termes de capacités relatives établissent une relation patron-client de manière dite volontaire dans le but d'extraire certains bénéfices internationaux bien spécifiques. Par l'intermédiaire de cette stratégie purement instrumentale, les puissances patronales espèrent retirer des bénéfices internationaux sous la forme d'avantages géostratégiques vis-à-vis de puissances rivales et de gestes de solidarité et de convergence idéologique. Les États subalternes, pour leur part, espèrent bénéficier de la protection militaire et économique offerte par la puissance patronale (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Sylvan et

Majeski, 2003 ; Jaffrelot, 2012 ; Ciorciari, 2013 ; Veenendaal, 2014). Et, dans certains cas, les bénéfices obtenus servent à légitimer le régime politique de l'État client aux yeux de la population nationale (Stables, 1996). Dans cette section, le MPC est mis à l'épreuve à la lumière de la relation bilatérale établie entre les États de Cuba et des États-Unis.

a. Bénéfices pour la puissance patronale : les États-Unis

Cuba accède à la société internationale d'États souverains au sein d'un protectorat international légitimé par l'insertion de la résolution Platt dans le document constitutif de la République et par sa ratification dans le traité permanent de 1903, qui définit la politique étrangère de Cuba à l'égard des États-Unis jusqu'à son abrogation en 1934. Par l'intermédiaire de ces deux dispositions juridiques, les États-Unis accomplissent finalement l'objectif d'annexer Cuba, un projet poursuivi par les distinctes administrations américaines durant le 19<sup>e</sup> siècle. Alors, la possibilité que Cuba devienne un État souverain en 1898 se heurtait à des intérêts géostratégiques et économiques difficiles à ignorer pour Washington.

i. Avantages géostratégiques

Les États-Unis déclarent la guerre à l'Espagne en avril 1898 et interviennent militairement à Cuba pour des raisons dites « humanitaires », certes — nous y reviendrons dans la deuxième section du chapitre —, mais aussi pour des motivations géostratégiques bien précises. En effet, durant le 19<sup>e</sup> siècle, Washington craint que l'instabilité politique qui secoue les nouvelles républiques latino-américaines après leur indépendance provoque

l'intervention militaire de puissances coloniales européennes. Cette « anxiété anti-impérialiste » (Healy, 1976) est particulièrement visible dans la formulation de la doctrine Monroe en 1823 qui, sur la base d'une obligation de type « moral », octroie au gouvernement des États-Unis le droit d'utiliser la force militaire pour protéger l'indépendance de nouvelles Républiques latino-américaines de l'intervention de puissances impérialistes européennes (Burns, 2017). On peut donc déduire que les États-Unis interviennent à Cuba en 1898 en pratiquant une sorte d'« impérialisme préemptif » (Healy, 1976 : 28).

Que l'empire « informel » américain (Hobson et Sharman, 2005) soit le résultat de « conséquences inattendues » (Heraclides and Dialla, 2015) ou de la poursuite d'une quelconque « destinée manifeste » (Pérez, 2008a) importe peu pour notre argument. Il faut toutefois retenir que les victoires militaires obtenues par les Américains sur les Espagnols, d'abord à Manilla, aux Philippines, ensuite à Santiago de Cuba, ont procuré aux États-Unis de nouveaux territoires dans l'Asie pacifique et les Caraïbes. En effet, par l'intermédiaire du Traité de Paris, signé en décembre 1898 entre les seuls gouvernements d'Espagne et des États-Unis, Madrid renonce « à tout droit de souveraineté et de propriété sur Cuba » (article 1) et cède « aux États-Unis l'île de Porto Rico et toutes les autres îles qui se trouvaient sous la souveraineté d'Espagne dans les Indes Occidentales » (article 2). Les États-Unis sortent ainsi de leur première guerre internationale comme une puissance régionale « isolée par deux océans dans un havre de paix » (Paterson, 1998 : 5).

La position de Cuba au sein de l'empire américain est toutefois incertaine en 1898. Les factions impérialistes à Washington ont généralement considéré l'annexion de Cuba comme un enjeu critique pour la sécurité géostratégique des États-Unis. Thomas Jefferson affirmait en 1805 qu'en cas de conflit militaire entre l'Espagne et l'Angleterre, les États-Unis étaient dans l'obligation d'annexer Cuba pour garantir la défense géostratégique de l'Union. En 1823, John Quincy Adams insiste sur la « transcendantale importance » que l'annexion de Cuba représente pour les États-Unis et affirme que le gouvernement des États-Unis est dans l'obligation d'utiliser la force militaire pour éviter le transfert de la souveraineté de Cuba à toute puissance européenne (Cités en de Leuchsenring, 1950). De plus, le Manifeste d'Ostende de 1854 réaffirme ces ambitions annexionnistes en promulguant que « the Union can never enjoy repose, nor possess reliable security, as long as Cuba is not embraced within its boundaries »<sup>14</sup>. Par conséquent, l'idée selon laquelle Cuba pouvait devenir un État souverain en 1898 « challenged the U.S. presumption of succession » (Pérez, 1998 : 12).

Cuba ne sera toutefois pas annexé. Le transfert de sa souveraineté vers les États-Unis s'opère sur la base de dispositions juridiques mentionnées dans la Résolution conjointe du 18 avril 1898. Cette résolution, approuvée par le Congrès des États-Unis à la suite du message du président William McKinley le 11 avril 1898, reconnaît aux Cubains le droit d'être libres et indépendants, à la fois de l'Espagne et des États-Unis. Elle affirme justement que :

*...the people of the island of Cuba are and of right ought to be free and independent, and that the Government of the United States hereby recognize*

---

<sup>14</sup> James Buchanan, J. Y. Mason et Pierre Soulé. « The Ostend Manifesto », 1854. En ligne [FULL TEXT OF THE OSTEND MANIFESTO \(sdsu.edu\)](https://www.sdsu.edu/ostend-manifesto/), page consultée le 15 février 2023

*the republic of Cuba as the true and lawful Government of that island [...] That it is the duty of the United States to demand [...] that the Government of Spain at once relinquish its authority and government in the island [...] That the President of United States be and hereby is directed and empowered to use the entire land and naval forces [...] to such extent as may be necessary to carry these resolutions into effect [...] that the United States hereby disclaim any disposition, or intention to exercise sovereignty, jurisdiction or control over said island, except for the pacification thereof, and asserts its determination when that is accomplished, to leave the government and control of the island to its people*<sup>15</sup>. [nos italiques]

Certes, le gouvernement des États-Unis abandonne l'idée d'annexer Cuba par des moyens directs et militaires. Mais, il envisage tout de même l'imposition d'un régime militaire jusqu'à ce qu'un gouvernement capable de garantir les obligations et les responsabilités assumées par Washington durant l'occupation militaire y soit établi<sup>16</sup>. Bref, les Américains reconnaissent aux Cubains « le droit d'être libres et indépendants »<sup>17</sup>, mais souhaitent en secret qu'ils finissent par demander de manière volontaire l'annexion de Cuba aux États-Unis (Pérez, 2008a ; 1998 ; 1983).

Aux enjeux géopolitiques s'ajoutent des préoccupations sécuritaires. En 1898, l'anarchie, la corruption, le caudillisme militaire et le « banditisme », voire l'usage de la « violence indiscriminée », règnent à Cuba comme conséquence de l'insatisfaction provoquée par la situation politique et économique nationale dans certains secteurs de la population (Navarro, 2001 : 311). Les mesures de « re-concentration » implémentées par l'empire espagnol en

---

<sup>15</sup> « The Senate Resolutions Mean War With Spain » *The San Francisco Call*, April 17, 1898.  
En ligne: [The San Francisco call. \[volume\] \(San Francisco \[Calif.\] 1895-1913, April 17, 1898, Page 1, Image 1 « Chronicling America « Library of Congress \(loc.gov\)](#)

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress December 5, 1898, Message of the President William McKinley, Executive Mansion, December 5, 1898.*  
<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1898/message-of-the-president>

1896 provoquent la disparition d'un tiers de la population dans certaines régions urbaines et rurales, ainsi qu'un quart de la population totale de Cuba ; c'est-à-dire près de 400 000 personnes (de Leuchsenring, 1950; Offner, 1998). Madrid dépense un million de « pesetas » par jour (Pérez, 1983) dans une guerre où les maladies tropicales, plutôt que les combats, causent la mort de milliers de soldats espagnols (Tone, 2006 : 9). Au point que, pour 1897, l'armée impériale espagnole avait perdu près de 50 % de ses capacités militaires (de Leuchsenring, 1950 : 34) et semblait dans l'impossibilité de financer la reconstruction d'une colonie dont la dette contractée pour les efforts de guerre s'élevait à plus de 400 millions de pesos<sup>18</sup>. Dès 1897, il est de plus en plus évident que l'*Ejército Libertador* (l'Armée de libération nationale de Cuba) peut remporter la victoire sur l'armée coloniale et que Madrid est incapable de contrôler la situation militaire à Cuba, comme en témoigne l'extrait de cette communication envoyée par le Secrétaire d'État, Richard Olney, au représentant d'Espagne à Washington, M. Dupuy de Lôme :

It is impossible to deny that the expectations thus entertained by you in the summer and fall of 1895 and shared not merely by all Spaniards but by most disinterested observers as well, have been completely disappointed. The insurgents seem today to command a larger part of the island than ever before. Their men under arms, estimated a year ago at from ten to twenty thousand, are now conceded to be at least two or three times as many. Meanwhile, their discipline has been improved and their supply of modern weapons and equipment has been greatly enlarged, while the mere fact that they have held out to this time has given them confidence in their own eyes and prestige with the world at large. In short, it can hardly be questioned that the insurrection, instead of being quelled, is today more formidable than ever, and

---

<sup>18</sup> « Creta y Cuba », *La República Cubana*, Édition du 1<sup>er</sup> avril 1897.  
En ligne: [La República cubana - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://La República cubana - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

enters upon the second year of its existence with decidedly improved prospects of successful results<sup>19</sup>.

Épuisée sur les plans militaire et financier, l'administration coloniale finit par introduire, quoique tardivement, une série de réformes politiques visant l'établissement d'un gouvernement créole plus au moins autonome au sein de l'empire. Les indépendantistes refusent toutefois les réformes, exigent l'indépendance « absolue » de Cuba<sup>20</sup> et continuent la lutte armée en considérant que la guerre serait de courte durée (de Leuchsenring, 1950 ; Pérez, 1998 ; 2008a). Dans son édition du 1<sup>er</sup> avril 1897, le journal *La República Cubana* affirme que le maintien de Cuba au sein de l'empire espagnol signifierait [s]a totale destruction<sup>21</sup>. Les révolutionnaires cubains, convaincus que l'empire espagnol n'est plus en mesure de financer la guerre parce que son prolongement signifierait la dévastation totale de Cuba<sup>22</sup>, décident de maintenir la guerre contre Espagne. Or, les ambitions de l'Armée de libération nationale seront frustrées par l'intervention d'un État qui, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, était devenu antirévolutionnaire dans la région des Amériques : les États-Unis.

---

<sup>19</sup> Lettre écrite par le Secrétaire d'État, Richard Olney, et adressée à M. Dupuy de Lôme le 4 avril 1896. Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress, December 6, 1894, Office of the Historian.

En ligne: <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1897/d581>

<sup>20</sup> Déclaration du Général Maximo Gomez, cité en *La República Cubana*, édition du 4 mars 1897.

En ligne: [La República cubana - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://La República cubana - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

<sup>21</sup> « Creta y Cuba », *La República Cubana*, Édition du 1<sup>er</sup> avril 1897.

En ligne: [La República cubana - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://La República cubana - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

<sup>22</sup> Voir *La República Cubana*, Édition du 6 mai 1897.

En ligne: [La República cubana - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://La República cubana - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

ii. Solidarité internationale et convergence idéologique

La mal nommée « guerre hispano-américaine » fut de courte durée. Les hostilités débutent en mai 1898 et, en décembre 1898, les seuls gouvernements d'Espagne et des États-Unis signent à Paris le traité de paix qui met fin officiellement au conflit militaire. À partir de janvier 1899, l'île de Cuba est gouvernée à l'image d'un « territoire conquis », et ce, jusqu'à ce qu'un gouvernement créole capable d'assumer les obligations et les responsabilités contenues dans le traité de Paris de 1898 y soit établi (Pérez, 1998 ; 2008a). Il faut toutefois noter que l'intervention militaire nord-américaine et le régime militaire qui s'est ensuivi ont été présentés à l'opinion publique nord-américaine et cubaine comme étant deux gestes de nature « généreuse » et « altruiste », voire une guerre menée en faveur du peuple de Cuba et de son droit à la liberté et à l'indépendance d'Espagne (Pérez, 2008a ; 1998 ; 1983). Ce récit, devenu hégémonique dans l'historiographie américaine et les représentations populaires de la guerre hispano-américaine au début du 20<sup>e</sup> siècle, présente le peuple et le gouvernement des États-Unis comme étant « nobles », « généreux » et « altruistes » (Paterson, 1998 : 6). Au dire du journaliste nord-américain George Kennan, les Américains faisaient à Cuba « a work of justice, mercy and righteousness » (Cité en Jacob, 2018 : 92). Et, en échange de cette générosité, Washington s'attendait à recevoir l'appréciation et la reconnaissance des Cubains (Pérez, 2008a).

Ce récit trouva un écho favorable chez les exilés cubains réunis au sein du Parti révolutionnaire de Cuba (PRC), fondé à New York en 1892 par l'intellectuel et politicien d'origine cubaine José Julián Martí Pérez. Loin d'être un parti monolithique, le PRC réunissait en son sein trois versions différentes de *Cuba Libre*. En effet, la plupart de

membres étaient non seulement des citoyens américains naturalisés, mais aussi des admirateurs des institutions démocratiques étasuniennes (Pérez, 1983) et du projet civilisationnel que les États-Unis représentaient depuis leur Révolution anticoloniale en 1776<sup>23</sup>. Certains considéraient l'annexion de Cuba aux États-Unis comme la seule alternative possible pour reconstruire la nation après la guerre. Et les plus modérés plaidaient en faveur d'un protectorat américain sous prétexte que l'indépendance prématurée pouvait s'avérer problématique. À leur avis, les Cubains devaient tout d'abord développer, sous le regard paternaliste de la Maison-Blanche, les compétences politiques qui leur permettraient de diriger adéquatement un État souverain (Pérez, 1983 : 199). C'est donc au sein de ces deux tendances politiques que Washington retrouve les alliés qui participeront à la création de la « relation spéciale » que les États-Unis exigent comme condition *sine qua non* au processus de transfert de souveraineté en 1902. Ces exilés cubains proaméricains participent activement à la concrétisation du protectorat américain établi à partir de 1901 depuis leurs postes clés au sein de l'administration militaire, des postes obtenus grâce à l'usage systématique du patronage (Navarro, 2001 ; Santamarina, 2000 ; Pérez, 1983).

Les gestes affectifs exprimant une certaine solidarité internationale et convergence idéologique dans la relation bilatérale Cuba–États-Unis ont pris la forme de « marqueurs historiques » ; c'est-à-dire de monuments érigés sur le territoire national de Cuba pour honorer les liens de « fraternité », ainsi que les sentiments de solidarité et de « gratitude »

---

<sup>23</sup> Discours prononcé par le premier président de la République de Cuba, M. José Estrada Palma, le 20 mai 1902. Voir *Diario de la Marina*, Édition du 21 mai 1902.  
En ligne: [Diario de la Marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Diario de la Marina - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

qui liaient les peuples de Cuba et des États-Unis (Pérez, 2008a ; b). Alors, à partir des années 1900, des monuments historiques sont érigés dans la plupart des enclaves territoriales dans lesquelles les Américains confrontèrent l'armée coloniale espagnole ou subirent des pertes importantes, comme durant l'explosion du navire de guerre étasunien, Maine. À cet égard, affirme un éditorial du *Havana Post*, le monument historique construit en 1925 à La Havane en hommage aux victimes de l'explosion du navire étasunien fut érigé pour honorer « the cordial and friendly relations existing between Cuba and the United States » et pour graver « in granite and marble [...] the gratitude of the Cuban people for America's generous aid in her struggle for freedom » (Cité en Pérez, 2008a : 359). L'affection ainsi démontrée par les Cubains à l'égard du peuple et du gouvernement des États-Unis venait confirmer le caractère « exceptionnel » et « bienveillant » de leur entreprise à Cuba en 1898. Bref, les sentiments de fraternité, de solidarité et de gratitude exprimés par le peuple et le gouvernement de Cuba à l'égard du peuple et du gouvernement des États-Unis nourrissaient la croyance selon laquelle l'indépendance de Cuba était advenue comme la conséquence de seuls efforts, dépenses et sacrifices réalisés par les Américains au nom de *Cuba Libre*.

#### b. Bénéfices pour l'État client : Cuba

Le MPC soutient que les États subalternes rentrent dans une relation patron-client avec une puissance patronale pour obtenir de la protection militaire et économique. Le modèle affirme aussi que, dans certains cas spécifiques, le gouvernement de l'État client peut faire usage des bénéfices obtenus de la relation pour accroître sa légitimité au niveau national

(Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Sylvan et Majeski, 2003 ; Jaffrelot, 2012 ; Ciorciari, 2013 ; Veenendaal, 2014). Dans les pages suivantes, nous présentons les bénéfices que l'État de Cuba aurait dû retirer de la relation bilatérale patron-client avec les États-Unis.

i. Protection économique

Au moment de l'intervention militaire nord-américaine, la situation économique à Cuba était particulièrement désastreuse. La guerre menée depuis 30 années par les révolutionnaires cubains contre l'armée espagnole — *Guerre de Dix Ans* (1868-1878), *Petite Guerre* (1879-1880) et *Guerre d'Indépendance* (1895-1898) — avait détruit l'infrastructure du système colonial dans son ensemble et par conséquent, le principal secteur de l'économie cubaine : l'industrie sucrière. Si en 1894 Cuba produit plus d'un million de tonnes de sucre par année, trois années plus tard, et comme conséquence de la guerre et les moratoires de production, ce chiffre s'élève à un peu plus de 200 000 tonnes. Et à l'aube de l'intervention nord-américaine, en 1898, 80 % des moulins à sucre sont inopérables (Pérez, 2008 ; 1998 ; 1983 ; Navarro, 2001 ; Hitchman, 1970 ; de Leuchsenring, 1950).

La situation économique à Cuba est un sujet de grande préoccupation pour les décideurs à la Maison-Blanche, comme en témoigne la correspondance entre le Secrétaire d'État, Richard Olney, et M. Dupuy de Lôme :

The consequences of this state of things cannot be disguised. Outside of the towns still under Spanish rule, anarchy, lawlessness, and terrorism are rampant. The insurgents realize that the wholesale destruction of crops, factories, and machinery advances their cause in two ways. It cripples the resources of Spain on the one hand. On the other, it drives into their ranks the laborers who are thus thrown out of employment. The result is a systematic war upon the industries of the island and upon all the means by which they are carried on, and whereas the normal annual product of the island is valued at something like eighty or a hundred million, its value for the present year is estimated by competent authority as not exceeding twenty million [...] Bad as is this showing for the present year, it must be even worse for the next year [...] Some planters have made their crops this year who will not be allowed to make them again. Some have worked their fields and operated their mills this year in the face of a certain loss, who have neither the heart nor the means to do so again, under the present even more depressing conditions<sup>24</sup>.

Derrière cette préoccupation se cachent des intérêts économiques et commerciaux nord-américains. En effet, les investissements nord-américains dans l'industrie sucrière cubaine frôlent les 50 millions de dollars en 1899 (Hitchman, 1970). Et, comme la guerre avait affecté considérablement la production et l'exportation de sucre, le gouvernement des États-Unis avait intérêt à ce que l'économie cubaine se rétablisse le plus rapidement possible, certes, pour des raisons économiques et commerciales, mais aussi pour des raisons purement politiques. À cet égard, la stabilité politique de la nouvelle nation cubaine dépendait en grande partie du développement économique des régions isolées et sous-développées de l'Est de l'île, qui étaient jusque-là les foyers des révolutions anticoloniales (Santamarina, 2000).

---

<sup>24</sup> Lettre écrite par le Secrétaire d'État M. Richard Olney et adressée à M. Dupuy de Lôme, le 4 avril 1896. Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress December 6, 1897, Office of the Historian, Department of State.  
En ligne: [Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress December 6, 1897 - Office of the Historian](#)

Difficile d'établir avec certitude le niveau d'influence que les producteurs de sucre cubains et américains eurent sur les administrations de Cleveland et de McKinley. Il est toutefois convenu qu'en 1897, les compagnies nord-américaines opérant à Cuba étaient sérieusement affectées par la destruction de l'industrie sucrière, les moratoires de production imposés par l'Armée de libération nationale et la perturbation du commerce entre les deux nations (Weigle, 1939). L'évidence montre toutefois que, durant les trois années d'occupation militaire, les investissements privés nord-américains se multiplient, en grande partie pour soutenir les producteurs ruinés par la guerre, sans moyens financiers pour assumer la reconstruction de l'industrie. Après 1902, les deux gouvernements signent le traité de réciprocité commerciale de 1903 qui fixe les préférences douanières dont jouissent certains produits cubains, comme le sucre et le tabac, et près de 500 articles nord-américains<sup>25</sup>. Après la ratification du traité, les investissements nord-américains inondent tous les secteurs de l'économie cubaine de sorte que, à partir de 1950, l'économie cubaine est non seulement très dépendante du marché étasunien, mais affiche aussi l'un des meilleurs indicateurs économiques de la région, à l'exception des États-Unis évidemment (Yoffre, 2014 ; Lamrani, 2013).

Outre les avantages économiques et commerciaux précités, Cuba bénéficie aussi des investissements importants dans les infrastructures publiques. À juste titre, affirme l'historien nord-américain James Hitchman (1975 : 336), au moment où les Américains

---

<sup>25</sup> Tratado de Reciprocidad Comercial entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América, Firmado en La Habana el 11 de diciembre de 1902. Aprobado por el Senado de Cuba en 28 de Marzo de 1903 y por el Congreso Americano el 16 de Diciembre del mismo año.

En ligne: [Tratado de Reciprocidad Comercial entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América \(fiu.edu\)](http://fiu.edu)

imposent le régime militaire à Cuba, en 1899, « the island had no roads or railways [...] The cities had no sewer systems beyond a few clogged, unconnected pipes [...] School, asylums and hospitals were in wretched condition, harbors were contaminated [...] there had been no public works built or maintained in Cuba for over thirty-five years ». Pour résoudre cet état de fait, l'administration du Gouverneur Leonard Wood investit non moins de 22 millions de dollars dans la construction et l'entretien des infrastructures publiques cubaines entre les années 1899 et 1902. Hitchman (1975 : 343) affirme justement que :

From January, 1899 to May 19, 1902, the Department of Public Works built 52 new bridges and repaired 40 others; 98.8 kilometers of new roads were built, spread through all the provinces at key points. Important repairs were carried out on 60.2 kilometers and 248 kilometers of existing roads were maintained. They erected nine new buildings and repaired 34 others, built three wharves, an aqueduct, and a ferry boat, all under contract.

Ces investissements massifs dans les infrastructures publiques cubaines eurent des impacts positifs sur la plupart des secteurs publics, et plus particulièrement sur les conditions sanitaires de la plupart de villes. La ville de Santiago de Cuba, première ville occupée par l'armée nord-américaine en 1898, était devenue, grâce aux investissements du gouvernement provisionnel, « the cleanest Spanish American city in all the Western hemisphere » (George Kennan, 1898 ; cité en Jacob, 2018 : 60).

ii. Protection militaire

Dès 1898, l'île de Cuba est occupée par l'armée nord-américaine, administrée à l'image d'un territoire colonial et vidée d'une quelconque institution militaire organisée capable d'assurer la défense du territoire. Les révolutionnaires de l'Armée de libération nationale avaient non seulement été exclus de négociations mettant fin aux hostilités entre Madrid et Washington, ainsi que de la signature du traité de Paris, mais encore, ont subi un processus de démobilisation « difficile et traumatique » (Navarro, 2001 : 314). Préoccupée par la composition raciale de l'armée cubaine, majoritairement constituée d'afrodescendants, l'administration militaire finit par réserver aux indépendantistes cubains une attitude hostile, raciste et paternaliste (Pérez, 2008a). En effet, pour les Américains, entraînés dans une tradition militaire conventionnelle, l'Armée de libération nationale dirigée par le Général Calixto Garcia consistait :

...of about 1500 men, and was the most dirty, ragged assemblage of armed tatterdemalions that I had ever seen or imagined [...] four fifths of the common soldiers were colored or black and one fifth of them were boys [...] they were dressed – or perhaps undressed – in the lightest, airiest, most thoroughly ventilated costumes ever worn by man since Adam was turned out of Eden (Kennan, 1898 ; cité en Jacob, 2018).

Mus par la peur du « danger noir » qui guettait l'État de Cuba à la fin du 19<sup>e</sup> siècle (de Leuchsenring, 1950), les occupants nord-américains administrent le territoire de Cuba en ayant à l'esprit la croyance selon laquelle les indépendantistes cubains n'avaient pas les capacités cognitives nécessaires pour assurer la gouvernance d'un État souverain (Pérez, 2008a). Alors, sans une armée organisée capable de dissuader la présence militaire des

États-Unis, la République de Cuba ne pouvait donc advenir à la société internationale d'États souverains que sous la tutelle politique et la protection militaire de Washington.

Les garanties de cette protection militaire seront officiellement inscrites dans le traité permanent signé à La Havane le 22 mai 1903 et via lequel le gouvernement de Cuba octroie au gouvernement des États-Unis le droit de faire usage de la force militaire pour défendre, à la fois, l'indépendance de Cuba et la stabilité politique de la nation. L'article 7 dudit traité affirme justement que le gouvernement de Cuba « enable[s] the United States to maintain the independence of Cuba, and to protect the people thereof, as well as for its own defense »<sup>26</sup>. Pour y parvenir, l'État de Cuba est dans l'obligation de vendre ou de louer les espaces de terre que le gouvernement des États-Unis considère comme étant nécessaire à la construction de bases militaires. Certaines dispositions du traité seront abrogées en 1934, notamment le droit des États-Unis à intervenir dans les affaires internes de Cuba ; un droit qui fut exercé depuis 1902 en trois occasions, d'abord en 1906, ensuite en 1912, et finalement en 1917, comme conséquence de la corruption, le vol des élections et les révoltes sociales qui secouent la nouvelle République des Amériques pendant ses premières années.

En 1934, la relation spéciale entretenue par les élites cubaines et nord-américaines était suffisamment consolidée pour que Washington envisage, sans crainte, de mettre fin au protectorat formel établi sur Cuba en 1901. Les Cubains étaient finalement prêts pour se

---

<sup>26</sup> Treaty between the United States and Cuba embodying the provisions defining the future relations of the United States with Cuba contained in the act of Congress approved March 2, 1901, making appropriations for the Army. Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, With the Annual Message of the President Transmitted to Congress, December 6, 1904, Office of the Historian, Department of State.  
En ligne: <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1904/ch50>

gouverner eux-mêmes, sans la tutelle officielle des États-Unis. Toutefois, il faut reconnaître que la Maison-Blanche continua d'exercer une influence indirecte sur les différents gouvernements à La Havane. Une ingérence politique qui, combinée à la croyance selon laquelle les Américains avaient arraché la victoire aux indépendantistes cubains en 1898, favorise l'émergence du sentiment antiimpérialiste qui conduit à la rupture de la relation bilatérale dans les années postérieures à la Révolution du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

### iii. Légitimation politique

Les théoriciens du MPC soutiennent que les bénéfices économiques et militaires que l'État client obtient de la relation bilatérale avec la puissance patronale peuvent contribuer à accroître la légitimité du régime client aux yeux de la population nationale (Stables, 1996). Peut-on donc affirmer que la relation spéciale forgée par Cuba avec les États-Unis ait servi à légitimer une version particulière de *Cuba Libre* ; c'est-à-dire la version qui proclamait l'établissement d'un protectorat nord-américain de manière indéfinie ? Bien que l'idée d'un protectorat existât déjà dans les idées politiques des indépendantistes cubains au 19<sup>e</sup> siècle, il nous est impossible de soutenir que les élites cubaines aient réussi à légitimer le protectorat nord-américain aux yeux de la population cubaine.

En effet, l'idée selon laquelle la République de Cuba devait emprunter la voie du protectorat n'était qu'une tendance parmi d'autres tendances politiques à Cuba durant le 19<sup>e</sup> siècle. Les deux premiers partis politiques qui émergent sur la scène politique cubaine à la fin de la Guerre de Dix Ans (1868-1878), à savoir le Parti Libéral (autonomiste) et le Parti Union

Constitutionnelle (loyaliste), partagent le désir de rester au sein de l'Empire, mais divergent quant au degré d'autonomie dont devrait jouir un gouvernement créole vis-à-vis la métropole coloniale (Pérez, 1983). Pour leur part, les indépendantistes, des vétérans de la Guerre de Dix Ans (1868-1878) marginalisés de la scène politique à la fin de la guerre, migrent vers les États-Unis, l'Europe et l'Amérique latine avec l'espoir de reprendre ultérieurement la lutte armée contre l'empire colonial. C'est justement sur cette base d'expatriés indépendantistes que Martí fonde le Parti révolutionnaire de Cuba (PRC) en 1892 avec l'objectif de faire converger dans une seule structure politique les différentes tendances indépendantistes (Pérez, 1983 ; 1998 ; 2008a). Ce faisant, Martí réussit à faire converger les distinctes versions de *Cuba Libre* dans un parti unique ayant pour mission de faire usage de la force militaire pour favoriser l'indépendance de Cuba.

L'esprit indépendantiste au sein du PRC s'éteint progressivement après la mort de Martí le 19 mai 1895 et finit par reposer *quasi* exclusivement sur l'Armée de libération nationale. Les indépendantistes tenaient à cœur l'avertissement lancé par Martí à l'égard du danger réel que les États-Unis représentaient pour l'indépendance de Cuba et voyaient d'un mauvais œil la possible intervention des Américains dans le conflit hispano-cubain (Pérez, 2008a). À cet égard, Martí considérait qu'il fallait mener une guerre rapide et effective contre l'armée espagnole afin d'empêcher l'intervention militaire des États-Unis (de Leuchsenring, 1950). Or, après sa mort en 1895, son successeur à la présidence du PRC, M. Tomás Estrada Palma, vétéran de la Guerre de Dix Ans, résident aux États-Unis depuis près de 30 ans et futur premier président de la République de Cuba, transforme le parti dans une sorte d'« agence consulaire » dotée de la mission de promouvoir l'intervention militaire de

l'armée nord-américaine dans le conflit hispano-cubain (Pérez, 1983 : 232). À partir de mai 1898, les insurgés cubains, convaincus que leurs intérêts convergent avec les intérêts nationaux des Américains, finissent par se subordonner à l'autorité militaire de l'armée étasunienne sous prétexte que la Résolution conjointe du 18 avril 1898 reconnaissait au peuple de Cuba son droit à la liberté et à l'indépendance, à la fois de l'Espagne et des États-Unis.

Mais, l'alliance sera de courte durée. Non seulement les Américains empêchent les Cubains de prendre possession de la ville de Santiago de Cuba, mais encore, finissent par les exclure de négociations de paix et de la signature du traité de Paris. Pendant les quatre années de régime militaire, les Américains travaillent fort pour que les Cubains demandent l'annexion de Cuba aux États-Unis de manière volontaire (Pérez, 2008a). Mais face à l'opposition croissante, Washington ne voit pas d'autre alternative que d'imposer son autorité politique en exigeant l'inclusion de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba de 1901. Les dirigeants à la Maison-Blanche iront jusqu'à brandir la menace de maintenir l'occupation militaire jusqu'à ce que les dispositions juridiques énoncées dans l'amendement Platt soient traitées dans les termes exprimés par Washington (Hitchman, 1967; Pérez, 2008a). Certes, les membres de l'Assemblée constitutionnelle qui votèrent en faveur de la résolution Platt croyaient que le peuple de Cuba n'était pas prêt pour assumer la gouvernance d'un État souverain. Mais, il faut reconnaître que la résolution Platt fut l'objet d'une large opposition, à la fois au sein de l'Assemblée constitutionnelle et de la population en général (Pérez, 2008a). Le protectorat n'advient donc pas comme

conséquence d'un processus de légitimation nationale, mais plutôt comme le résultat d'un processus d'influence coercitive.

### 3. Dette de gratitude : Cuba doit son indépendance aux États-Unis

Les États-Unis et Cuba ont tous les deux bénéficié de la relation bilatérale dans les termes exprimés par le MPC. Toutefois, il est difficile d'affirmer avec certitude que ces deux États souverains socialisent dans une structure politique internationale de type patron-client. En effet, il est très difficile de déterminer si les bénéfices précités circulent sur la base d'une obligation de réciprocité, surtout de la part de l'État subalterne. Plus précisément, nous ne pouvons pas affirmer que la subordination de Cuba a été offerte en guise de réciprocité pour un quelconque bénéfice reçu.

Cette thèse défend l'argument selon lequel les hiérarchies internationales de type patron-client émergent lorsque trois conditions sont remplies. D'abord, la relation bilatérale doit se caractériser par la présence d'une dette de gratitude contractée par l'État subalterne auprès de la puissance patronale. Ensuite, il faut que cette dette de gratitude soit mobilisée par la puissance patronale comme source d'autorité politique ; c'est-à-dire comme moyen d'extraire de la subordination de la part de l'État subalterne. Finalement, l'État subalterne doit se subordonner à l'autorité politique de la puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu au cours de la relation bilatérale.

a. L'indépendance d'Espagne comme don international

Les États-Unis déclarent la guerre à Espagne en 1898 en promulguant la croyance selon laquelle l'intervention militaire dans le conflit hispano-cubain était une « entreprise morale » motivée par le seul désir de libérer le peuple de Cuba de « l'oppression et la souffrance » provoquées par le régime colonial espagnol (Pérez, 2008a). Cuba est ainsi perçue comme une nation voisine « en détresse et dans le besoin » (Pérez, 2008a : 95). C'est pourquoi la déclaration de guerre contre Espagne s'est réalisée avec l'appui et la sympathie des Américains envers la cause de *Cuba Libre*. À bien des égards, affirme Louis A. Pérez (2008a : 165) :

Metaphorical representations of duty – to aid a neighbor in need and rescue a damsel in distress – developed into the principal narrative through which the Americans persuaded themselves of righteous motive and noble meaning for their purpose in Cuba. The national discourse expanded into a belief system, the way that the telling of the past developed into historical knowledge, at once as vindication of self-esteem and validation of power.

Ce récit (*narrative*), devenu hégémonique dans l'historiographie classique nord-américaine, présente l'indépendance de Cuba comme étant la conséquence de seuls efforts, dépenses et sacrifices réalisés par le peuple et le gouvernement des États-Unis au nom du peuple de Cuba. Ainsi, de protagonistes de leur propre histoire et émancipation, les Cubains deviennent des acteurs passifs dans l'imaginaire des Américains, voire les simples récepteurs de l'indépendance qui leur avait été offerte à titre de « don » (*gift*) par le peuple et le gouvernement des États-Unis. Le président William McKinley affirme justement que le gouvernement des États-Unis avait déclaré la guerre à Espagne dans le seul but « de

sauver les Cubains de l'oppression qu'ils subissaient aux frontières de l'Amérique » (Cité en Pérez, 2008a : 168). Par conséquent, les Américains s'attendaient à ce que les Cubains montrent de l'appréciation et de la reconnaissance par l'intermédiaire de sentiments de solidarité, de fraternité et de gratitude.

Plus précisément, les Américains s'attendent à ce que les Cubains acquiescent aux demandes formulées par la Maison-Blanche et finissent par aligner volontairement la politique étrangère de la future République de Cuba avec les intérêts nationaux des États-Unis (de Leuchsenring, 1950 ; Sosa et Planos, 1994 ; Pérez, 1983 ; 1998 ; 2008a). Pour le dire autrement, les Américains considèrent que les Cubains avaient contracté une dette de gratitude avec les États-Unis et qu'ils étaient dans l'obligation morale de réciproquer leur générosité et leur altruisme avec un contredon plus au moins équivalent : la résolution Platt (Pérez, 2008a). En effet, lorsque les délégués à l'Assemblée constitutionnelle refusent catégoriquement la proposition d'inclure l'amendement Platt dans la Constitution de la République, les Américains non seulement accusent les Cubains d'« ingrats », mais brandissent aussi la menace de prolonger le régime militaire nord-américain et de retirer toute forme de générosité future à l'égard du peuple et du gouvernement de Cuba (Pérez, 2008a ; 1983).

À cet effet, affirme le Sénateur de Tennessee, Henry Gibson,

We found the Cubans deprived of all voice in their own government, and we have turned their oppressors out of power [...] We found Cuba desolated by fire and sword from one end of the island to the other, and we have brought peace and law and order [...] In a word [...] we found Cuba a hell, and we are fast

converting it into paradise [...] And shall we have no right to guard this island and see to it that disorder shall not take the place of order, and see to it that the island, by unwise treaties, be not given over to our enemies? (Cité en Pérez, 2008a : 324).

Par l'intermédiaire de ce récit, les Américains mobilisent la croyance selon laquelle les Cubains devaient leur indépendance d'Espagne au peuple et au gouvernement des États-Unis. Par conséquent, les Cubains étaient dans l'obligation morale d'acquitter cette dette de gratitude avec l'inclusion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel. C'est ainsi que les Cubains devaient remercier le peuple et le gouvernement des États-Unis pour tous les efforts, dépenses et sacrifices réalisés au nom de *Cuba Libre*. C'était un appel à la dimension morale et coercitive de l'émotion de gratitude, voire une forme pour Washington d'exercer de l'autorité politique sur l'État de Cuba.

#### b. La résolution Platt comme contredon international

La résolution Platt, rédigée par le Secrétaire de Guerre Elihu Root et le président William McKinley, fut introduite devant le Congrès des États-Unis par le Sénateur Oliver T. Platt et approuvée par l'Assemblée constitutionnelle de Cuba en juin 1901. Elle sera ensuite ratifiée par le traité permanent du 22 mai 1903, qui définit les relations entre les gouvernements de Cuba et des États-Unis jusqu'en 1934.

La résolution Platt, dans chacun de ses huit articles, détermine ce qui suit :

- I. That the government of Cuba shall never enter into any treaty or other compact with any foreign power or powers which will

- impair or tend to impair the independence of Cuba, nor in any manner authorize or permit any foreign power or powers to obtain by colonization or for military or naval purposes or otherwise, lodgment in or control over any portion of said island.
- II. That said government shall not assume or contract any public debt, to pay the interest upon which, and to make reasonable sinking fund provision for the ultimate discharge of which, the ordinary revenues of the island, after defraying the current expenses of government shall be inadequate.
  - III. That the government of Cuba consents that the United States may exercise the right to intervene for the preservation of Cuban independence, the maintenance of a government adequate for the protection of life, property, and individual liberty, and for discharging the obligations with respect to Cuba imposed by the treaty of Paris on the United States, now to be assumed and undertaken by the government of Cuba.
  - IV. That all Acts of United States in Cuba during its military occupancy thereof are ratified and validated, and all lawful rights acquired thereunder shall be maintained and protected.
  - V. That the government of Cuba will execute, and as far as necessary extend, the plans already devised or other plans to be mutually agreed upon, for the sanitation of the cities of the island, to the end that a recurrence of epidemic and infectious diseases may be prevented, thereby assuring protection to the people and commerce of Cuba, as well as to the commerce of the southern ports of the United States and the people residing therein.
  - VI. That the Isle of Pines shall be omitted from the proposed constitutional boundaries of Cuba, the title thereto being left to future adjustment by treaty.
  - VII. That to enable the United States to maintain the independence of Cuba, and to protect the people thereof, as well as for its own defense, the government of Cuba will sell or lease to the United States lands necessary for coaling or naval stations at certain specified points to be agreed upon with the president of the United States.
  - VIII. That by way of further assurance the government of Cuba will embody the foregoing provisions in a permanent treaty with the United States<sup>27</sup>.

---

<sup>27</sup> Treaty Between the United States and the Republic of Cuba Embodying the Provisions Defining Their Future Relations as Contained in the Act of Congress Approved March 2, 1901; 5/22/1903; Perfected treaties, 1778-1945; General Records of the United States Government, Record Group 11; National Archives Building, Washington, DC.

En ligne: [Platt Amendment \(1903\) | National Archives](#)

La majorité de délégués à l'Assemblée constitutionnelle réagissent avec « surprise » à la proposition nord-américaine et expriment leur mécontentement et leur opposition à une disposition juridique qui, à leur avis, brimait l'indépendance et l'autonomie politique de la future République de Cuba (Hitchman, 1967 ; Sosa et Planos, 1994). Les décideurs nord-américains ripostent en affirmant que le droit d'intervention que le gouvernement des États-Unis s'octroyait par l'intermédiaire de ladite résolution s'appliquait seulement aux situations exceptionnelles ; c'est-à-dire lorsqu'il est question de garantir la stabilité politique de la nation et de protéger l'indépendance de Cuba (de la Torriente, 1930 : 368). Mais, l'attitude des Cubains face aux accommodements demandés par le gouvernement des États-Unis venait confirmer la croyance selon laquelle les Cubains étaient incapables d'apprécier la juste valeur du bénéfice qu'ils avaient obtenu grâce à l'intervention militaire des États-Unis.

À cet égard, Townsend Scudder, sénateur de la ville de New York, réagit avec indignation à la position de Cubains et affirme publiquement que le gouvernement des États-Unis avait le droit d'imposer un protectorat sur Cuba comme conséquence de tous les efforts, dépenses et sacrifices réalisés par le peuple et le gouvernement des États-Unis au nom de l'indépendance de Cuba. À son avis,

We [les Américains] are entitled to exercise a protectorate [sur Cuba.] We should have conceded to us the right to intervene in order that no harm come to her and that a stable government may be maintained. We also should have the privilege of establishing naval stations [...] *All these things Cuba ought to be more than willing to grant, but it seems that [Cubans] have very little gratitude [...]* In view of the cost of Cuba's freedom to this country in treasure and in blood, gratitude should impel her to lean upon

*America as her best friend and protector* (Cité en Pérez, 2008a : 322). [nos italiques]

Le Secrétaire de Guerre, Elihu Root, affirme pour sa part que toute forme d'ingratitude de la part de Cubains entraînerait des conséquences néfastes. Dans l'imaginaire des Américains, Cuba avait non seulement contracté une dette de nature « morale », mais aussi « financière » et « humaine » puisque, selon William Howard Taft, Secrétaire de Guerre du gouvernement des États-Unis, le gouvernement États-Unis avait dépensé plus de 300 millions de dollars dans la guerre contre Espagne et 148 Américains avaient perdu la vie au nom de la liberté de Cuba (Cité en Pérez, 2008a : 316).

Finalement, les Cubains acquiescent aux demandes de Washington et la résolution Platt est incluse dans la toute première Constitution de la République de Cuba en tant qu'Appendice. Le résultat du vote à l'Assemblée constitutionnelle fut de 16 votes en faveur, 11 contre et 4 abstentions (Vivanco, 1902). Les délégués qui votèrent en faveur de l'inclusion de la résolution Platt affirmaient que leur choix était motivé par le désir de mettre fin au régime militaire imposé par les États-Unis sur l'île depuis janvier 1899 et que leur ambition était de faire avancer la construction de l'État de Cuba en tant qu'entité politique autonome et indépendante<sup>28</sup>. Il convient toutefois de noter que l'inclusion de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba ne garantissait aucunement la fin du régime militaire imposé en 1899, puisque selon le Secrétaire de Guerre, Elihu Root, le retrait de l'armée nord-américaine de Cuba ne pouvait se réaliser que si le président des États-Unis constatait,

---

<sup>28</sup> Consultez *Diario de la marina*, Édition du 12 juin 1901.  
En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

après vérification, qu'un gouvernement constitutionnel est bel et bien établi et que celui-ci s'engage à respecter les dispositions juridiques établies par le Congrès des États-Unis<sup>29</sup>.

c. La subordination de Cuba en guise de gratitude

Que la gratitude exprimée par les Cubains à l'égard du peuple et du gouvernement des États-Unis soit authentique ou non importe peu pour la finalité de cette thèse. Il est toutefois clair que, du point de vue des Américains, les Cubains avaient contracté une dette de gratitude auprès des États-Unis et étaient dans l'obligation morale de réciproquer la générosité et la bienveillance du peuple et du gouvernement des États-Unis avec un contredon plus au moins équivalent. À cet égard, les Cubains devaient donc accepter, sans opposition, l'insertion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel de la nouvelle République. C'est pourquoi les Américains ne tardent pas à lancer des accusations d'ingratitude à l'égard des Cubains lorsque les délégués à l'Assemblée constitutionnelle refusent la proposition d'amender le texte constitutionnel et que le peuple de Cuba manifeste son désaccord dans les rues de la nation (Pérez, 2008a).

La « théorie de la gratitude », selon laquelle Cuba avait contracté une dette de gratitude avec les États-Unis par l'intermédiaire de leur intervention militaire en 1898 (Sosa et Planos, 1994), était au cœur des préoccupations des indépendantistes cubains durant le régime militaire établi en 1899. Le chef de l'Armée de libération nationale, le Général Máximo

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

Gómez, s'interrogeait au sujet de l'indépendance de Cuba au lendemain de l'occupation militaire nord-américaine dans les termes suivants :

What is going to be done about independence? The Americans, it seems, are not thinking about it... Even if finally they give it to us, it will be as *a gift*, while we have gained it. And more than gained it with continuous efforts during more than half a century. The Americans have had an easy campaign because we have exhausted Spanish soldiers and resources. *I am obligated to be grateful to the Americans, but only when they fulfill their promises, and if they fulfill them with decency and without aggravation to the Cubans* (Cité en Pérez, 2008a : 308-309). [nos italiques]

Le journal *Patria*, l'organe officiel de presse du Parti Révolutionnaire Cubain (PRC), prenait aussi position en 1901 contre l'adoption de la résolution Platt et la théorie de la gratitude dans les termes suivants :

If there is no independence and sovereignty, why should Cubans have to show themselves to be grateful to the United States? For having deceived them? For having replaced Spain as master? [...] What service has [the United States] rendered to Cubans that warrants appreciation? Is it not as clear as daylight that they intervened for their own benefit? And in this instance, should it not be the United States which should be grateful to poor and trusting Cuba for having providing (sic) the circumstances for its self-aggrandizement? (Cité en Pérez, 2008a : 333).

Mais cette opposition ne suffit guère. Les Cubains finissent par inclure la résolution Platt dans le texte constitutif de la République de Cuba, et ce, en guise de gratitude pour tous les efforts, dépenses et sacrifices réalisés par le peuple et le gouvernement des États-Unis au nom de la liberté de Cuba. Pour certains (Vivanco, 1902), la résolution Platt est le prix que les Cubains devaient payer pour accéder à leur indépendance *de facto* et mettre fin au régime

militaire que les États-Unis avaient imposé après la signature du traité de Paris en 1898. Pour d'autres, la gratitude exprimée par le peuple et le gouvernement de Cuba à l'égard du peuple et du gouvernement des États relevait en effet d'un devoir moral que les Cubains étaient dans l'obligation d'acquitter honorablement. À juste titre, le journal *La Tribuna* défendait la décision de l'Assemblée constitutionnelle en affirmant que c'était « le devoir du peuple de Cuba envers la nation qui est venue à sa rescousse » en 1898 (Cité en Pérez, 2008a : 325). La mairie de La Havane rejoint la position de l'éditorial en exprimant ses « sentiments de gratitude » envers la « nation » qui avait libéré le peuple de Cuba de l'empire colonial espagnol<sup>30</sup>.

Les expressions de gratitude à l'égard des États-Unis pour tous les efforts et sacrifices réalisés au nom de l'indépendance de Cuba sont aussi venues du premier président de la République de Cuba, M. Tomás Estrada Palma. Lors de la cérémonie de transfert de souveraineté effectuée le 20 mai 1902, Estrada Palma exprime solennellement ce qui suit :

This is indeed a glorious day for Cuba. It is to us what the Fourth of July in 1776 was to the United States, and we appreciate fully the tremendous responsibility devolving upon us. We understand, too, the obligations placed on us, and we mean to live up to them. Though the Stars and Stripes were lowered today for the emblem of Cuba Libre, the flag will live forever in the hearts of all Cubans. Under its protecting folds thousands of Cubans, when conditions were different, have found refuge, and, again, when we were in the throes of a rebellion for independence, the United States came to our aid, so there is nothing more natural than the spirit of concord that is manifested here today between Cubans and Americans. It should continue. *On behalf of my people I repeat our expressions of gratitude to the great American republic, and as to myself, I wish to reiterate the*

---

<sup>30</sup> Voir *Diario de la marina*, Édition du 21 mai 1902.

En ligne : [Diario de la Marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Diario de la Marina - Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

*sentiments of gratitude to her government, her press and her people. Their devotion to the cause of independence, which has helped to bring about this day of independence for the Cubans, will live forever in my heart and in my mind, and I shall be the link in the chain which shall bind the two peoples in a friendship never to be severed. Cubans will prove that they are worthy of the sympathy and help given to them*<sup>31</sup>. [nos italiques]

Certes, le gouvernement des États-Unis aurait pu faire usage de la force militaire ou de sa menace pour imposer son autorité politique sur Cuba. Il a toutefois préféré de lier les deux États par des « sentiments de gratitude » (Pérez, 2008a : 323).

#### 4. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'illustrer la validité heuristique de la contribution théorique et conceptuelle ici proposée à l'aide de la relation bilatérale patron-client établie entre les États de Cuba et des États-Unis au début du 20<sup>e</sup> siècle. L'accent a été mis sur le moment fondateur de cette hiérarchie internationale ; c'est-à-dire entre les années 1898 et 1902. Nous avons cherché à savoir si, pendant ces années, 1) l'État de Cuba avait contracté une dette de gratitude auprès des États-Unis par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international ; 2) le gouvernement des États-Unis mobilise cette dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique sur le gouvernement de Cuba ; et 3) ce dernier se subordonne à l'autorité politique des États-Unis en guise de gratitude pour le bénéfice reçu.

---

<sup>31</sup> *Ibid.*

L'évidence historique consultée nous permet d'affirmer justement que la relation bilatérale Cuba–États-Unis était fondée sur une dette de gratitude que le gouvernement de Cuba a dû payer au prix de son indépendance et autonomie politiques ; c'est-à-dire avec de la subordination à titre de contredon international. À cet effet, nous pouvons définir l'inclusion de la résolution Platt dans le texte constitutionnel de la nouvelle République de Cuba comme le contredon que le peuple et le gouvernement de Cuba ont dû offrir au peuple et au gouvernement des États-Unis en guise de réciprocité pour les efforts, les dépenses et les sacrifices réalisés au nom de *Cuba Libre*.

## Chapitre 4

### Révolution cubaine et dette de gratitude. Le cas de Cuba-URSS (1959-1963)

Sans l'Union soviétique, la Révolution cubaine n'existerait pas [...] C'est pourquoi il est logique que nous, les Cubains, sentions une profonde et éternelle *gratitude* envers le peuple soviétique (Fidel Castro, 1963)<sup>32</sup>.

#### 1. Introduction

La littérature spécialisée tend à définir la relation bilatérale entretenue par les États de Cuba et de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) pendant près de 30 ans comme une relation bilatérale de type patron-client (Connell-Smith, 1979). Certains affirment que Castro n'était qu'une « marionnette » (*a puppet*) au service de Moscou (Kennedy, 1969) et qu'il avait « trahi » la Révolution (Montaner, 2001) et offert la souveraineté de Cuba comme monnaie d'échange à une grande puissance étrangère au système interaméricain établi par l'Organisation des États Américains (OEA) (Connell-Smith, 1979). Pour d'autres, la dépendance économique et militaire de Cuba envers l'Union soviétique ne s'est pas nécessairement traduite par la subordination *totale* du régime de Castro à l'autorité politique

---

<sup>32</sup> Discours prononcé par Fidel Castro, Premier Secrétaire du Parti Uni de la Révolution Socialiste et Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire à la Place Rouge de Moscou, le 28 avril 1963.

En ligne: [DISCURSO PRONUNCIADO POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, PRIMER SECRETARIO DEL PARTIDO UNIDO DE LA REVOLUCION SOCIALISTA Y PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LA PLAZA ROJA DE MOSCU, EN EL GRAN ACTO DE BIENVENIDA QUE SE LE BRINDA A SU LLEGADA A MOSCU, EL 28 DE ABRIL DE 1963. \(cuba.cu\)](http://cuba.cu)

exercée par Moscou (Fagen, 1978). À juste titre, soutient Jacques Lévesque (1977 : 219), à l'exception de Cuba, « aucun autre État au sein du camp socialiste n'a confronté l'Union soviétique avec autant d'impunité ». Par conséquent, il semble difficile d'établir avec certitude l'existence d'une hiérarchie internationale de type patron-client entre ces deux États souverains.

L'objectif de ce chapitre est d'illustrer le potentiel heuristique de notre contribution théorique à la recherche sur le patronage en RI à l'aide de la relation bilatérale Cuba-URSS. Dans la première partie, nous faisons appel au modèle patron-client (MPC) dans le but d'identifier les bénéfices internationaux qui, selon cet outil conceptuel, devraient circuler entre l'Union soviétique, à titre de puissance patronale, et Cuba, à titre d'État client. Pour le rappel, le MPC affirme que les puissances patronales retirent trois types de bénéfices internationaux bien spécifiques de la relation patron-client, à savoir des avantages géostratégiques, de la solidarité internationale et de la convergence idéologique. Les États clients, pour leur part, obtiennent des bénéfices internationaux sous la forme de protection militaire et économique (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Sylvan et Majeski, 2003). Et, dans certains cas, le régime politique de l'État client peut faire usage de ces bénéfices pour accroître sa légitimité au niveau national (Stables, 1996).

Ce chapitre démontre, encore une fois, que le MPC est mal outillé pour établir l'existence d'une relation patron-client interétatique. Comme précité, ce modèle conceptuel ne permet pas d'établir une quelconque relation de causalité entre les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation et la norme de réciprocité. Par conséquent, la recherche sur le

patronage en RI doit s'attarder à identifier la force impérative qui, derrière l'échange de bénéfices internationaux, légitime l'autorité politique exercée par la puissance patronale et oblige les États subalternes à réciproquer la générosité de cette dernière avec de la subordination en guise de contredon. Cette thèse soutient que cette force impérative prend la forme d'une dette de gratitude contractée par l'État subalterne auprès de la puissance patronale par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international. Dans les pages suivantes, nous montrerons que Cuba a effectivement contracté une autre dette de gratitude auprès d'une grande puissance, et ce, pour la deuxième fois de son histoire contemporaine.

Pour rendre visible l'existence de cette dette de gratitude, l'analyse du discours politique est appliquée à non moins de 150 sources primaires, parmi lesquelles se trouvent des conversations, câbles et lettres diplomatiques, des constitutions politiques, des mémoires publiés, ainsi que des discours officiels prononcés par les représentants des États et des journaux à tirage hebdomadaire et quotidien. Les documents précités proviennent des collections digitales associées au *Wilson Center Digital Archive*, le *National Security Archive* et la *Digital Library of the Caribbean* de l'Université de Floride, qui travaille en partenariat avec la *Bibliothèque nationale de Cuba*. Les documents déclassifiés consultés ont été relayés par des institutions gouvernementales aussi diverses que :

- Les archives du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de la Russie
- L'Institut d'Histoire de Cuba
- Le Gouvernement de Cuba
- Le Département d'État des États-Unis
- L'Agence Centrale d'Intelligence (CIA) des États-Unis

Ces sources primaires ont été triangulées avec la recherche menée par les historiens de la Révolution cubaine et de la crise des missiles d'octobre 1962.

En analysant les pratiques discursives de principaux décideurs politiques de chaque État, nous endossons l'idée selon laquelle les émotions en relations internationales, comme la gratitude, sont localisées dans la première image des relations internationales ; c'est-à-dire dans l'expérience de décideurs politiques qui parlent, décident et agissent au nom de leurs États respectifs (Lowenheim and Heimann, 2008). Ce positionnement méthodologique est d'ailleurs cohérent avec la recherche sur le patronage dans des disciplines connexes, comme la politique comparée, qui circonscrivent l'étude du patronage au niveau des interactions personnelles ; c'est-à-dire « face-à-face » (Hilgers, 2011 ; Médard, 2000). C'est pourquoi nous portons une attention particulière aux conversations soutenues par les décideurs politiques qui exercent une influence significative sur l'élaboration et la conduite de la politique étrangère de leurs États respectifs. Non seulement ces décideurs politiques parlent au nom de leurs États, mais encore, ils prennent des décisions importantes dans le plus grand secret de la diplomatie internationale.

Notre analyse porte sur les échanges diplomatiques entretenus par les décideurs soviétiques et cubains lors d'un moment conflictuel de la relation bilatérale ; c'est-à-dire lorsque des divergences entre les deux gouvernements fragilisent la « fraternité » entre les deux nations dans cette période fondatrice. La crise intra-alliance observée survient au lendemain du dénouement de la crise des missiles de 1962, plus précisément pendant les mois d'octobre, de novembre et de décembre 1962. Durant cette période, les Cubains adoptent une posture

très critique à l'égard de Moscou et revendiquent leur droit à formuler une politique étrangère autonome et indépendante de l'URSS. En réponse aux critiques prononcées par le gouvernement cubain, les décideurs soviétiques réitèrent que les critiques ne sont pas les bienvenues et laissent planer l'idée selon laquelle Cuba avait contracté une dette de gratitude auprès de l'Union soviétique pour tous les efforts et sacrifices que cette dernière avait réalisés au nom de la Révolution cubaine. À bien des égards, affirment Nikita Khrouchtchev et Anastase Mikoyan, la Révolution existait *grâce* aux efforts déployés par l'Union soviétique en faveur de l'intérêt national de Cuba<sup>33</sup>. Le gouvernement révolutionnaire était non seulement en *gratia* avec l'URSS, mais aussi, dans l'obligation de se subordonner à l'autorité politique de Moscou en guise de gratitude.

Cette thèse aborde l'émotion de gratitude comme une émotion collective et sociale, plutôt que comme une émotion individuelle. C'est pourquoi il a fallu établir une claire distinction entre l'émotion de gratitude que ressentent et expriment les individus entre eux<sup>34</sup> et la gratitude politique ressentie et exprimée par l'État de Cuba à l'égard de l'Union soviétique. Cette thèse s'intéresse uniquement à l'« éternelle gratitude » exprimée par le « peuple de Cuba » à l'égard du « peuple de l'Union soviétique »<sup>35</sup> pour tous les efforts accomplis dans la défense et la protection de la Révolution cubaine.

---

<sup>33</sup> Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev, December 11, 1962 (document/115171).  
En ligne: [Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>34</sup> L'échange de cadeaux personnels entre les décideurs politiques des deux États était une pratique courante durant les premières années de la relation bilatérale. Après la réception de cadeaux personnels, il s'ensuit généralement une déclaration de gratitude à l'égard du donneur. Cette forme de gratitude ne constitue pas l'objet d'étude de cette thèse.

<sup>35</sup> Discours prononcé par Fidel Castro, Premier Secrétaire du Parti Uni de la Révolution Socialiste et Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire à la Place Rouge de Moscou, le 28 avril 1963.

## 2. Le modèle Patron-Client à l'épreuve de la relation Cuba-URSS

L'alignement de la Révolution cubaine avec Moscou est généralement considéré comme un changement de « patrons » dans la région de Caraïbes (Connell-Smith, 1979 : 17). Or, l'existence d'une relation patron-client entre ces deux États souverains semble difficile à établir puisque, selon certains, la dépendance économique et militaire de Cuba envers l'URSS n'a pas nécessairement entraîné la subordination *totale* de Castro à l'autorité politique de Moscou (Lévesque, 1977). En effet, l'autonomie politique que le gouvernement de Cuba revendique et manifeste à l'égard de l'Union soviétique peut être considérée comme l'une des principales caractéristiques de cette relation bilatérale, notamment en ce qui a trait à l'exportation de la Révolution cubaine en Amérique latine et aux critiques que Castro adresse aux partis communistes orthodoxes latino-américains (Bolender, 2012 ; Zubok, 2007). Dans cette perspective, l'autonomie politique démontrée par Castro dans certains enjeux des relations internationales semble remettre en question la croyance selon laquelle Cuba est en effet un « satellite » du communisme international (Lévesque, 1977).

Dans cette section, nous testons le MPC à la lumière de la relation bilatérale Cuba-URSS. À titre de rappel, notons que le MPC soutient que la circularité de certains bénéfices internationaux entre deux États souverains témoigne de l'existence d'une relation bilatérale de type patron-client.

---

En ligne: [DISCURSO PRONUNCIADO POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, PRIMER SECRETARIO DEL PARTIDO UNIDO DE LA REVOLUCION SOCIALISTA Y PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LA PLAZA ROJA DE MOSCU, EN EL GRAN ACTO DE BIENVENIDA QUE SE LE BRINDA A SU LLEGADA A MOSCU, EL 28 DE ABRIL DE 1963. \(cuba.cu\).](#)

a. Bénéfices pour la puissance patronale : l'URSS

Selon les théoriciens du MPC, l'Union soviétique aurait dû retirer de la relation bilatérale avec Cuba des bénéfices internationaux qui prennent la forme d'avantages géostratégiques vis-à-vis la puissance patronale rivale — les États-Unis —, et de gestes de convergence idéologique et de solidarité internationale qui, en raison de leur nature symbolique, contribuent au prestige international de l'URSS au sein de la société internationale d'États.

i. Avantages géostratégiques

La recherche sur le patronage interétatique affirme que les puissances patronales offrent de l'aide militaire et économique à leurs États clients pour obtenir des avantages géostratégiques vis-à-vis d'autres puissances patronales rivales (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989; 1993; Stables ; 1996). Par conséquent, les puissances patronales qui élaborent et conduisent une politique étrangère visant l'adhésion d'États clients s'attendent à ce que ces derniers prennent position dans la compétition internationale et qu'ils mettent à leur disposition des espaces territoriaux destinés à la construction de bases militaires ayant pour mission l'équilibrage de la puissance de frappe stratégique de la puissance patronale rivale. C'est pourquoi la relation bilatérale Cuba-URSS doit être analysée à la lumière de la guerre froide que se livrent les États-Unis et l'Union soviétique depuis 1945. Il faut surtout garder à l'esprit que la Révolution cubaine triomphe dans une configuration internationale où la coopération intergouvernementale se traduit par un jeu à somme nulle ; c'est-à-dire que les gains obtenus par un bloc équivalent à des pertes pour l'autre bloc. Et, dans une telle

configuration, la valeur géostratégique de Cuba aux yeux de l'Union soviétique est incommensurable.

D'une part, l'île de Cuba se trouve à 90 milles du territoire des États-Unis et sa position géographique dans le Golfe du Mexique constitue un atout géostratégique pour les puissances militaires en temps de guerre totale. En effet, l'île de Cuba est géographiquement située dans l'une des principales routes maritimes employées par les forces armées nord-américaines pour s'approvisionner en armes, en pétrole et en soldats en temps de guerre (Paterson, 1989). Par conséquent, l'établissement de bases militaires soviétiques sur le territoire de Cuba s'avère un gain relatif de grande importance pour l'URSS en cas de confrontation militaire avec les États-Unis, qui pratique à son égard une politique d'endiguement. À cet égard, l'établissement de bases militaires permanentes sur le territoire de Cuba permettrait à l'URSS d'accroître sa puissance de frappe stratégique<sup>36</sup> et aux forces navales soviétiques de bloquer l'accès aux principales routes d'approvisionnement utilisées par les forces armées étasuniennes — expérience que les Soviétiques vécurent en 1962 durant la crise des missiles —.

La Révolution cubaine triomphe le 1<sup>er</sup> janvier 1959. Et, tout au long de l'année 1959, Moscou observe la situation politique à Cuba avec prudence, puisque les ambitions hégémoniques de l'Union soviétique sont circonscrites par la doctrine de la « coexistence pacifique » avec les membres de l'OTAN et l'évitement de toute confrontation militaire

---

<sup>36</sup> Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union Presidium Protocol 71, December 03, 1962 (document/115094)

En ligne: [Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union Presidium Protocol 71 | Wilson Center Digital Archive](#)

directe avec les États-Unis (Zubok, 2007). Par conséquent, l'intrusion de l'URSS dans la zone d'influence traditionnelle des États-Unis était peu probable en 1959. Toutefois, derrière le désir de coexister pacifiquement avec l'Occident, Moscou soutient ouvertement les mouvements de libération nationale dans le Tiers-Monde et investit massivement dans les économies des pays sous-développés hors de l'influence directe de Washington afin de les attirer vers la zone d'influence soviétique.

Mais, en 1960, les décideurs soviétiques voient l'opportunité de s'attirer un nouvel allié dans l'hémisphère occidental et décident de s'immiscer dans le conflit qui oppose La Havane à Washington. Le premier représentant de l'Union soviétique à effectuer une visite officielle à Cuba après 1959 est le vice-premier ministre de l'URSS, Anastase Mikoyan, qui se rend à La Havane en février 1960 avec le prétexte d'inaugurer l'exposition scientifique tenue par l'URSS et de consolider les relations commerciales avec le régime de Castro. C'est au cours de cette visite que les deux États signent le premier d'un ensemble d'accords totalisant 100 millions de dollars destinés à l'achat de sucre cubain et d'équipements industriels provenant de l'Union soviétique (Schoultz, 2009). À partir de ce moment, le gouvernement de Cuba trouve du côté de l'Union soviétique le financement que le gouvernement des États-Unis refuse de lui octroyer lorsque le premier ministre, Fidel Castro, formule directement la demande au vice-président Richard Nixon.

Cette coopération commerciale se combine rapidement d'une généreuse coopération militaire. Ainsi, en plus d'un accès soutenu aux capitaux financiers soviétiques et aux marchés commerciaux du camp socialiste, Moscou offre au gouvernement révolutionnaire

un « chèque en blanc » destiné à l'achat de « matériaux spéciaux », voire des équipements militaires, qui seront finalement offerts « gratuitement » (Fursenko et Naftali, 1997). On voit donc que l'engagement de l'URSS vis-à-vis la protection militaire de Cuba devient de plus en plus explicite à partir de l'été 1960. Le premier secrétaire de l'URSS, Nikita Khrouchtchev, brandit à cette époque la menace, pour le moins rhétorique, de recourir aux armes nucléaires pour assurer la protection de Cuba face à une intervention militaire de la part des États-Unis. Pour 1962, l'aide militaire apportée par l'URSS avait permis au gouvernement de Cuba d'accroître ses capacités militaires défensives et offensives au point de dépasser celles de tous les autres États de la région, à l'exception des États-Unis<sup>37</sup>. Et, à l'aube de la crise des missiles, c'est-à-dire en octobre 1962, Moscou avait réussi à introduire près de 150 missiles balistiques nucléaires et plus de 40 000 soldats dans le plus absolu secret (Roberts, 1999 : 58).

Il est aujourd'hui reconnu que les dirigeants soviétiques poursuivaient des intérêts nationaux bien précis avec l'insertion des armes nucléaires à Cuba, comme l'équilibrage de la puissance américaine et la mise en échec de la doctrine Monroe<sup>38</sup>. Il est donc facile d'imaginer la nature des avantages géostratégiques obtenus par l'URSS comme conséquence de la coopération militaire informelle établie avec le gouvernement de Cuba à partir de l'année 1960, surtout si l'on tient compte que la crise des missiles s'est soldée par un *quiproquo* géostratégique entre les seuls gouvernements des États-Unis et de l'URSS — retrait des missiles nucléaires de Cuba en échange du retrait des missiles étasuniens en

---

<sup>37</sup> Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan, November 04, 1962 (document/110961)

En ligne: [Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>38</sup> *Ibid.*

Turquie —. On comprend mieux pourquoi l'aide militaire et économique octroyée par l'URSS à Cuba est la plus grande aide internationale jamais offerte par Moscou à un autre État, soit-il socialiste ou non (Paterson, 1989 ; Hussain, 2005). Certes, l'URSS avait la puissance de frappe nécessaire pour atteindre le territoire des États-Unis en cas de conflit nucléaire et, à bien des égards, il lui était moins coûteux d'investir dans les missiles intercontinentaux que d'installer des missiles nucléaires à Cuba<sup>39</sup>. Toutefois, les décideurs soviétiques ont reconnu tacitement que l'emplacement de missiles balistiques nucléaires à Cuba visait non seulement l'équilibrage de la puissance nucléaire américaine (Zubok, 2007), mais aussi l'établissement d'un pied à terre dans l'hémisphère occidental<sup>40</sup>.

## ii. Solidarité internationale et convergence idéologique

Les théoriciens du MPC postulent que, au-delà des avantages géostratégiques, les puissances patronales espèrent obtenir des bénéfices internationaux leur permettant d'accroître leur prestige et leur influence dans le système international (Stables, 1996; Carney, 1993; 1989; Shoemaker and Spanier, 1984). C'est pour cette raison que les dirigeants de la puissance patronale s'attendent à ce que les représentants de l'État subalterne performant des gestes de reconnaissance et d'appréciation pour les bénéfices reçus, des gestes qui prennent la forme de convergence idéologique et de solidarité

---

<sup>39</sup> Report of the Conversation by Carlos Rafael Rodriguez with Nikita Khrushchev, and Anastas Mikoyan, on December 11, 1962 (document/110770).

En ligne: [Report of the Conversation by Carlos Rafael Rodriguez with Nikita Jruschov, with the Presence of Anastas Mikoyan on 11 December 1962 | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>40</sup> Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union Presidium Protocol 71, December 03, 1962 (document/115094).

En ligne: [Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union Presidium Protocol 71 | Wilson Center Digital Archive](#)

internationale (Stables, 1996) autour des enjeux critiques à la stratégie globale de la puissance patronale (Carney, 1989 ; 1993). Dans cette perspective, le « virage socialiste » de la Révolution cubaine peut s’entendre comme un geste performatif dans lequel se combinent « convergence idéologique » et « solidarité internationale ». À juste titre, la confirmation du « caractère socialiste » de la Révolution cubaine<sup>41</sup>, l’adhésion de Fidel Castro au marxisme-léninisme<sup>42</sup> et l’institutionnalisation de la « dictature du prolétariat » comme forme de régime politique<sup>43</sup>, témoignent toutes les trois de l’alignement idéologique de La Havane sur Moscou.

L’historiographie de la Révolution cubaine situe les causes de ce virage dans l’hostilité militaire, économique et diplomatique réservée par le gouvernement des États-Unis à l’égard du gouvernement révolutionnaire depuis les premiers mois de l’année 1959 (Paterson, 1989 ; Livingston, 2009 ; Bolender, 2012 ; Guerra, 2018). Dans cette perspective, la politique étrangère déployée par les administrations d’Eisenhower et de Kennedy à l’égard de Cuba pousse les membres de l’aile radicale du Mouvement du 26 Juillet (M-26-

---

<sup>41</sup> Discours prononcé par Fidel Castro Ruz, Président de la République de Cuba, lors des funérailles des victimes causées par des bombardements provenant des États-Unis, le 16 avril 1961.

En ligne : [Discurso pronunciado por Fidel Castro Ruz, Presidente de Doble República de Cuba, en las honras fúnebres de las víctimas del bombardeo a distintos puntos de la república, efectuado en 23 y 12, frente al cementerio de Colón, el día 16 de abril de 1961.](#)

<sup>42</sup> Discours prononcé par Fidel Castro Ruz, Président de la République de Cuba, dans la Plaza de la Revolución José Martí pour proclamer Cuba comme un territoire libre d’analphabétisme, le 22 décembre 1961.

En ligne : [Discurso pronunciado por Fidel Castro Ruz, Presidente de la República de Cuba, en la concentración celebrada en la Plaza de la Revolución “José Martí”, para proclamar a Cuba Territorio Libre de Analfabetismo, el 22 de diciembre de 1961.](#)

<sup>43</sup> Discours prononcé par Fidel Castro, Premier Secrétaire du Parti Uni de la Révolution Socialiste et Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire à la Place Rouge de Moscou, le 28 avril 1963.

En ligne : [DISCURSO PRONUNCIADO POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, PRIMER SECRETARIO DEL PARTIDO UNIDO DE LA REVOLUCION SOCIALISTA Y PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LA PLAZA ROJA DE MOSCU, EN EL GRAN ACTO DE BIENVENIDA QUE SE LE BRINDA A SU LLEGADA A MOSCU, EL 28 DE ABRIL DE 1963. \(cuba.cu\).](#)

7) dans les « bras protecteurs » de l'Union soviétique (Paterson, 1989). Autrement dit, le virage socialiste de la Révolution cubaine peut s'entendre comme la conséquence directe de l'« état de siège » imposé par les États-Unis sur le gouvernement révolutionnaire à partir de 1960 (Bolender, 2012). Que Fidel Castro ait qualifié la Révolution de « socialiste » le 16 avril 1961, lors des funérailles nationales célébrées en hommage aux victimes de bombardements perpétrés par des exilés cubains avec le soutien de Washington, constitue une preuve de cela. Déjà à cette époque, il est de plus en plus évident que la survie du régime à La Havane dépend du soutien économique, militaire et diplomatique offert par Moscou<sup>44</sup>.

Et les décideurs à Moscou sont prêts à soutenir la Révolution anti-impérialiste. Mais, en échange, ils s'attendent à ce que les décideurs cubains montrent de la reconnaissance et de l'appréciation envers l'URSS pour l'assistance offerte de manière altruiste et gratuite. Plus précisément, Moscou s'attend à ce que le gouvernement à La Havane performe de gestes exprimant de la solidarité internationale et de l'alignement idéologique. Cette performance est surtout visible à partir des années 1960, période où débute le processus d'alignement idéologique, et ce, malgré l'existence de divergences importantes quant au rôle que joue la lutte armée dans la guerre contre l'impérialisme nord-américain et à la passivité de partis communistes latino-américains. À cet effet, les révolutionnaires cubains ont une vision des relations internationales plus proche de la vision révisionniste promue par Beijing que de la doctrine de la coexistence pacifique prônée par Moscou. Mais, si Mao Tse-Dong accuse ouvertement l'attitude passive de Moscou, au point de provoquer la rupture de la relation

---

<sup>44</sup> Telegram de Nikita Khrushchev to Anastas Mikoyan, November 11, 1962 (document/115098)  
En ligne: [Telegram from Nikita Khrushchev to Anastas Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

sino-soviétique en 1960, Castro montrera un peu plus de prudence et s'alignera progressivement avec Moscou (Zubok, 2007).

Cet alignement prendra deux formes. D'une part, la solidarité entre les États de Cuba et de l'Union soviétique devient de plus en plus manifeste dans les relations internationales, au sein de forums internationaux, comme l'ONU, où les diplomates soviétiques défendent les intérêts nationaux de Cuba dans le Conseil de sécurité à l'aide de nombreuses résolutions présentées au nom de la Révolution cubaine (Fursenko et Naftali, 1997) et à la demande expresse du gouvernement révolutionnaire<sup>45</sup>. Pour sa part, Fidel Castro devient le porte-parole de l'Union soviétique dans le Mouvement des pays non-alignés, s'aligne avec Moscou dans le conflit sino-soviétique et soutient l'invasion de Prague par l'Union soviétique en 1968 (Katz, 1983 ; Fagen, 1978). Le gouvernement révolutionnaire s'engage par ailleurs dans un processus de transformation politique et sociale qui conduit inévitablement à la « soviétisation » de Cuba au milieu des années 1960. Ce processus d'alignement institutionnel se consolide autour de la création du *Partido Unido de la Revolución Socialista* (PURS — Parti Uni de la Révolution Socialiste) en 1962, qui deviendra plus tard le *Partido Comunista de Cuba* en 1965 (PCC — Parti Communiste de Cuba). En 1976, le gouvernement révolutionnaire finit par adopter la première constitution de la République de Cuba depuis son arrivée au pouvoir en 1959, laquelle non seulement rend constitutionnel le caractère socialiste de la Révolution cubaine, mais encore, promeut la croyance selon laquelle la relation bilatérale qui existe entre les États de Cuba et de

---

<sup>45</sup> Journal de S.M. Kudryavtsev, «Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 28 April 1961, June 09, 1961 (document/188144).

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 28 April 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

l'URSS est fondée sur l'esprit de l'« internationalisme socialiste », l'« amitié fraternelle » et la « coopération mutuelle »<sup>46</sup>.

Dans un contexte d'isolement politique régional, il est difficile de déterminer si ces gestes d'alignement idéologique et de solidarité internationale sont sincères ou, tout simplement, le produit d'une stratégie purement instrumentale mise en place par le gouvernement révolutionnaire pour soutirer des bénéfices internationaux. Nous pouvons toutefois affirmer que, à partir de 1962, la dépendance militaire et économique du gouvernement révolutionnaire à La Havane envers l'URSS est presque totale. Washington avait réussi à isoler le gouvernement de Cuba dans la région des Amériques, comme en témoigne son expulsion de l'Organisation des États Américains (OEA) en 1962 grâce à l'exercice d'une politique étrangère nord-américaine basée sur le « chantage » (*blackmail*) des gouvernements latino-américains<sup>47</sup>. Et, comme la Révolution dépendait *quasi* exclusivement de l'assistance militaire et économique apportée par Moscou, le gouvernement révolutionnaire à La Havane n'avait pas d'autre alternative que d'accepter la protection militaire et économique offerte par l'Union soviétique et d'apprécier cette générosité par l'intermédiaire de gestes affectueux exprimant de la « sympathie »<sup>48</sup> et de la « fraternité » entre les peuples et les gouvernements de Cuba et de l'Union soviétique<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> Voir *Constitution de la République de Cuba de 1976*.

En ligne : [Constitución-de-la-República-de-Cuba-1976.pdf \(gob.cu\)](#)

<sup>47</sup> Report on US Policy toward Cuba, March 15, 1962 (document/114513).

En ligne: [Report on US Policy toward Cuba | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>48</sup> Journal de S.M. Kudryavtsev, « Record of a Conversation with Prime Minister Fidel Castro Ruz, 27 April 1961 », June 03, 1961 (document/188143).

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister Fidel Castro Ruz, 27 April 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>49</sup> Journal de S.M. Kudryavtsev, « Record of a Conversation with Fidel Castro, 31 August 1960 », September 15, 1960 (document/188133).

## b. Bénéfices pour l'État client : Cuba

Les théoriciens du MPC soutiennent que les États subalternes se subordonnent à l'autorité politique de la puissance patronale en guise de réciprocité pour les bénéfices militaires et économiques obtenus de la relation bilatérale (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Sylvan et Majeski, 2003 ; Zaman, 2015). Et, dans certains cas, le gouvernement de l'État client fait usage de l'aide internationale obtenue de la relation bilatérale pour accroître sa légitimité aux yeux de la population nationale. C'est pourquoi, affirme Richard Stables (1996), la puissance patronale veille à ce que le régime client utilise de manière appropriée les ressources militaires et économiques qui lui ont été offertes.

### i. Protection militaire

La Révolution cubaine triomphe dans un contexte international marqué par l'hostilité militaire, économique et diplomatique des États-Unis, ainsi que de la plupart d'États latino-américains membres de l'OEA et européens. Keith Bolender (2012) affirme justement que la Révolution cubaine fait face à un « état de siège » qui menaçait la survie et l'existence d'un processus de transformation sociale et politique soutenu de manière « apothéotique »<sup>50</sup> par le peuple de Cuba. Par conséquent, la survie du régime révolutionnaire à La Havane dépendait, surtout dans les premières années de la Révolution, de sa capacité à organiser les forces armées et à dissuader les menaces provenant des territoires des États-Unis et d'autres

---

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Fidel Castro, 31 August 1960' | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>50</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 9 janvier 1959.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](#)

États latino-américains, comme le Guatemala ou le Panama<sup>51</sup>. À bien des égards, les forces armées révolutionnaires qui triomphent sur la dictature de Fulgencio Batista le 1<sup>er</sup> janvier 1959 sont faiblement équipées pour faire face à la potentielle intervention nord-américaine et aux complots organisés par l'ex-dictateur depuis la République dominicaine<sup>52</sup>.

En effet, l'embargo que les États-Unis imposent sur la livraison et la vente d'armes en 1958 est non seulement en vigueur en 1959, mais aussi renforcé par les diverses manœuvres extraterritoriales déployées par Washington avec l'objectif de limiter l'acquisition d'armes par le gouvernement de Cuba sur le marché international<sup>53</sup>. C'est dans cet ordre d'idées que le 4 mars 1960, le navire *La Coubre*, qui transportait des grenades et d'autres matériaux militaires en direction de Cuba depuis la Belgique, explose dans le port de La Havane, faisant près de 40 morts et plus de 70 blessés<sup>54</sup>. Lors des funérailles nationales célébrées en honneur aux victimes de l'explosion, le premier ministre Fidel Castro accuse publiquement le gouvernement des États-Unis d'avoir planifié le « sabotage » pour priver la Révolution d'armes défensives<sup>55</sup>. Quelques jours plus tard, l'administration Eisenhower réagit à la

---

<sup>51</sup> Cuban Intelligence Report, March 17, 1961 (document/115185).

En ligne : [Cuban Intelligence Report | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>52</sup> Discours prononcé par le Commandant Fidel Castro Ruz dans le Parc Céspedes à Santiago de Cuba, le 1<sup>er</sup> janvier 1959.

En ligne : [DISCURSO PRONUNCIADO POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, EN EL PARQUE CÉSPEDES DE SANTIAGO DE CUBA, EL 1RO](#)

<sup>53</sup> Discours prononcé par le Commandant Fidel Castro Ruz, Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire, lors des funérailles célébrées en honneur aux victimes de l'explosion du navire *La Coubre*, le 5 mars 1960.

En ligne : [PALABRAS PRONUNCIADAS POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LAS HONRAS FUNEBRES DE LAS VICTIMAS DE LA EXPLOSION DEL BARCO "LA COUBRE", EN EL CEMENTERIO DE COLON, EL 5 DE MARZO DE 1960. \(cuba.cu\)](#)

<sup>54</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 5 mars 1960.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](#)

<sup>55</sup> Discours prononcé par le Commandant Fidel Castro Ruz, Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire, lors des funérailles célébrées en honneur aux victimes de l'explosion du navire *La Coubre*, le 5 mars 1960.

déclaration de Castro et formalise un plan d'intervention militaire contre le régime à La Havane (Lamrani, 2013).

Au lendemain du sabotage du navire *La Coubre* et des déclarations publiques à l'encontre du gouvernement des États-Unis, Castro adresse un message à Moscou dans lequel il affirme que, compte tenu des circonstances entourant la Révolution cubaine, « tout geste de solidarité provenant du gouvernement de l'Union soviétique serait accepté avec *gratitude* » (Cité en Fursenko et Naftali, 1997 : 65) [nos italiques]. Les dirigeants à Moscou, qui avaient déjà répondu favorablement aux demandes du gouvernement révolutionnaire par le passé lors de la restructuration des Forces armées révolutionnaires (FAR) en 1959 (Fursenko et Naftali, 1997 ; Yoffre, 2014), réaffirment la coopération militaire entre les deux États. Cette coopération militaire, il faut le dire, permettra aux forces armées révolutionnaires d'obtenir une victoire sur les exilés cubains entraînés par la CIA, le Pentagone et la Maison-Blanche, à la Baie de Cochons en 1961. Notons qu'il s'agit d'une coopération militaire de nature informelle puisque les États de Cuba et de l'Union soviétique n'ont jamais formalisé leur coopération intergouvernementale au sein d'un traité de défense commun. Qui plus est, Cuba n'a jamais été invitée à intégrer le Pacte de Varsovie.

Cependant, le caractère informel de cette coopération intergouvernementale n'a pas empêché le gouvernement de Cuba de bénéficier de l'aide militaire la plus généreuse jamais apportée par l'Union soviétique à un autre État. En retour, le gouvernement révolutionnaire

---

En ligne : [PALABRAS PRONUNCIADAS POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ. PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LAS HONRAS FUNEBRES DE LAS VICTIMAS DE LA EXPLOSION DEL BARCO "LA COUBRE", EN EL CEMENTERIO DE COLON, EL 5 DE MARZO DE 1960. \(cuba.cu\)](#)

n'a payé qu'une infime partie, car la majorité du matériel militaire soviétique lui a été offert presque gratuitement. Ainsi, l'*Accord secret relatif à l'échange de matériaux spéciaux* signé entre les gouvernements de Cuba et de l'Union soviétique le 4 août 1961 stipule que :

Le gouvernement de l'Union soviétique remettra au gouvernement de Cuba, pour les années 1961-1962, les matériaux spéciaux dont la valeur totale est de 48,5 millions des dollars américains [...] Sur cette somme, le gouvernement de Cuba ne paiera que 6 millions de dollars [...] L'Union soviétique offre au gouvernement de Cuba un crédit de 6 millions de dollars pour payer cette somme avec un taux d'intérêt annuel de 2 % [...] L'Union soviétique assume par ailleurs les coûts relatifs à l'envoi des spécialistes soviétiques pour assister les forces armées cubaines dans l'utilisation des armes et des matériaux spéciaux remis au gouvernement de Cuba [...] ainsi que le coût de toutes les dépenses liées à la préparation et à la manutention des spécialistes cubains qui visiteront l'Union soviétique.<sup>56</sup>

Une année plus tard, l'Union soviétique annule « toutes les dettes contractées par le gouvernement de Cuba » et garantit « la remise de matériaux spéciaux prévus [...] *gratuitement* », et ce, par l'intermédiaire d'un autre accord secret signé le 13 juillet 1962<sup>57</sup> [nos italiques].

La portée de cette gratuité n'est compréhensible que si l'on tient compte du contexte international qui entoure la signature d'accords secrets entre les États de Cuba et de l'Union soviétique depuis les années 1960, et plus particulièrement depuis 1961. En effet, à partir

---

<sup>56</sup> Secret Agreement Between Cuba and the USSR Regarding Exchange of Special Materials, August 04, 1961 (document/110877).

En ligne : [Secret Agreement Between Cuba and the USSR Regarding Exchange of Special Materials | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>57</sup> Secret Agreement July 13, 1962 (document/110878).

En ligne : [Secret Agreement July 13, 1962 | Wilson Center Digital Archive](#)

de janvier 1961, le gouvernement des États-Unis décide, unilatéralement, de mettre fin aux relations diplomatiques avec le gouvernement de Cuba. Et, trois mois plus tard, le 16 avril 1961, Castro riposte en confirmant publiquement le caractère socialiste de la Révolution cubaine lors des funérailles célébrées en hommage aux victimes de bombardements provenant du territoire des États-Unis<sup>58</sup>. Le lendemain, le 17 avril 1961, près de 1400 exilés cubains, entraînés et armés par la CIA, interviennent militairement à Cuba, à la Baie des Cochons. L'objectif de l'intervention militaire est de mettre fin au régime de Castro et de le remplacer avec un gouvernement favorable aux intérêts nationaux et régionaux des États-Unis (Paterson, 1989). Or, les milices révolutionnaires dirigées par Fidel Castro, dotées d'équipements militaires soviétiques<sup>59</sup>, remportent la victoire en moins de 72 heures et capturent près de 1000 prisonniers qui, pour rendre la situation un peu caricaturesque, seront échangés contre de la nourriture et des médicaments (Bolender, 2012).

Après la victoire remportée à la Baie des Cochons, Fidel Castro craint que l'administration de Kennedy s'engage dans une nouvelle offensive militaire contre Cuba. Et l'histoire lui donne raison, car, au lendemain de la défaite des exilés, Kennedy ordonne l'élaboration d'un plan d'actions subversives contre Cuba, qui est approuvé au début de l'année 1962. L'objectif poursuivi par le projet *Opération Mangouste (The Cuba Project)*<sup>60</sup> était

---

<sup>58</sup> Discours prononcé par Fidel Castro Ruz, Président de la République de Cuba, lors des funérailles des victimes causées par des bombardements provenant des États-Unis, le 16 avril 1961.

En ligne : [Discurso pronunciado por Fidel Castro Ruz, Presidente de Doble República de Cuba, en las honras fúnebres de las víctimas del bombardeo a distintos puntos de la república, efectuado en 23 y 12, frente al cementerio de Colón, el día 16 de abril de 1961.](#)

<sup>59</sup> Journal de S.M. Kudryavtsev, «Record of a Conversation with Prime Minister Fidel Castro Ruz and President Osvaldo Dorticos Torrado, 22 April 1961 (document/188142).

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister Fidel Castro Ruz and President Osvaldo Dorticos Torrado, 22 April 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>60</sup> The Cuba Project, Program Review by Brig. Gen. Landsdale, 20 February 1962, Office of the Secretary of Defense, Washington.

d'exploiter au maximum l'insatisfaction populaire créée par les sanctions économiques et l'embargo imposé sur l'île dans le but de provoquer une rébellion populaire qui, avec l'appui de mouvements anticastristes, finisse par faire tomber le régime de Castro pour octobre 1962. Les actions contenues dans ce projet, quoique plus sophistiquées comparativement à celles prioritaires durant l'année 1961, poursuivent les mêmes objectifs ; c'est-à-dire la création de « petits territoires libérés » par des groupes armés contrerévolutionnaires et l'établissement d'un gouvernement provisoire qui demanderait la reconnaissance internationale des États-Unis et d'autres États dans la région<sup>61</sup>.

Cependant, la découverte de missiles balistiques nucléaires soviétiques sur le territoire de Cuba le 14 octobre 1962 fait échouer les plans de l'administration Kennedy. Une semaine plus tard, le 21 octobre 1962, Kennedy accuse publiquement les gouvernements de l'Union soviétique et de Cuba d'avoir installé « perfidement » des armes offensives qui mettent en péril la sécurité nationale des États-Unis et la stabilité politique de l'hémisphère (Kennedy, 1969). C'est ainsi que débute la crise qui, de l'avis de Castro, devait mener le monde au bord de la guerre nucléaire si les États-Unis intervenaient militairement à Cuba<sup>62</sup>.

---

En ligne: [National-Security-Archive-Doc-11-General-Edward.pdf \(gwu.edu\)](#)

<sup>61</sup> Cuban Intelligence Report, April 15, 1961 (document/115187).

En ligne: [Cuban Intelligence Report | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>62</sup> Telegram from Fidel Castro to N. S. Khrushchev, October 26, 1962 (document/114501).

En ligne: [Telegram from Fidel Castro to N. S. Khrushchev | Wilson Center Digital Archive](#)

## ii. Protection économique

Lorsque les troupes révolutionnaires prennent le pouvoir en janvier 1959, la dépendance économique de Cuba envers les États-Unis est presque totale. Les Américains monopolisent l'exploitation de principales industries cubaines et importent sur le marché étasunien près d'un tiers de la production totale du sucre cubain (Lamrani, 2013). Pour le dire autrement, à la fin des années 1950, le marché étasunien est récepteur de près de 74 % des exportations cubaines alors que 65 % des importations cubaines proviennent des États-Unis (Paterson, 1989 : 127). Et les bénéfices de cette coopération commerciale et économique sont tels que, pour cette période, Cuba présente des indicateurs macro-économiques bien supérieurs à ceux de la majorité de pays latino-américains et de certaines économies européennes (Lamrani, 2013). Cependant, les inégalités économiques et sociales au niveau national persistent, particulièrement dans les zones rurales où près du 60 % de la population est analphabète, vit sous le seuil de la pauvreté et souffre de nombreuses problématiques de santé liées à une alimentation déficiente (Yoffre, 2014 ; Lamrani, 2013 ; Bolender, 2012 ; Montaner, 2001). Par conséquent, lorsque les États-Unis décident de rompre les relations commerciales avec Cuba en 1960, le gouvernement révolutionnaire se retrouve avec des problèmes économiques qui non seulement mettent en péril la survie de la Révolution cubaine, mais aussi, favorisent l'application de politiques nationales peu attractives, comme le rationnement de produits destinés à la consommation<sup>63</sup>. En effet, Washington espérait provoquer rapidement l'effondrement du régime de Castro comme conséquence de

---

<sup>63</sup> From the Journal de S.M. Kudryavtsev, "Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 13 April 1961", April 28, 1961 (document/188140).

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 13 April 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

l'insatisfaction populaire provoquée par la pénurie de ressources et l'implémentation de politiques économiques restrictives.

À l'origine de sanctions économiques imposées par Washington se trouvent les réformes économiques et sociales introduites par le gouvernement révolutionnaire dès son arrivée au pouvoir. Il s'agit des réformes que le nouveau régime considérait comme étant indispensables au développement économique et social de la nation cubaine. Parmi les principales réformes adoptées se trouve la loi de Réforme agraire, qui fut approuvée le 17 mai 1959 et venait réduire la quantité maximale de lots de terre que les propriétaires terriens pouvaient concentrer à des fins d'exploitation. Ce faisant, la réforme affecte directement les nombreuses compagnies nord-américaines dont la concentration de propriété terrienne dépasse les limites imposées par la loi. Parmi les compagnies touchées par cette réforme se trouve la *United Fruit Company*, célèbre par son implication dans le coup d'État orchestré par le gouvernement des États-Unis contre le gouvernement de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1953, et ce, comme conséquence d'un projet de réforme agraire moins radical que le projet de loi introduit par le gouvernement révolutionnaire. Mais, à l'égard de Cuba, l'administration d'Eisenhower pratique plutôt une politique étrangère basée sur l'application de sanctions économiques qui conduisent progressivement vers l'application d'un embargo total sur l'économie cubaine à partir de février 1962 (Hussain, 2005).

Cet embargo total sur l'économie cubaine trouve ses origines dans une série de sanctions introduites à partir de 1959. En effet, en juin 1959, l'administration Eisenhower décide de réduire l'achat du quota sucrier cubain en riposte à la portée de la réforme agraire du 17 mai

1959. Deux mois plus tard, l'*American Foreign Power Company*, compagnie d'électricité nord-américaine opérant à Cuba, annule un investissement de 15 millions de dollars à la demande expresse de Washington. L'objectif de cette mesure est de riposter à la réduction de 30 % du tarif d'électricité introduite par le gouvernement révolutionnaire. En 1960, Washington se désengage de l'achat de 700 000 tonnes de sucre et confirme que la réduction des importations du sucre cubain se poursuivra pour l'année 1961. Cette même année, la Maison-Blanche brise unilatéralement les relations diplomatiques avec Cuba et le Congrès des États-Unis finit par approuver le *Foreign Assistance Act*, loi qui, d'une part, interdit au gouvernement des États-Unis d'assister le gouvernement de Cuba et, d'autre part, autorise le président des États-Unis à imposer un embargo total sur les relations commerciales entre les deux pays (Lamrani, 2013 : 24). Le 3 février 1962, l'administration Kennedy impose finalement un embargo total sur les importations cubaines en faisant appel à l'autorité que lui confère l'*Ordre exécutif 3447*, le *Foreign Assistance Act* de 1961 et le *Trading with the Enemy Act* de 1917.

Aux effets de l'embargo économique sur l'économie cubaine s'ajoutent les déficiences d'un modèle productif qui montre assez rapidement les signes avant-coureurs de son improductivité et de son incapacité à générer les biens de consommation nécessaires à la population (Guerra, 2012). Alors, assiégé de l'extérieur et incapable de se développer économiquement de l'intérieur, le gouvernement révolutionnaire n'a d'autre alternative que de se tourner vers l'Union soviétique pour assurer sa survie, voire sa reproduction sociale. Et Moscou vient à la rescousse de l'économie cubaine en reprenant, à un coût faramineux, la place délaissée par les États-Unis (Paterson, 1989). À titre d'exemple, on doit noter que,

à partir de l'année 1960, Moscou promet l'achat de plus de 1 million de tonnes du sucre pour les années suivantes (Walters, 1966 : 74). Alors, si la balance commerciale entre les deux pays dépasse à peine les 2 millions de dollars à la fin des années 1950 (Fagen, 1978), la situation est totalement différente en 1962, car 82 % des exportations cubaines débouchent sur le marché socialiste et 85 % des importations cubaines proviennent de ce dernier (Paterson, 1989 : 139). Cependant, l'aide économique apportée par l'Union soviétique, bien que vitale pour réduire les effets de sanctions économiques et pour assurer la longévité du régime socialiste implémenté par Fidel Castro<sup>64</sup>, s'est avérée « insuffisante » pour garantir le développement économique et industriel de la nation cubaine (Paterson, 1989).

### iii. Légitimité politique

Richard Stables (1996) soutient que, dans certains cas bien spécifiques, les bénéfices économiques et militaires obtenus de la relation bilatérale permettent au régime client de se légitimer aux yeux de la population nationale. Par conséquent, il convient de s'interroger sur la possibilité que le gouvernement révolutionnaire ait fait usage des bénéfices internationaux obtenus de l'Union soviétique pour accroître la légitimité du virage socialiste de la Révolution, voire d'un processus de transformation politique et sociale qui se voulait au départ démocratique et anticommuniste.

---

<sup>64</sup> Memorandum on Cuba Policy, 25 April 1963, The National Security Archive, George Washington University.  
En ligne: [National-Security-Archive-Doc-10-John-McCone.pdf \(gwu.edu\)](https://www.nsa.gov/Portals/0/images/stories/doclib/John-McCone.pdf)

En effet, le mouvement révolutionnaire qui triomphe sur les forces armées du dictateur Fulgencio Batista en 1959 est à la base un mouvement « éclectique » et « bourgeois », voire « anarchique »<sup>65</sup>, constitué d'organisations aussi diverses que le Mouvement du 26 Juillet (M-26-7) — dirigé par Fidel Castro —, le Directoire révolutionnaire — dirigé par José Antonio Echevarría jusqu'à sa mort le 13 mars 1957 —, et le Parti Socialiste Populaire (PSP) —, déclaré illégal par Batista en 1952. Qui plus est, le gouvernement qui s'est constitué dès le 1<sup>er</sup> janvier 1959 à La Havane est non seulement formé par de « conservateurs modérés », mais encore, tend à exclure les membres du PSP à cause de leurs liens historiques avec Batista et leur positionnement à l'encontre de méthodes de lutte révolutionnaire utilisées par le M-26-7 (Fursenko et Naftali, 1997 ; Montaner, 2001 ; Bolender, 2012 ; Guerra, 2012 ; Yoffre, 2014). Par ailleurs il semble de plus en plus évident qu'il n'y a pas de liens directs entre le M-26-7 et le PSP à l'aube de la Révolution cubaine<sup>66</sup>. C'est la raison pour laquelle certains observateurs affirment que la Révolution a été « trahie » par Fidel Castro (Montaner, 2001 ; Kennedy, 1969).

Tout au long de l'année 1959, les dirigeants du gouvernement révolutionnaire affirment publiquement que la Révolution cubaine est de nature démocratique et anticommuniste. Le commandant du M-26-7, Camilo Cienfuegos, soutient en janvier 1959, dans le but de rassurer le peuple de Cuba quant au caractère démocratique du processus révolutionnaire, qu'il y a seulement trois soldats communistes au sein du M-26-7<sup>67</sup>. Le Dr Jorge Mañach,

---

<sup>65</sup> Cuban Communist Party Official Lázaro Peña, Report to the Italian Communist Party (PCI), Information on the Political Situation in Cuba, December 03, 1958 (document/115425).

En ligne: [Cuban Communist Party Official Lazaro Peña, Report to the Italian Communist Party \(PCI\), 'Information on the Political Situation in Cuba' | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 10 janvier 1959.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](#)

intellectuel cubain de renommée internationale, confirme devant la presse et l'opinion publique internationales que Fidel Castro n'est pas communiste<sup>68</sup>. Le commandant d'origine argentine, Ernesto « Ché » Guevara, rejette aussi à cette époque l'étiquette de communiste sous prétexte que toute alliance avec l'Union soviétique brimerait la souveraineté de Cuba, en raison notamment du caractère « interventionniste » de cette grande puissance<sup>69</sup>. Au mois de mars 1959, Fidel Castro réaffirme lui-même qu'il n'y a pas de « pénétration communiste » dans le gouvernement révolutionnaire<sup>70</sup>; une idée qui est aussi confirmée par le ministre de Finances, Rufo López Fresquet<sup>71</sup>, ainsi que par l'article du journaliste Herbert Matthews publié par le New York Times<sup>72</sup>.

Toutefois, la présence d'un nombre important de membres du PSP dans les forces armées révolutionnaires et le gouvernement à La Havane à partir de l'été 1959 provoque la frustration de certaines figures clés au sein du mouvement révolutionnaire, comme c'est le cas du célèbre commandant Hubert Matos, condamné par Fidel Castro à 20 ans de prison pour trahison à la Révolution cubaine (Guerra, 2012). En effet, la cooptation de cadres communistes dans les postes clés du gouvernement révolutionnaire se poursuit durant les années suivantes sous prétexte que la Révolution avait besoin de leur expertise organisationnelle et politique pour assurer une meilleure gouvernance. Castro savait que la présence de cadres communistes dans les postes clés du gouvernement lui permettait de

---

<sup>68</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 11 janvier 1959.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 8 mai 1959.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

<sup>71</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 23 avril 1959.

En ligne : [Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

<sup>72</sup> Voir *Diario de la marina*, édition du 17 juillet 1959.

[Diario de la marina - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](http://Digital Library of the Caribbean (dloc.com))

soutirer un engagement militaire et économique plus généreux de la part de l'Union soviétique. Il était donc dans l'obligation de légitimer le virage socialiste de la Révolution pour pouvoir implémenter des politiques de défense nationale qui, par leur portée et nature, limitaient les droits fondamentaux de la majorité de Cubains (Guerra, 2012).

Pour y parvenir, Castro montre à maintes reprises de l'appréciation et de la reconnaissance envers l'assistance militaire et économique apportée par l'URSS dans ses discours publics. Il insiste particulièrement sur le rôle significatif que cette assistance de nature « fraternelle » et « solidaire » joue dans le contournement de difficultés économiques créées par les sanctions économiques imposées par le gouvernement des États-Unis<sup>73</sup>. À l'aide de ce discours, Castro ambitionne non seulement souligner l'importance de l'aide économique apportée par l'Union soviétique, mais aussi, semer des sentiments de reconnaissance et d'appréciation à l'égard de l'altruisme et de la générosité de l'Union soviétique chez la population cubaine<sup>74</sup>. Chaque geste altruiste provenant de l'URSS est donc mobilisé par Castro dans le but de renforcer les sentiments de sympathie, de fraternité et de gratitude que le peuple de Cuba pouvait ressentir et exprimer à l'égard d'un gouvernement qui lui était jusque-là inconnu et distant, voire contraire à la culture républicaine qui émergea en 1902. Mais, à force de marteler de la propagande politique en faveur de l'Union soviétique, le peuple de Cuba finit par internaliser la croyance selon laquelle l'existence et l'indépendance

---

<sup>73</sup> From the Journal of S.M. Kudryavtsev, "Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 4 July 1961", July 12, 1961 (document/188149).

En ligne: [From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 4 July 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>74</sup> From the Journal de S.M. Kudryavtsev, "Record of a Conversation with Fidel Castro, 31 August 1960", September 15, 1960 (document/188133).

[From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Fidel Castro, 31 August 1960' | Wilson Center Digital Archive](#)

de l'État de Cuba sont étroitement liées au destin de l'Union soviétique et du communisme international. C'est pourquoi, affirma Ernesto « Ché » Guevara en 1961, l'hostilité des États-Unis contre Cuba avait contribué à rallier la population derrière la Révolution<sup>75</sup>. À bien des égards, l'alliance avec l'URSS a permis au gouvernement révolutionnaire de contourner les effets néfastes de l'agression impérialiste<sup>76</sup>.

### 3. La dette de gratitude : Cuba doit l'existence de la Révolution à l'URSS

Sans doute, les États de Cuba et de l'Union soviétique ont tous les deux bénéficié de la relation bilatérale établie à partir des années 1960, et ce, dans les termes soulignés par le MPC. Toutefois, il est impossible d'affirmer que nous sommes en présence d'une relation patron-client interétatique, puisqu'il n'y a pas de relation de causalité entre les bénéfices internationaux qui circulent dans la relation bilatérale, la norme de réciprocité inhérente au patronage et la subordination de l'État de Cuba à l'autorité politique de l'Union soviétique.

Cette thèse affirme que les relations patron-client interétatiques émergent lorsque trois conditions sont remplies : 1) il existe une dette de gratitude au sein de la relation bilatérale ; 2) la puissance patronale fait usage de ladite dette pour exercer de l'autorité politique sur l'État subalterne ; et 3) l'État subalterne se subordonne à l'autorité politique exercée par la

---

<sup>75</sup> Memorandum of Conversation between Ernesto Che Guevara and Chinese Ambassador Shen Jian, Havana, December 01, 1962 (document/115075).

En ligne: [Memorandum of Conversation between Ernesto 'Che' Guevara and Chinese Ambassador Shen Jian, Havana | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>76</sup> From the Journal of S.M. Kudryavtsev, "Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 4 July 1961", July 12, 1961 (document/188149).

[From the Journal of S.M. Kudryavtsev, 'Record of a Conversation with Prime Minister of the Republic of Cuba Fidel Castro Ruz, 4 July 1961' | Wilson Center Digital Archive](#)

puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice reçu. Sur la base de cette proposition, cette section du chapitre démontre que ces trois conditions sont réunies dans le cas de la relation bilatérale Cuba-URSS. Comme nous verrons, la dette de gratitude contractée par l'État de Cuba auprès de l'Union soviétique est particulièrement visible dans les mois postérieurs au dénouement de la crise des missiles d'octobre 1962 ; c'est-à-dire lorsque le gouvernement de Cuba revendique des prérogatives souveraines face à une politique étrangère qu'il qualifie d'« opportuniste » et contraire à l'esprit de la souveraineté nationale de Cuba.

#### a. La crise des missiles de 1962

Selon les analyses classiques nord-américaines, axées généralement sur les modèles décisionnels et de dissuasion nucléaire, la crise des missiles d'octobre 1962 est le simple produit de la confrontation directe entre deux superpuissances nucléaires (Chomsky, 2010). Ainsi comprise, la crise débute le 14 octobre 1962, lorsque les missiles balistiques nucléaires de moyenne et de longue portée sont découverts par l'avion en mission de reconnaissance, et prend fin à la signature de l'accord secret convenu entre Moscou et Washington (Paterson, 1989). Or, depuis les années 1980 et 1990, un courant révisionniste montre à la lumière de l'expérience des vétérans américains, soviétiques et cubains, ainsi que de nouveaux documents déclassifiés par les trois gouvernements impliqués, que la crise des missiles est beaucoup plus complexe que l'historiographie classique américaine le laisse croire (Allyn *et al.*, 1989-90 ; Blight et Lang, 1995 ; Chomsky, 2010). En effet, l'un des aspects les plus négligés de l'historiographie classique concerne le rôle réservé à Cuba par

les historiens et les analystes nord-américains. Ces derniers considèrent que l'État de Cuba n'est qu'un simple « territoire » dans lequel les Soviétiques ont installé des armes offensives qui portaient atteinte à la sécurité nationale des États-Unis (Laffy et Weldes, 2008 ; Allyn *et al.*, 1989-90). Dans ce récit hégémonique, Cuba n'est jamais considéré comme un acteur à part entière. Par conséquent, les raisons qui poussèrent le gouvernement de Cuba à accepter l'offre faite par Moscou en 1962<sup>77</sup> n'ont pas été du tout considérées dans les analyses nord-américaines.

Les décideurs cubains, pour leur part, revendiquent une autre version de faits. Ils affirment que la crise des missiles ne débute pas en octobre 1962, mais plutôt en avril 1961, lorsque les exilés cubains interviennent militairement à la Baie des Cochons avec l'appui du gouvernement des États-Unis (Allyn *et al.*, 1989-1990). C'est pourquoi la manière dont la crise a été négociée et résolue a immédiatement causé leur indignation et contribué à l'apparition de divergences significatives entre les gouvernements de Cuba et de l'Union soviétique<sup>78</sup>. À titre de rappel, la crise des missiles prend fin lorsque le procureur général des États-Unis, Robert Kennedy et l'ambassadeur soviétique à Washington, Anatoly F. Dobrynin, s'accordent sur les termes qui mettent fin à ladite « crise » et garantissent le maintien de la paix internationale. L'administration Kennedy s'engage à retirer les missiles intercontinentaux placés en Turquie, à condition que cette dernière information ne soit pas révélée au grand public, et à ne pas soutenir d'intervention militaire à Cuba. En échange, Moscou s'engage à retirer les missiles balistiques nucléaires installés à Cuba, ainsi que

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Letter from Khrushchev to Fidel Castro, January 31, 1963 (document/114507).

En ligne: [Letter from Khrushchev to Fidel Castro | Wilson Center Digital Archive](#)

toutes les armes que le gouvernement des États-Unis considère de nature offensive sous la supervision de l'Organisation des Nations unies (Kennedy, 1969 ; Allyn *et al.*, 1989-90).

Les dirigeants cubains, exclus des négociations entre Washington et Moscou, réagirent avec indignation à la position privilégiée unilatéralement par les décideurs soviétiques et critiquèrent durement la manière dont l'Union soviétique avait procédé. À juste titre, les membres du gouvernement révolutionnaire à La Havane ne mesurent pas la portée de leurs mots lorsqu'ils font savoir à leurs homologues soviétiques que la posture de l'URSS dans la résolution de la crise des missiles était « méprisante » à l'égard de la souveraineté de Cuba<sup>79</sup>. Castro insiste longuement sur cet aspect dans les nombreuses conversations diplomatiques qui ont eu lieu dans les jours postérieurs au dénouement de la crise des missiles ; c'est-à-dire durant les mois d'octobre, novembre et décembre 1962. Lors d'une conversation que Fidel Castro entretient avec Anastase Mikoyan en novembre 1962, Castro affirme que :

Concessions on the part of the Soviet Union produced a sense of oppressiveness [...] A feeling of disappointment, bitterness and pain has appeared, as if we were deprived of not only the missiles, but of every symbol of solidarity [...] The decision was made without consultation, without coordinating it with our government [...] Since then our people began to address very sensitively the matter of sovereignty.<sup>80</sup>

---

<sup>79</sup> Memorandum of Conversation, A. I. Mikoyan with Osvaldo Dorticos, Ernesto Guevara, and Carlos Rafael Rodriguez, November 05, 1962.

En ligne: [Memorandum of Conversation, A.I. Mikoyan with Osvaldo Dorticos, Ernesto Guevara, and Carlos Rafael Rodriguez | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>80</sup> Notes of Conversation between A. I. Mikoyan and Fidel Castro, November 03, 1962 (document/110955)

En ligne: [Notes of Conversation between A.I. Mikoyan and Fidel Castro | Wilson Center Digital Archive](#)

La méfiance envers l'URSS s'installe peu à peu dans les rangs du gouvernement révolutionnaire à La Havane. Les dirigeants cubains sont convaincus que leurs homologues soviétiques avaient agi de manière opportuniste<sup>81</sup> et qu'ils « étaient des personnes sans principes » disposées à retirer leur générosité lorsque Cuba n'aura plus de valeur géostratégique à leurs yeux<sup>82</sup>.

Les divergences entre les gouvernements de Cuba et de l'URSS sont de nature très diverse. En plus du désaccord exprimé quant à la décision unilatérale de retirer les missiles du territoire de Cuba, les dirigeants cubains critiquent directement la permission octroyée par Moscou à l'ONU pour réaliser l'inspection de navires responsables de transporter les missiles vers l'URSS dans l'espace souverain de Cuba. À cet égard, le gouvernement révolutionnaire s'oppose à ce que l'inspection de navires soit effectuée dans les espaces aérien, territorial et maritime de Cuba. Castro considérait que ce genre de décision octroyait au gouvernement des États-Unis le droit de définir le genre d'armes défensives ou offensives qu'un État souverain, comme Cuba, pouvait posséder ou introduire sur son territoire. À son avis, la portée de cette « exigence nord-américaine » brimait de manière flagrante la souveraineté de Cuba<sup>83</sup> et provoquait chez les Cubains la même indignation que, jadis, l'imposition de la résolution Platt dans la Constitution de la République de Cuba de 1901. À bien des égards, affirmait le premier ministre de Cuba, la manière dont l'URSS

---

<sup>81</sup> Record of a Conversation between Mikoyan and Fidel Castro, Havana, November 13, 1962 (document/115099).

En ligne: [Record of Conversation between Mikoyan and Fidel Castro, Havana | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>82</sup> Memorandum of Conversation between Ernesto Che Guevara and Chinese Ambassador Shen Jian, Havana, December 01, 1962 (document/115075).

En ligne: [Memorandum of Conversation between Ernesto 'Che' Guevara and Chinese Ambassador Shen Jian, Havana | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>83</sup> Voir *Bohemia*, édition du 9 novembre 1962.

En ligne: [Bohemia - Digital Library of the Caribbean \(dloc.com\)](#)

avait résolu la crise « threatened the influence and prestige of the Cuban Revolution and the sovereign character of [the Cuban] country »<sup>84</sup>.

À la fin de l'année 1962, le gouvernement révolutionnaire est de l'avis que l'Union soviétique avait bafoué la souveraineté de Cuba par l'intermédiaire d'une politique étrangère unilatérale et soupçonne que Moscou avait procédé à l'emplacement de missiles sur le territoire de Cuba de sorte que les Américains puissent les découvrir facilement<sup>85</sup>. Bref, des considérations portant sur la capacité du gouvernement cubain à formuler et à déployer une politique étrangère autonome et indépendante à l'égard de Moscou se trouvent au cœur de divergences entre les gouvernements de Cuba et de l'URSS<sup>86</sup>.

#### b. Mais la Révolution existe grâce à l'Union soviétique

Les critiques adressées par les décideurs cubains à l'égard de la politique étrangère de Moscou ne sont pas réellement appréciées par la contrepartie soviétique. Cette dernière considère que les critiques sont injustifiées et qu'elles représentent la preuve du manque de reconnaissance et d'appréciation exprimé par les Cubains à l'égard de tous les efforts, dépenses et sacrifices, réalisés par l'Union soviétique au nom de la Révolution cubaine. En effet, le premier secrétaire de l'URSS, Nikita Khrouchtchev, soutient qu'il lui est difficile

---

<sup>84</sup> Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev, December 11, 1962 (document/116171).

En ligne: [Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>85</sup> Letter from Faure Chomon to Fidel Castro, November 25, 1962 (document/110773).

En ligne: [Letter from Faure Chomon to Fidel Castro | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>86</sup> Record of Conversation between Mikoyan and Fidel Castro, Havana, November 13, 1962 (document/115099)

En ligne: [Record of Conversation between Mikoyan and Fidel Castro, Havana | Wilson Center Digital Archive](#)

de comprendre les raisons pour lesquelles les Cubains ont une attitude aussi critique envers Moscou. À son avis, rétorquait-il, la Révolution cubaine avait survécu à l'agression impérialiste *grâce* au soutien militaire, économique et diplomatique offert par l'Union soviétique depuis les années 1960. À juste titre, les dirigeants soviétiques affirmaient sans cesse que l'URSS avait déployé les missiles balistiques nucléaires dans le seul but de garantir la « survie » et l'« existence » de la Révolution cubaine<sup>87</sup>. Par l'intermédiaire de ce récit, ils faisaient savoir aux dirigeants révolutionnaires que l'URSS avait octroyé au peuple et au gouvernement de Cuba l'existence de leur Révolution à titre de don international.

Lors d'une des conversations privées entretenues à Moscou avec le représentant du gouvernement de Cuba, Carlos Rafael Rodriguez, Nikita Khrouchtchev lui fait savoir, quoique de façon subtile, que les Cubains sont des ingrats et qu'ils ne savent pas apprécier la juste valeur de la victoire obtenue par l'URSS au nom de Cuba. Les Américains, insiste le mandataire soviétique, s'étaient engagés publiquement à ne pas soutenir d'intervention militaire à Cuba et avaient accepté la présence de troupes soviétiques à 90 milles de leur territoire. À cet égard, il affirme que :

We are convinced that if we had not placed missiles in Cuba, Cuba would already have been crushed [...] *We have sent men, weapons, and spent hundreds of millions of rubles on this war* [...] *Now there is the promise not to attack Cuba, now Cuba exists* [...] *We have dedicated all our efforts to saving Cuba* [...] and all the efforts and expenditures will be justified, in our judgement, since Cuba exists [...] *Only the missiles could contain the United States, only the fear* [...] *I did everything in the interest of Cuba*<sup>88</sup>. [nos italiques]

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev, December 11, 1962 (document/115171).

Afin de rassurer les décideurs cubains sur les bonnes intentions de l'URSS, les décideurs à Moscou avancent l'argument comme quoi les missiles nucléaires furent déployés dans le seul intérêt national de Cuba, du mouvement ouvrier international et du Marxisme-Léninisme<sup>89</sup>. Ils affirment par ailleurs que l'URSS n'avait pas procédé à l'emplacement des missiles sur Cuba avec l'intention de protéger le camp socialiste, pour la simple raison que le territoire de Cuba n'est pas adéquat pour l'établissement de bases militaires soviétiques, et ce, pour des raisons géographiques évidentes<sup>90</sup>. Alors, pour les mandataires soviétiques, les missiles balistiques nucléaires de moyenne et longue portée furent installés dans le seul but d'accroître les capacités défensives de la Révolution et pour dissuader toute intervention militaire provenant des États-Unis<sup>91</sup>.

Au cœur de ce récit, il faut reconnaître, se trouve une dette de gratitude contractée par le gouvernement révolutionnaire auprès de l'URSS ; une dette qui sera utilisée par Moscou pour taire les critiques à son égard et pour imposer son autorité politique dans la relation bilatérale. À cet égard, les décideurs soviétiques profitent de l'occasion pour faire savoir à leurs homologues cubains que toute preuve d'ingratitude, tout manque de reconnaissance et d'appréciation envers les efforts déployés par l'URSS au nom de la survie de la Révolution cubaine, peut provoquer le retrait de la générosité soviétique, voire la rupture de la relation

---

En ligne: [Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>89</sup> Telegram from Nikita Khrushchev to Anastas Mikoyan, November 11, 1962 (document/115098).

En ligne: [Telegram from Nikita Khrushchev to Anastas Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>90</sup> Meeting of the Secretary of the Communist Party of Cuba with Mikoyan in the Presidential Palace, November 04, 1962 (document/110879).

En ligne: [Meeting of the Secretary of the Communist Party of Cuba with Mikoyan in the Presidential Palace | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>91</sup> Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan, November 04, 1962 (document/110961).

En ligne: [Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

bilatérale. C'est lors d'une conversation entretenue par Mikoyan avec plusieurs représentants du gouvernement de Cuba en novembre 1962 que le dignitaire soviétique affirme ce qui suit :

*We thought that you would be satisfied by our act. We did everything so that Cuba would not be destroyed. We see your readiness to die beautifully, but we believe that it isn't worth dying beautifully [...] Cuba is powerful. You have no war. You have the support of the socialist camp [...] I thought that I understood the Cubans [...] I am afraid that when I return I will say I don't know them, and in fact I will not know them [...] Our stake in Cuba is huge in both material and moral sense, and also in a military regard. Think about it, are we really helping you out of [our] overabundance? Do we have something extra? We don't have enough for ourselves. No, we want to preserve the base of socialism in Latin America. You were born as heroes, before a revolutionary situation ripened in Latin America, but the camp of socialism still has not grown into its full capability to come to your assistance. We give you ships, weapons, people, fruits and vegetables. China is big, but for the time being it is still a poor country<sup>92</sup>. [nos italiques]*

Un jour plus tôt, le 4 novembre 1962, Mikoyan confirme que le gouvernement de l'Union soviétique avait décidé unilatéralement d'octroyer à Cuba une nouvelle aide économique et militaire très généreuse. Ce jour, peut-être avec l'intention d'amadouer les dirigeants cubains, Mikoyan soutient que :

*We were and are considering to be our duty, a duty of communists, to do everything necessary to defend the Cuban revolution, to frustrate the imperialist plans [...] The CC CPSU discussed the situation in Cuba and decided, without your request – you are very modest and try not to disturb us by requests – to undertake some measures in order to strengthen our help to Cuba.*

---

<sup>92</sup> Memorandum of Conversation, A. I. Mikoyan with Osvaldo Dorticos, Ernesto Guevara, and Carlos Rafael Rodriguez, November 05, 1962 (document/110969).

En ligne: [Memorandum of Conversation, A.I. Mikoyan with Osvaldo Dorticos, Ernesto Guevara, and Carlos Rafael Rodriguez](#) | [Wilson Center Digital Archive](#)

*If before you were receiving part of weapons on credit and only a portion of armaments free of charge, now we decided to supply you gratis with weapons [...] The same thing can be said regarding food and manufactured goods [...] Speaking very frankly, we have been giving to you everything without counting<sup>93</sup>. [nos italiques]*

L'indignation que les Cubains auraient pu ressentir à l'égard de décisions unilatérales prises par Moscou s'effritait face à la générosité de l'URSS. Castro ne pouvait aucunement ignorer que l'URSS avait respecté la promesse de protéger la Révolution cubaine et que, grâce au soutien de Moscou et du camp socialiste, Cuba avait réussi à accroître ses capacités militaires défensives, ainsi que son prestige international, surtout dans la région des Amériques. Par conséquent, affirmaient les dirigeants soviétiques, c'est grâce au soutien apporté par l'Union soviétique que la Révolution cubaine pouvait désormais devenir un « exemple » régional et mondial<sup>94</sup>.

À partir de l'année 1963, un changement remarquable se produit dans la posture du gouvernement révolutionnaire à l'égard de l'URSS. Les décideurs cubains finissent par adhérer à l'argument selon lequel l'Union soviétique avait agi conformément à l'intérêt national de Cuba<sup>95</sup> et semblent mieux disposés à montrer les sentiments de gratitude que Moscou espérait recevoir de leur part. Les décideurs à La Havane étaient en effet conscients

---

<sup>93</sup> Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan, November 04, 1962, History and Public Policy Program Digital Archive, Russian Foreign Ministry archives, obtained and translated by NHK television, copy provided by Philip Brenner; translation by Aleksandr Zaemsky slightly revised.

En ligne: [Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>94</sup> Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuba Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev, December 11, 1962 (document/115171).

En ligne: [Documents Concerning Conversations in Moscow between Cuban Communist Official Carlos Rafael Rodriguez and Soviet Leader Nikita Khrushchev | Wilson Center Digital Archive](#)

<sup>95</sup> Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan, November 05, 1962 (document/110980).

En ligne: [Memorandum of Conversation between Castro and Mikoyan | Wilson Center Digital Archive](#)

du fait que Cuba avait contracté « une dette de gratitude avec l'Union soviétique pour tous les efforts réalisés [au] nom » de la survie de la Révolution (Membre du gouvernement révolutionnaire cité en Allyn *et al.*, 1989-90 : 141). Et ces sentiments de gratitude politique, exprimés par les décideurs cubains au nom du peuple et de l'État de Cuba à l'égard de l'Union soviétique, sont particulièrement visibles dans le premier discours que Fidel Castro prononce à la Place Rouge de Moscou le 28 avril 1963. Dans ce discours, Fidel Castro reconnaît officiellement que :

*Sans l'existence de l'Union soviétique, la Révolution cubaine n'existerait pas [...] Si l'Union soviétique n'existait pas, les impérialistes auraient étranglé la révolution à cause de la famine que l'embargo économique aurait provoquée. C'est donc grâce à l'existence de l'URSS que la Révolution cubaine a pu survivre à l'embargo économique [...] l'Union soviétique achète notre sucre [...] nous donne du pétrole [...] et nous facilite les armes dont nous avons besoin [...] et c'est grâce à ces armes que nous avons pu vaincre [...] l'agression impérialiste contre notre peuple [...] C'est pourquoi il est logique que nous, les Cubains, sentions une profonde et éternelle gratitude envers le peuple soviétique<sup>96</sup>. [nos italiques]*

Alors, pour la deuxième fois au cours de son histoire contemporaine, l'État de Cuba contracte une dette de gratitude auprès d'une grande puissance avec des ambitions hégémoniques. Pour une deuxième fois, l'État de Cuba est lié au destin des puissances patronales par des sentiments de gratitude.

---

<sup>96</sup> Discours prononcé par Fidel Castro, Premier Secrétaire du Parti Uni de la Révolution Socialiste et Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire à la Place Rouge de Moscou, le 28 avril 1963.

En ligne: [DISCURSO PRONUNCIADO POR EL COMANDANTE FIDEL CASTRO RUZ, PRIMER SECRETARIO DEL PARTIDO UNIDO DE LA REVOLUCION SOCIALISTA Y PRIMER MINISTRO DEL GOBIERNO REVOLUCIONARIO, EN LA PLAZA ROJA DE MOSCU, EN EL GRAN ACTO DE BIENVENIDA QUE SE LE BRINDA A SU LLEGADA A MOSCU, EL 28 DE ABRIL DE 1963. \(cuba.cu\)](#)

#### 4. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'illustrer la valeur heuristique de notre conceptualisation des relations patron-client interétatiques en tant que hiérarchies internationales fondées sur une dette de gratitude à l'aide de la relation bilatérale Cuba-URSS. Pour y parvenir, ce chapitre a procédé en deux temps. Dans la première section, le MPC a été mis à l'épreuve à l'aide de la relation Cuba-URSS. Nous concluons que les bénéfices internationaux identifiés par le MPC circulent bel et bien dans la relation bilatérale Cuba-URSS. L'Union soviétique a bénéficié des avantages géostratégiques face à la puissance patronale rivale de la guerre froide, les États-Unis, ainsi que de la performance de gestes de solidarité internationale et de convergence idéologique de la part du gouvernement de Cuba, surtout avec le virage socialiste de la Révolution cubaine. L'État de Cuba a pour sa part bénéficié de la protection militaire, économique et diplomatique offerte par l'Union soviétique à partir de 1960. Le gouvernement révolutionnaire a d'ailleurs fait usage de bénéfices obtenus pour accroître la légitimité de ce virage socialiste aux yeux de la population nationale. Toutefois, le MPC ne nous permet pas d'établir avec certitude l'existence d'une relation patron-client interétatique entre les États de Cuba et des États-Unis puisqu'il nous est impossible de déterminer si les bénéfices internationaux offerts par l'État subalterne circulent sur la base d'une obligation de réciprocité.

Pour faire avancer la recherche sur le patronage en RI, cette thèse soutient que les relations patron-client interétatiques émergent lorsque trois conditions sont remplies. D'abord, une dette de gratitude, contractée par l'État subalterne à l'égard de la puissance patronale doit exister au cœur de la relation bilatérale. Ensuite, la puissance patronale doit faire usage de

ladite dette de gratitude pour établir son autorité politique dans la relation et extraire de la subordination de la part de l'État client. Finalement, l'État subalterne doit se subordonner à l'autorité politique de la puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice international reçu au cours de la relation bilatérale. Ce chapitre démontre que ces trois conditions sont présentes dans la relation bilatérale Cuba-URSS. L'État de Cuba a en effet contracté une dette de gratitude auprès de l'Union soviétique par l'intermédiaire des efforts, dépenses et sacrifices, que l'URSS a réalisés en défense de la Révolution cubaine. En 1962, les Cubains étaient en *gratia* avec l'URSS et, par conséquent, dans l'obligation de réciproquer la générosité et l'altruisme soviétiques avec de la subordination à titre de contredon international.

## Conclusion

Cette thèse part du constat selon lequel la réflexion théorique sur le patronage interétatique n'a pas reçu suffisamment d'attention dans la discipline des Relations internationales (RI) (Stables, 1996 ; Zaman, 2015). En effet, les efforts de théorisation sur le patronage interétatique ont été jusqu'alors circonscrits au modèle patron-client (MPC), introduit dans les RI dans les années 1980 par la voie des études sur la politique étrangère de grandes puissances et d'États subalternes (Carney, 1989 ; 1993). Les théoriciens du MPC affirment que deux États, en tant qu'acteurs unitaires et rationnels, établissent une relation bilatérale de type patron-client dans le but d'obtenir certains bénéfices internationaux spécifiques. Les grandes puissances espèrent obtenir des bénéfices sous la forme d'avantages géostratégiques, de convergence idéologique et de solidarité internationale. Les États subalternes espèrent pour leur part bénéficier de la protection militaire et économique offerte par les puissances patronales. Et, dans certains cas, les gouvernements des États clients font usage de ces bénéfices internationaux pour accroître leur légitimité aux yeux de la population nationale (Shoemaker et Spanier, 1984 ; Carney, 1989 ; 1993 ; Stables, 1996 ; Sylvan et Majeski, 2003 ; Jaffrelot, 2012 ; Ciorciari, 2013 ; Veenendaal, 2014 ; Zaman, 2015). Ce faisant, les théoriciens du MPC embrassent une épistémologie rationaliste axée sur les gains absolus retirés de cet échange social aux bénéfices internationaux.

## 1. L'argument, la démonstration et les apports aux RI

Le premier chapitre a soutenu que les théoriciens du MPC empruntent une démarche analytique qui conduit à des explications simplistes et tautologiques. Ils soutiennent en effet que les relations bilatérales de type patron-client entre deux États souverains peuvent être mises au jour à l'aide d'une double démarche empirique. En premier lieu, l'analyste des relations internationales doit être en mesure d'identifier les quatre caractéristiques empiriques suivantes au sein de la dyade interétatique : 1) l'asymétrie de capacités militaires et économiques ; 2) la réciprocité des échanges en termes de bénéfices internationaux ; 3) l'affection sous forme d'alignement idéologique et de gestes de solidarité ; et 4) la subordination de l'État subalterne à l'autorité politique exercée par la puissance patronale en guise de réciprocité. Christopher Carney (1989 ; 1993) soutient en effet que la présence plus au moins significative de ces quatre éléments dans une relation bilatérale témoignerait de l'existence d'une relation patron-client interétatique. À cela s'ajoute bien évidemment une démarche explicative centrée sur la circularité de bénéfices internationaux précités, de sorte que la relation patron-client interétatique est généralement conceptualisée par les théoriciens du MPC à l'image des anthropologues et politologues comparatistes ; c'est-à-dire comme un simple « mode de régulation de ressources » (Eisenstadt et Roniger, 1980).

Or, nous avons démontré que cette démarche théorique et conceptuelle est défailante parce qu'elle est dans l'impossibilité d'établir une quelconque relation de causalité entre trois facteurs, qui sont à l'origine de relations patron-client interétatiques, à savoir 1) l'autorité politique exercée par la puissance patronale ; 2) la subordination de l'État client ; et 3) la norme de réciprocité. Certes, les théoriciens du MPC affirment que cette relation de

causalité constitue l'un des aspects fondamentaux de la relation patron-client interétatique (Carney, 1993). Mais, ils n'ont pas été en mesure d'apporter la preuve empirique démontrant que la subordination de l'État client est la conséquence directe de la norme de réciprocité, voire le produit d'un quelconque bénéfice international. Par conséquent, le MPC ne permet pas d'attester de l'existence d'une relation bilatérale de type patron-client entre deux États souverains.

Pour résoudre cet état de fait, cette thèse soutient qu'il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser les relations bilatérales de type patron-client comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude. Le deuxième chapitre a ainsi étayé les piliers conceptuels et théoriques d'un programme de recherche qui vise à faire avancer la recherche sur le patronage en RI. Le chapitre a soutenu que les hiérarchies patron-client interétatiques s'érigent sur une dette de gratitude contractée par l'État subalterne auprès de la puissance patronale, et ce, par l'intermédiaire d'un bénéfice international lui ayant été offert de manière altruiste et intentionnelle par cette dernière. Cette définition a non seulement le mérite d'être inclusive de toutes les caractéristiques empiriques identifiées par le MPC, ce qui facilite considérablement son dépassement comme outil conceptuel, mais encore, tend à insérer la recherche sur le patronage interétatique au sein de deux tournants théoriques de la discipline des RI : les tournants hiérarchique et émotionnel.

L'argument ici défendu veut que la logique de fond qui structure les hiérarchies patron-client interétatiques soit celle de l'économie du don et du contredon. À cet effet, les États qui offrent de l'aide militaire et économique à d'autres États s'attendent à recevoir quelque

chose d'équivalent en retour, en général de la subordination. Les hiérarchies internationales de type patron-client sont donc des structures politiques internationales qui s'érigent sur les trois obligations sociologiques identifiées par Marcel Mauss au début du 20<sup>e</sup> siècle, à savoir l'obligation de donner, de recevoir et de réciproquer. Mais, contrairement à Mauss, qui offre une explication magique et religieuse de l'économie du don et du contredon, cette thèse endosse une épistémologie émotionnelle et affirme que la « force impérative » (Komter, 2004) qui, derrière l'échange social de bénéfices internationaux, légitime, d'une part, l'autorité politique exercée par la puissance patronale et, d'autre part, oblige l'État client à réciproquer avec de la subordination à titre de contredon international, prend la forme d'une émotion de nature morale et coercitive : l'émotion de gratitude. Sur cette base théorique et conceptuelle, il est affirmé que les théoriciens des RI peuvent attester de l'existence d'une relation bilatérale de type patron-client lorsque trois conditions sont remplies. D'abord, la relation bilatérale doit se caractériser par l'existence d'une dette de gratitude contractée par l'État client auprès de la puissance patronale par l'intermédiaire d'un quelconque bénéfice international. Ensuite, la puissance patronale doit faire usage de ladite dette de gratitude pour exercer de l'autorité politique dans la relation bilatérale. Et, finalement, l'État client doit se subordonner à l'autorité politique exercée par la puissance patronale en guise de gratitude pour un quelconque bénéfice international reçu au cours de la relation bilatérale.

Pour démontrer la valeur heuristique de cette proposition théorique et conceptuelle, cette thèse a privilégié une démarche méthodologique de nature qualitative, comparative et interprétative. Cette démarche méthodologique est cohérente avec la recherche sur le patronage interétatique en RI (Zaman, 2015 ; Veenendaal, 2014), les hiérarchies

internationales (Zarakol, 2017; Lake, 2017; Pouliot, 2017) et les émotions dans les relations internationales (Bleiker et Hutchison, 2021; Koschut, 2018). L'analyse a porté principalement sur les pratiques discursives formulées par les décideurs des États constitutifs de notre échantillon, en l'occurrence les États de Cuba, des États-Unis et de l'URSS, et ce, durant les premières années de la relation bilatérale. Les pratiques discursives analysées sont contenues dans près de 300 sources primaires, parmi lesquelles se trouvent des conversations privées tenues par les représentants de chaque État, ainsi que des lettres et des câbles diplomatiques, des constitutions politiques, des mémoires publiées et des journaux à tirage quotidien et hebdomadaire. Notez que les sources primaires ont été relayées par de nombreuses institutions gouvernementales, comme le Département d'État des États-Unis, l'Institut d'Histoire du gouvernement de Cuba et les archives du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de la Russie. Elles ont été aussi triangulées avec un bon nombre de sources secondaires portant sur la guerre hispano-cubaine-américaine de 1898, la Révolution cubaine et la crise des missiles de 1962.

À la lumière de l'évidence empirique consultée, cette thèse est en mesure de conclure que l'État de Cuba a effectivement socialisé dans deux hiérarchies internationales de type patron-client au cours de son histoire contemporaine, d'abord avec les États-Unis, ensuite avec l'Union soviétique. Les deux relations bilatérales étaient notamment fondées sur des dettes de gratitude contractées par l'État de Cuba auprès de deux puissances patronales, et ce, par l'intermédiaire des bénéficiaires internationaux bien spécifiques. Les deux puissances patronales ont aussi fait appel aux dettes de gratitude pour exercer de l'autorité politique sur le gouvernement de Cuba et ainsi limiter sa capacité à formuler et à conduire une politique

étrangère autonome et indépendante. C'est justement à cause de cette ingérence de la part de grandes puissances que les deux relations bilatérales sont marquées par la présence de deux crises politiques internes, voire deux crises qui se caractérisent par la présence de revendications souveraines de la part du gouvernement de Cuba.

La première des crises est traitée dans le troisième chapitre et concerne les divergences qui apparaissent entre les gouvernements de Cuba et des États-Unis en 1901, lorsque les délégués de l'Assemblée constitutionnelle de Cuba refusent d'inclure la résolution Platt dans la toute première Constitution de la République de Cuba sous prétexte que ladite résolution brimait la souveraineté de la future nation souveraine. À cet égard, la résolution Platt octroyait au gouvernement des États-Unis le droit d'intervenir dans les affaires internes de la République de Cuba et limitait la capacité du gouvernement cubain à formuler et à conduire une politique étrangère autonome et indépendante de Washington, surtout à l'égard de puissances européennes. En riposte, les représentants de la Maison-Blanche affirment publiquement que les Cubains sont des ingrats, parce qu'ils n'apprécient pas la juste valeur des efforts et des sacrifices que le peuple et le gouvernement des États-Unis ont réalisés au nom de l'indépendance de Cuba. Alors, comme conséquence de cette ingratitude, le gouvernement des États-Unis menace de retirer sa générosité présente et future et de maintenir le régime militaire imposé sur l'île de Cuba en 1899. Mais, en 1902, les Cubains finissent par acquiescer aux exigences nord-américaines et appuient la décision d'inclure la résolution Platt dans le premier texte constitutionnel de la République de Cuba sous prétexte que le peuple et le gouvernement de Cuba étaient dans l'obligation morale d'honorer la dette de gratitude contractée auprès du peuple et du gouvernement des États-Unis pour ce qu'ils

avaient réalisé au nom de *Cuba Libre*. Par conséquent, la relation bilatérale de type patron-client entre les États de Cuba et des États-Unis s'est fondée sur la croyance selon laquelle Cuba devait son indépendance aux États-Unis.

La deuxième des crises étudiées se déroule durant les mois d'octobre, novembre et décembre 1962 et implique les gouvernements de Cuba et de l'Union soviétique. Cette crise au sein de l'alliance informelle est déclenchée par deux facteurs principaux en lien avec la résolution de la crise des missiles d'octobre 1962. En effet, la décision unilatérale prise par les décideurs soviétiques quant au retrait de missiles balistiques nucléaires sans l'aval du gouvernement de Cuba et les conditions entourant leur transportation vers l'URSS soulève de nombreuses questions chez les dirigeants cubains sur les réels objectifs poursuivis par Moscou. Pendant les jours qui suivirent le dénouement de la crise des missiles, les représentants du gouvernement de Cuba sont convaincus que les stratèges soviétiques avaient introduit les missiles balistiques nucléaires de moyenne et longue portée dans le seul but d'obtenir des avantages géostratégiques, et ce, au détriment de la souveraineté de Cuba. Qui plus est, ils affirmaient explicitement que la posture de l'Union soviétique brimait de manière flagrante la souveraineté de Cuba, voir la capacité du gouvernement révolutionnaire à formuler et à conduire une politique étrangère autonome et indépendante de Moscou.

Les critiques et les revendications souveraines formulées par les dirigeants cubains indisposent les homologues soviétiques qui, à titre de riposte, accusent les Cubains d'ingratitude et de ne pas reconnaître la juste valeur de gains obtenus par l'Union soviétique

au nom de la Révolution cubaine. En effet, les décideurs soviétiques affirmaient que la présence de missiles balistiques nucléaires et d'effectifs militaires soviétiques à Cuba avait réussi à accomplir la mission, car l'URSS avait pu soutirer un engagement de non-agression de la part du gouvernement des États-Unis. Ces missiles, affirmait Nikita Khrouchtchev, avaient en effet assuré la survie et l'existence de la Révolution cubaine. Alors, pour les décideurs soviétiques, Cuba avait contracté une dette de gratitude auprès du peuple et du gouvernement de l'Union soviétique pour tous les efforts, sacrifices et dépenses, réalisés au nom de la survie et l'existence de la Révolution cubaine. Toute forme d'ingratitude envers l'URSS, laissait entrevoir Anastase Mikoyan durant les nombreuses conversations entretenues avec les représentants du gouvernement de Cuba en 1962, pouvait conduire au retrait de la générosité et de l'altruisme soviétiques.

Pour 1963, le premier ministre de Cuba, Fidel Castro, n'avait d'autre alternative que d'exprimer publiquement, à la Place Rouge à Moscou, l'« éternelle gratitude » ressentie par le peuple et le gouvernement de Cuba envers le peuple et le gouvernement de l'Union soviétique pour tous les efforts réalisés au nom de l'existence de la Révolution cubaine. Alors, tel un effet de déjà-vu, la relation bilatérale entretenue par les États de Cuba et de l'URSS s'est aussi fondée sur la croyance selon laquelle Cuba devait l'existence de sa Révolution à l'Union soviétique.

## 2. Perspectives de recherche futures

Jusque-là, cette thèse est principalement concernée par la nature ontologique des relations patron-client de type interétatique. Elle soutient qu'il est plus heuristique pour les RI de conceptualiser ces relations bilatérales particulières comme des hiérarchies internationales basées sur des dettes de gratitude. Toutefois, cette conceptualisation n'épuise pas tout le potentiel heuristique de l'un des concepts « les plus féconds » de la science politique (Piel, 1999). En effet, il faut noter que la relation patron-client interétatique peut aussi être conceptualisée comme une « structure des rôles » dont les effets sur les acteurs internationaux sont de nature contraignante et constitutive. Ainsi, à l'image de tout phénomène de caractère institutionnel, les rôles de « patron » et de « client » auraient des effets constitutifs sur le comportement des acteurs en ce qu'ils leur assignent des « identités sociales » que les acteurs doivent performer de manière appropriée sur la scène internationale. En outre, ces rôles sociaux contraignent le comportement des acteurs en leur prescrivant les comportements qu'ils doivent performer au cours de leurs interactions réciproques. Bref, la relation bilatérale de type patron-client peut donc être appréhendée comme une structure politique internationale faite des représentations identitaires qui sont constitutives des comportements que les acteurs doivent performer de manière appropriée.

Pour délimiter les contours de cette définition à connotation socioconstructiviste, les théoriciens des RI peuvent faire appel à la théorie des rôles/identités, insérée dans la discipline des RI par Karl Holsti en 1970 et endossée par d'autres théoriciens, comme Alexander Wendt (1999), Sebastien Harnisch (2011), Marijke Breuning (2011) et Cameron

Thies (2017). Karl Holsti (1970) fait appel à cette théorie pour analyser la relation qui existe entre les « représentations nationales » (*national role conceptions*) formulées par les décideurs politiques à l'égard de leurs États respectifs et l'orientation de leur politique étrangère. À l'aide d'une analyse portant sur les représentations nationales formulées par les décideurs politiques de 71 États entre les années 1964 et 1968, Holsti affirme que les représentations nationales formulées par les décideurs ont un impact réel dans le processus de formulation de la politique étrangère de leurs États. Il soutient par ailleurs que les États performant non moins de 17 rôles sur la scène internationale.

Or, les rôles de patron et de client sont absents de la typologie des rôles identifiée par Karl Holsti. Et cette absence représente en soi un défi méthodologique de taille pour les théoriciens du patronage en RI, parce qu'il faudrait comprendre les raisons pour lesquelles les décideurs politiques ne formulent pas les représentations nationales qu'ils se font de leurs États en termes de patronage. Ici, nous avançons l'hypothèse selon laquelle cette absence s'explique, *a priori*, par la charge normative généralement associée à la pratique du patronage. En effet, il faut noter que le concept de patronage ramène au cœur de la réflexion politique les nombreuses et interminables « querelles sur les bonnes et les mauvaises formes du politique » (Vommaro et Combes, 2012). Par conséquent, il est fort probable que les agents sociaux qui parlent et agissent au nom de leurs États respectifs évitent de formuler de représentations nationales en termes de patronage international, car cette pratique est généralement considérée comme étant contraire aux principes d'autonomie politique et de non-ingérence (Sylvan et Majeski, 2003). Toutefois, cette hypothèse mérite d'être testée et revue au sein de recherches futures. C'est pourquoi nous

invitons les théoriciens des RI à porter une attention plus soutenue à cette pratique internationale. Pour le moment, on se contente d'affirmer qu'il est plus heuristique pour les RI d'aborder les relations bilatérales de type patron-client comme des hiérarchies internationales fondées sur des dettes de gratitude contractées par les États subalternes par l'intermédiaire de dons internationaux.

## Bibliographie

Adler-Nissen, Rebecca. « Are We “Lazy Greeks” or “Nazi Germans”? Negotiating International Hierarchies in the Euro Crisis », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayse Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Adloff, Frank et Steffen Mau. « Giving Social Ties, Reciprocity in Modern Society », *European Journal of Sociology*, Vol. 47, No. 1, 2006, pp. 93-123.

Ahall, Linda et Thomas Gregory. « Introduction : Mapping Emotions, Politics and War », in *Emotions, Politics and War*, Edited by Linda Ahall and Thomas Gregory, Routledge, 2015, pp. 1-14.

Allyn, Bruce J., James G. Blight et David Welch. « Essence of Revision : Moscow, Havana, and the Cuban Missile Crisis », *International Security*, Vol. 14, 1989-1990, pp. 136-172.

Ariffin, Yohan, Jean-Marc Coicaud et Vesselin Popovski. *Emotions in International Politics. Beyond Mainstream International Relations*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016.

Ayoob, Mohammed. « Inequality and Theorizing in International Relations: The Case for Subaltern Realism », *International Studies Review*, Vol. 4, No. 3, 2002, pp. 27-48.

Autant, Étienne. « Le partage : un nouveau paradigme ? », *Revue du Mauss*, Vol. 1, No. 35, 2010, pp. 587-610.

Barder, Alexander D. *Empire Within. International Hierarchy and Its Imperial Laboratories of Governance*, Routledge, London & New York, 2015.

Barnett, Michael. « Hierarchy and Paternalism », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayse Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Bartelson, Jens. *A Genealogy of Sovereignty*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

Bartlett, Monica Y., et DeSteno, David. « Gratitude and Prosocial Behavior: Helping When It Costs You », *Psychological Science*, Vol. 17, No. 4, 2006, pp. 319-325.

Blatter, Joachim et Markus Haverland. *Designing Case Studies. Explanatory Approaches in Small-N Research*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.

Bleiker, Roland et Emma Hutchison. « Methods and Methodologies for the Study of Emotions in World Politics », in *Researching Emotions in International Relations. Methodological Perspectives on the Emotional Turn*, Edited by Maéva Clément and Eric Sangar, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 325-342.

Bleiker, Roland et Emma Hutchison. « Performing Political Empathy », dans *The Oxford Handbook of Politics and Performance*, Edited by Shirin Rai, Milija Gluhovic, Silvija Jestrovic, and Michael Saward, Oxford University Press, Oxford, 2021.

Blight, James G. et Janet M. Lang. « Burden of Nuclear Responsibility: Reflections on the Critical Oral History of the Cuban Missile Crisis », *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, Vol. 1, No. 3, 1995, pp. 225-264.

Breuning, Marijke. « Role Theory Research in International Relations. State of the Art and Blind Spots », in *Role Theory in International Relations. Approaches and Analyses*, dir. by Sebastian Harnisch, Cornelia Frank, and Hanns W. Maull, Routledge, 2011, pp. 7-15.

Bonnie, Kristin E. et Frans B. M. de Waal. « Primate Social Reciprocity and the Origin of Gratitude », dans *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert A. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, 2004, pp. 213-229.

Bolender, Keith. *Cuba Under Siege. American Policy, the Revolution and Its People*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.

Boltanski, Ariane. « Clientélisme et construction monarchique. La clientèle du duc de Nevers dans la seconde moitié du XVIe siècle », *Hypothèses*, Vo. 1, 1999, pp. 145-152.

Bull, Hedley. *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, Palgrave Macmillan, Third Edition, 2002.

Burbank, Jane et Frederick Cooper. *Empires in World History. Power and the Politics of Difference*, Princeton University Press, 2011.

Burns, Adam. *American Imperialism: The Territorial Expansion of the United States, 1783-2013*, Edinburgh University Press, 2017.

Callard, Agnes. « Debts of Gratitude », Chap. 4 in *The Moral Psychology of Gratitude*, Edited by Robert Roberts and Daniel Telech, Rowman & Littlefield International, London, 2019.

Carney, Christopher P. « International Patron-Client Relationships: A Conceptual Framework », *Studies in Comparative International Development*, Vol. 24, No. 2, 1989, pp. 42-55.

Carney, Christopher Paul (1993). « International Patron-Client Relationships ; A New Framework for Old Questions: The case of United States Aid ». *ETD collection for University of Nebraska – Lincoln*. AAI9415939. <https://digitalcommons.unl.edu/dissertations/AAI9415939>

Chomsky, Aviva. *A History of the Cuban Revolution*, Viewpoints Puntos de Vista, Wiley-Blackwell, 2010.

Ciorciari, John D. « China and Cambodia: Patron and Client? », *International Policy Center Working Paper*, No. 121, 2013, pp. 39.

Ciorciari, John D. « A Chinese Model for Patron-Client Relations? The Sino-Cambodian Partnership », *International Relations of the Asia-Pacific*, Vol. 12, No. 2, 2015, pp. 245-278.

Clément, Maéva et Eric Sangar. « Introduction : Methodological Challenges and Opportunities for the Study of Emotions », dans *Researching Emotions in International Relations. Methodological Perspectives on the Emotional Turn*, Edited by Maéva Clément and Eric Sangar, Palgrave Macmillan, 2018.

Coffee, Neil. *Gift and Gain. How Money Transformed Ancient Rome*, Oxford University Press, 2017.

Coicaud, Jean-Marc. « Emotions and Passions in the Discipline of International Relations », *Japanese Journal of Political Science*, Vol. 15, No. 3, 2014, pp. 485-513.

Coicaud, Jean-Marc. « The Question of Emotions and Passions in Mainstream International Relations, and Beyond », dans *Emotions in International Politics. Beyond Mainstream International Relations*, Edited by Ariffin, Yohan, Jean-Marc Coicaud et Vesselin Popovski, Cambridge University Press, Cambridge, 2016a.

Coicaud, Jean-Marc. « Conclusion : A Few Suggestions for a Future Research Program on Emotions and Passions in International Politics », dans *Emotions in International Politics. Beyond Mainstream International Relations*, Edited by Ariffin, Yohan, Jean-Marc Coicaud et Vesselin Popovski, Cambridge University Press, Cambridge, 2016b.

Connell-Smith, Gordon. « Castro's Cuba in World Affairs, 1959-1979 » *The World Today*, Vol. 35, No. 1, 1979, pp. 15-23.

Crawford, Neta C. « The Passion of World Politics: Propositions on Emotion and Emotional Relationships », *International Security*, Vol. 24, No. 4, 2000, pp. 116-156.

Crawford, Neta C. « Institutionalizing Passion in World Politics: Fear and Empathy », *International Theory*, Vol. 6, No. 3, 2014, pp. 535-557.

Crawford, Neta C. « Preface », in *Emotions, Politics and War*, Edited by Linda Ahall and Thomas Gregory, Routledge, 2015.

David, Charles-Philippe, Nancy Ann Carrol et Zachary A. Selden. *Foreign Policy Failure in the White House. Reappraising the Fall of the Shah and the Iran-Contra Affair*, University Press of America, 1993.

De la Torriente, Cosme. « The Platt Amendment », *Foreign Affairs*, Vol. 8, No. 3, 1930, pp. 364-378.

- De Leuchsenring, Emilio Roig. *Cuba no debe su independencia a los Estados Unidos*, Sociedad Cubana de Estudios Historicos e Internacionales, 1950.
- DeSteno, David, Monica Y. Bartlett, Jolie Baumann, Lisa A. Williams et Leah Dickens. « Gratitude as Moral Sentiment : Emotion-Guided Cooperation in Economic Exchange », *Emotion*, Vol. 10, No. 2, 2010, pp. 289-293.
- Donnelly, Jack. « Sovereign Inequalities and Hierarchy in Anarchy: American Power and International Society », *European Journal of International Relations*, Vol. 12, No. 2, 2006, pp. 139-170.
- Donnelly, Jack. « Rethinking Political Structures: From ‘Ordering Principles’ to ‘Vertical Differentiation’, and Beyond », *International Theory*, Vol. 1, No. 1, 2009, pp. 49-86.
- Donnelly, Jack. « Beyond hierarchy », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayşe Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.
- Eisenstadt, S. N. and Roniger, L. « Patron-Client Relations as a Model of Structuring Social Exchange », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 22, No. 1, 1980, pp. 42-77.
- Emmons, Robert A. « The Psychology of Gratitude. An Introduction », in *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert A. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, 2004, pp. 3-16.
- Fagen, Richard R. « Cuba and the Soviet Union », *The Wilson Quarterly*, Winter 1978, pp. 69-78.
- Finnemore, Martha et Kathryn Sikkink. « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organization*, Vol. 52, No. 4, 1998, pp. 887-917.
- Fournier, Marcel. « Marcel Mauss, l’ethnologie et la politique : le don », *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 19, No. 1-2, 1995, pp. 57-69.
- Friedheim, Daniel et Alexander Wendt. « Hierarchy under Anarchy: Informal Empire and the East German State », *International Organization*, Vol. 49, No. 4, 1995, pp. 689-721.
- Fukuyama, Francis. *The Origins of Political Order. From Prehuman Times to the French Revolution*, Farrar, Strauss and Giroux, New York, 2011.
- Fursenko, Aleksandr et Timothy Naftali. *One Hell of a Gamble: Khrushchev, Castro, and Kennedy, 1958-1964*, W. W. Norton & Co Inc., 1997.
- Garnsey, Peter et Richard Saller. *The Roman Empire. Economy, Society and Culture*, Bloomsbury: Second Edition, 2014.

Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*, Deuxième édition revue et mise à jour, Paramètre, 2015.

George, Alexander L. et Andrew Bennett. *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, MIT Press: Cambridge, 2005.

Glanville, Luke. « The Myth of Traditional Sovereignty », *International Studies Quarterly*, Vol. 57, 2013, pp. 79-90.

Go, Julian. *Patterns of Empire. The British and American Empires, 1688 to the Present*, Cambridge University Press, 2011.

Godbout, Jacques T. « L'actualité de l'Essai sur le don », *Sociologie et Sociétés*, Vol. 36, No. 2, 2004, pp. 177-188.

Graziano, Luigi. « A Conceptual Framework for the Study of Clientelistic Behavior », *European Journal of Political Research*, Vol. 4, 1976, pp. 149-174.

Guerra, Lillian. *Visions of Power in Cuba. Revolution, Redemption, and Resistance, 1959-1971*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2012.

Guerra, Lillian. *Heroes, Martyrs, and Political Messiahs in Revolutionary Cuba, 1946-1958*, Yale University Press, 2018.

Hardy, Grant et Anne Behnke Kinney. *The Establishment of Han Empire and Imperial China*, Greenwood Press, 2005.

Harnisch, Sebastian. « Role Theory. Operationalization of Key Concepts », in *Role Theory in International Relations. Approaches and Analyses*, Dir., Sebastian Harnisch, Cornelia Frank, and Hanns W. Maull, Routledge, 2011, pp. 7-15

Harpham, Edward J. « Gratitude in the History of Ideas », in *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert A. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, 2004, pp. 19-36.

Hattori, Tomohisa. « Reconceptualizing Foreign Aid », *Review of International Political Economy*, Vol. 18, No. 4, 2001, pp. 633-660.

Healy, David. *Us Expansionism: The Imperialist Urge in the 1890s*, University of Wisconsin Press, 1976.

Helmke, Gretchen et Steven Levitsky. « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, Vol. 2, No. 4, 2004, pp. 725-740.

Helmke, Gretchen et Steven Levitski. *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*, John Hopkins University Press, 2006.

Heraclides, Alexis et Ada Dialla. « The US and Cuba, 1895-98 », Chapitre 10, dans *Humanitarian Intervention in the Long Nineteenth Century: Setting the Precedent*, Manchester University Press, 2015.

Hewitt, J. W. « The Development of Political Gratitude », *Transactions and Proceedings of the American Philological Association*, Vol. 55, 1924, pp. 35-51.

Hilgers, Tina. « Who is Using Whom? Clientelism from the Client's Perspective », *Journal of Iberian and Latin American Research*, Vol. 15, No. 1, 2009, pp. 51-75.

Hilgers, Tina. « Clientelism and Conceptual Stretching: Differentiating Among Concepts and Among Analytical Levels », *Theor Soc*, Vol. 40, 2011, pp. 567-588.

Hitchman, James H. « The Platt Amendment Revisited: A Bibliographical Survey », *The Americas*, Vol. 23, No. 4, 1967, pp. 343-369.

Hitchman, James H. « U. S. Control Over Cuban Sugar Production 1898-1902 », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 12, No. 1, 1970, pp. 90-106.

Hobson, John M. and Sharman, J. C. « The Enduring Place of Hierarchy in World Politics: Tracing the Social Logics of Hierarchy and Political Change », *European Journal of International Relations*, Vol. 11, No. 1, 2005, pp. 63-98.

Holsti, K. J. « National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy », *International Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 3, 1970, pp. 233-309.

Hussain, Aiyaz. « Covert Action and US Cold War Strategy in Cuba, 1961-62 », *Cold War History*, Vol. 5, No. 1, 2005, pp. 23-53.

Hurd, Ian. « Legitimacy and Authority in International Politics », *International Organization*, Vol. 53, No. 2, 1999, pp. 379-408.

Hutchison, Emma et Roland Bleiker. « Theorizing Emotions in World Politics », *International Theory*, Vol. 6, No. 3, 2014, pp. 491-514.

Ikenberry, John G. *Liberal Leviathan. The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*, Princeton University Press, 2011.

Ikenberry, John G. *Power, Order, and Change in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

Jacob, Frank. *George Kennan on the Spanish-American War. A Critical Edition of "Cuba and the Cubans"*, Edited by Frank Jacob, Palgrave Macmillan, 2018.

Jaffrelot, Christophe. « La relation Pakistan — États-Unis : un patron et son client au bord de la rupture ? », *Les Études du CERI*, No. 187, 2012, pp. 1-49.

Judt, Tony. *Après-guerre : Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris : Armand Collin, 2007, pp. 162-203.

Kaufman, Robert R. « The Patron-Client Concept and Macro-Politics: Prospects and Problems », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 16, No. 3, 1974, pp. 284-308.

Katz, Mark N. « The Soviet-Cuban Connection », *International Security*, Vol. 8, No. 1, 1983, pp. 88-112.

Kennedy, Robert F. *Thirteen Days: A Memoir of the Cuban Missile Crisis*, Signet Books, Published by the New American Library, 1969.

Keohane, Robert O. *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, New Jersey, 1984.

Keohane, Robert O. « Reciprocity in International Relations », *International Organization*, Vol. 40, No. 1, 1986, pp. 1-27.

Komter, Aafke Elisabeth. « Gratitude and Gift Exchange », Chap. 10 in *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert E. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, New York, 2004.

Koschut, Simon. « The Structure of Feeling. Emotion Culture and National Self-Sacrifice in World Politics », *Millennium: Journal of International Studies*, Vol. 45, No. 2, 2017.

Koschut, Simon. « Speaking from the Heart: Emotion Discourse Analysis in International Relations », dans *Researching Emotions in International Relations. Methodological Perspectives on the Emotional Turn*, Edited by Maéva Clément and Eric Sangar, Palgrave Macmillan, 2018.

Kosienkowski, Marcin. « The patron-Client Relationship Between Russia and Transnistria », dans *De Facto States in Eurasia*, Edited by Tomas Hoch et Vincenc Kopecek, Routledge, London, 2019.

Krasner, Stephen D. « Abiding Sovereignty », *International Political Science Review*, Vol. 22, No. 3, 2001, pp. 229-251.

Laffy, Mark et Jutta Weldes. « Decolonizing the Cuban Missile Crisis », *International Studies Quarterly*, Vol. 52, No. 3, 2008, pp. 555-577.

Lake, David A. « Escape from the State of Nature: Authority and Hierarchy in World Politics », *International Security*, Vol. 32, No. 1, 2007, pp. 47-79.

Lake, David A. « Regional Hierarchy: Authority and Local International Order », *Review of International Studies*, Vol. 35, 2009, pp. 35-58.

Lake, David A. « Rightful Rules: Authority, Order, and the Foundations of Global Governance », *International Studies Quarterly*, Vol. 54, No. 3, 2010, pp. 587-613.

Lake, David A. « Dominance and Subordination in World Politics: Authority, Liberalism, and Stability in the Modern International Order », Chap. in Ikenberry, John G. *Power, Order, and Change in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

Lake, David A. « Laws and Norms in the Making of International Hierarchies », Chap. in Zarakol, Ayşe. *Hierarchies in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 2017, pp. 17-42.

Lamrani, Salim. *The Economic War Against Cuba. A Historical and Legal Perspective on the U.S. Blockade*, Monthly Review Press, New York, 2013.

Landman, Todd. *Issues and Methods in Comparative Politics: An Introduction*, Second Edition, Routledge, Taylor & Francis Group, 2003.

Lemarchand, René et Keith Legg. « Political Clientelism and Development: A Preliminary Analysis », *Comparative Politics*, Vol. 4, No. 2, 1972, pp. 149-178.

Lévesque, Jacques. « La Unión Soviética y Cuba: una relación especial », *Foro Internacional*, Vol. 18, No. 2, 1977, pp. 219-242.

Levi, Margaret. 2002. « The State of the Study of the State », Ira Katznelson and Helen V. Milner (eds.), *Political Science: The State of the Discipline*, NY, WW Norton & Company, pp. 33-55.

Lewis, Mark E. *China Between Empires. The Northern and Southern Dynasties*, The Belknap Press of Harvard University Press, 2009.

Lewis, Mark E. et Timothy Brook. *The Early Chinese Empires: Qin and Han*, Belknap Press of Harvard University Press, 2007.

Livingstone, Grace. *America's Backyard. The United States and Latin America from the Monroe Doctrine to the War on Terror*, Zed Books, London & New York, 2009.

Lowenheim, Oded and Gadi Heimann. « Revenge in International Politics », *Security Studies*, Vol. 17, No. 4, 2008, pp. 685-724.

Macleod, Alex. « Émergence d'un paradigme hégémonique », dans *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, sous la dir. d'Alex Macleod et Dan O'Meara, Montréal, Athéna Éditions/CEPES, 2010, pp. 19-35.

Marks, Michael P. *Revisiting Metaphors in International Relations Theory*, Palgrave Macmillan, 2018.

Mauss, Marcel (1924). *Essaie sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, In *Sociologie et anthropologie*. Paris : Les Presses universitaires de France, 1968, Quatrième édition, pp. 482.

Mauss, Marcel. *The Gift. The Form and Reason for Exchange in Archaic Societies*, Routledge, 2002.

McCullough, Michael E. et Jo-Ann Tsang. « Parent of the Virtues? The Prosocial Contours of Gratitude », dans *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert A. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, 2004.

Mearsheimer, John J. « The False Promise of International Institutions », *International Security*, Vol. 19, No. 3, Winter 1994/1995, pp. 5-49.

Mearsheimer John J. *The Tragedy of Great Politics*, W. W. Norton & Company, 2001.

Médard, Jean-François. « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-monde*, Vol. 41, No. 161, 2000, pp. 75-87.

Mercer, Jonathan. « Rationality and Psychology in International Politics », *International Organization*, Vol. 59, No. 1, 2005, pp. 77-106.

Mercer, Jonathan. « Feeling Like a State: Social Emotion and Identity », *International Theory*, Vol. 6, No. 3, 2014, pp. 515-535.

Milliken, Jennifer. « The Study of Discourse in International Relations: A Critique of Research and Methods », *European Journal of International Relations*, Vol. 5, No. 2, 1999, pp. 225-254.

Milner, Helen. « The Assumption of Anarchy in International Relations Theory: A Critique », *Review of International Studies*, Vol. 17, No. 1, 1991, pp. 67-85.

Montaner, Carlos A. *Journey to the Heart of Cuba: Life as Fidel Castro*, Algora Publishing, 2001.

Navarro, Imiley Balboa. « Transición política y respuesta campesina. Cuba, 1899-1902 », *Revista de Indias*, Vol. LXI, No. 222, 2001, pp. 307-329.

Newbury, Colin. « Patrons, Clients, and Empire: The Subordination of Indigenous Hierarchies in Asia and Africa », *Journal of World History*, Vol. 11, No. 2, 2000, pp. 227-263.

Newbury, Colin. *Patrons, Clients, and Empires. Chieftaincy and Over-rule in Asia, Africa, and the Pacific*, Oxford University Press, Oxford, 2003.

Offner, John. « Why Did the United States Fight Spain in 1998 », *OAH Magazine of History*, Vol. 12, No. 3, 1998, pp. 19-23.

Osiander, Andreas. « Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth », *International Organization*, Vol. 55, No. 2, (Spring, 2001), pp. 251-287.

Paterson, Thomas G. *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, Oxford University Press, 1989.

Paterson, Thomas G. « U.S. Intervention in Cuba, 1898 : Interpreting the Spanish-American-Cuban-Filipino War », *OAH Magazine of History*, Vol. 12, No. 3, 1998, pp.5-10.

Pérez, Louis A. Jr. *Cuba Between Empires, 1878-1902*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1983.

Pérez, Louis A. Jr. *The War of 1898: The United States and Cuba in History and Historiography*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1998.

Pérez, Louis A. Jr. *On Becoming Cuban: Identity, Nationality, and Culture*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1999.

Pérez, Louis A. Jr. *Cuba in the American Imagination. Metaphor and the Imperial Ethos*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2008(a).

Pérez, Louis A. Jr. « Gratitude as the Moral Currency of Empire », *NACLA Report on the Americas*, Vol. 41, No. 1, 2008(b), pp. 4-4.

Piel, Christophe. « Les clientèles, entre sciences sociales et histoire. En guise d'introduction », *Hypothèses*, Vol. 1, No. 2, 1999, pp. 119-129.

Phillips, Andrew. « Making Empires: Hierarchy, Conquest and Customization », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayşe Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Pouliot, Vincent. « Against Authority: The Heavy Wight of International Hierarchy », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayşe Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Ramel, Frédéric. « Marcel Mauss et l'étude des relations internationales : un héritage oublié », *Sociologie et sociétés*, Vol. 36, No. 2, 2004, pp. 227-245.

Roberts, Robert and Daniel Telech. « The Emotion-Virtue-Debt Triad of Gratitude: An Introduction to the *The Moral Psychology of Gratitude* », in *The Moral Psychology of Gratitude*, Edited by Robert Roberts and Daniel Telech, Rowman & Littlefield International, London & New York, 2019.

Roberts, Geoffrey. *The Soviet Union in World Politics. Coexistence, Revolution and Cold War, 1945-1991*, Routledge, 1999.

Roy, Jean-Michel. « From Intersubjectivity to International Relations: The Relevance of the “Emotive Turn” of Cognitive Science », dans *Emotions in International Politics. Beyond Mainstream International Relations*, Edited by Ariffin, Yohan, Jean-Marc Coicaud et Vesselin Popovski, Cambridge University Press, Cambridge, 2016.

Saller, Richard P. *Personal Patronage Under the Early Empire*, Cambridge University Press, 1982.

Santamarina, Juan C. « The Cuba Company and the Expansion of American Business in Cuba, 1898-1915 », *Business History Review*, Vol. 74, No. 1, 2000, pp. 41-83.

Schmidt, Brian C. *The Political Discourse of Anarchy. A Disciplinary History of International Relations*, State University of New York Press, New York, 1998.

Schmidt, Sebastian. « To Order the Minds of Scholars: The Discourse of the Peace of Westphalia in International Relations Literature », *International Studies Quarterly*, Vol. 55, 2011, pp. 601-623.

Schoultz, Lars. *That Infernal Little Cuban Republic. The United States and the Cuban Revolution*, The University of North Carolina Press, 2009.

Seneca. *Moral and Political Essays*, Cambridge Texts in the History of Political Thought, Edited by Raymond Guess and Quentin Skinner, Cambridge University Press, 1995.

Sharman, J. C. « Hierarchy in an Age of Equality: Micro-States and Dependencies », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayşe Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Shelton, Charles M. « Gratitude : Considerations from a Moral Perspective », Chap. 13 in *The Psychology of Gratitude*, Edited by Robert E. Emmons and Michael E. McCullough, Oxford University Press, New York, 2004.

Shoemaker, Christopher C., and Spanier, John W. *Patron-Client State Relationships: Multilateral Crises in the Nuclear Age*, New York: Praeger, 1984.

Sjoberg, Laura. « Revealing International Hierarchy through Gender Lenses », dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayşe Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Soherwordi, Syed Hussain Shaheed. « An Estranged Client and an Annoyed Patron: Shift in the Pakistan-US Relations during the War on Terror », *Journal of Political Studies*, Vol. 18, No. 2, 2011, pp. 55-76.

Sosa, Maria F. et Concepción Planos. « Cuba : La aplicación de la enmienda Platt en 1906 y su impacto en el pensamiento político cubano », *Baluartes : Estudios gaditano-cubanos*, No. 1, 1994, pp. 149-161.

Stables, Richard. *Relations between Britain and Kuwait, 1957-1963*, Thesis submitted for the degree of PhD in Politics and International Relations, University of Warwick, 1996.

Sylvan, David and Majeski, Stephen. « An Agent-Based Model of the Acquisition of U.S. Client States », Paper prepared for presentation at the 44th Annual Convention of the International Studies Association, Portland, February 25 – March 1, 2003.

Tafani, Pierre. « Du clientélisme politique », *Revue du Mauss*, Vol. 1, No. 25, 2005, pp. 259-286.

Teschke, Benno. *The Myth of 1648. Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, Verso, 2003.

Teschke, Benno. « La théorisation du système westphalien : les relations internationales de l'absolutisme au capitalisme », *Cahiers de recherche sociologique*, No. 52, 2012, pp. 13-50.

Thies, Cameron. « Role Theory and Foreign Policy Analysis in Latin America », *Foreign Policy Analysis*, Vol. 13, 2017, pp. 662-681.

Tilly, Charles. « La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé », *Politix/Revue des sciences sociales du politique*, Vol. 49, 2000, pp. 97-117.

Tone, John Lawrence. *War and Genocide in Cuba, 1895-1898*, The University of North Carolina Press, Chapel hill, 2006.

Van Hoef, Yuri. « Interpreting Affect Between State Leaders: Assessing the Political Friendship Between Winston S. Churchill and Franklin D. Roosevelt », dans *Researching Emotions in International Relations. Methodological Perspectives on the Emotional Turn*, Edited by Maéva Clément and Eric Sangar, Palgrave Macmillan, 2018.

Veenendaal, Wouter P. « Analyzing the Foreign Policy of Microstates. The Relevance of the International Patron-Client model », *Foreign Policy Analysis*, 2014, pp. 1-17.

Verschave, François-Xavier. *La Françafrique : Le plus long scandale de la République*, Stock, 2003.

Verschave, François-Xavier. *Noir Silence : qui arrêtera la Françafrique*, Arenes, 2020.

Vine, David. *Base Nation : How U.S. Military Bases Abroad Harm America and the World*, Metropolitan Books, 2015.

Vivanco, José Clemente Hernandez. *Constitución de la República de Cuba/ comentada por José Clemente Vivanco*, Habana: Imprenta y encuadernación, San Ignacio, 1902.

Vommaro, Gabriel et Hélène Combes. « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, 2013, pp. 17-35.

Walt, Stephen M. *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, 1987.

Walters, Robert S. « Soviet Economic Aid to Cuba: 1959-1964 », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, Vol. 42, No. 1, 1966, pp. 74-83.

Waltz, Kenneth N. *Theory of International Politics*, Long Grove, Illinois, Waveland Press: Reissue edition, 2010.

Waltz, Kenneth N. « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, Vol. 18, No. 2, 1993, pp. 44-79.

Weber, Cynthia. *International Relations Theory. A Critical Introduction*, Second Edition, Routledge, Taylor & Francis, 2005.

Weigle, Richard D. *The Sugar Interests and American Diplomacy in Hawaii and Cuba, 1893-1903*, A Dissertation Presented to the Faculty of the Graduate School of Yale University in Candidacy for the Degree of Doctor of Philosophy, New Haven, 1939.

Wendt, Alexander. *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999.

Wendt, Alexander. « Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, Vol. 46, No. 2, 1992, pp. 391-425.

Wolf, Reinhard. « Political Emotions as Public Processes: Analyzing Transnational Ressentiments in Discourses », dans *Researching Emotions in International Relations. Methodological Perspectives on the Emotional Turn*, Edited by Maéva Clément and Eric Sangar, Palgrave Macmillan, 2018.

Womack, Brantly. *China and Vietnam. The Politics of Asymmetry*, Cambridge University Press, 2006.

Yin, Robert K. *Case Study Research. Design and Methods*, Third Edition, Applied Social Research Methods Series, Volume 5, SAGE Publications, 2003.

Yoffre, Juan B. *Fue Cuba. La infiltración cubano-soviética que dio origen a la violencia subversiva en Latinoamérica*, Sudamericana, 2014.

Zaman, Aly. *Compliance and Defiance in Patron-Client State Relationships: A Case Study of Pakistan's Relationship with the United States, 1974-2013*, A Thesis Submitted for the Degree of Doctor of Philosophy of the Australian National University, 2015.

Zarakol, Ayse. « Theorizing Hierarchies: An Introduction », Chap. dans *Hierarchies in World Politics*, Edited by Ayse Zarakol, Cambridge University Press, Cambridge, 2017.

Zubok, Vladislav M. *A Failed Empire. The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, The University of North Carolina Press, 2007.